

Jeudi 11.50

Supplément « Sans visa »

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14296 - 5 F

SAMEDI 12 JANVIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La mission du secrétaire général de l'ONU avant l'échéance du 15 janvier

M. Perez de Cuellar se présentera à Bagdad comme « le porte-parole de la communauté internationale »

L'ambiguïté de Moscou

L'UNION SOVIÉTIQUE partage l'inquiétude de Washington après l'échec de l'entrevue de Genève, « appelle l'Irak à faire preuve de responsabilité pour préserver le destin des peuples de la région » et renouvelle son « soutien » aux résolutions du Conseil de sécurité, en particulier celle autorisant l'emploi de tous les moyens pour obtenir, après le 15 janvier, l'évacuation du Koweït par l'Irak.

Cette mise au point faite jeudi 10 janvier par le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a sans doute été bien accueillie à Washington, où l'on s'interroge, depuis la démission surprise de M. Chevardnadze, le mois dernier, sur la continuité de la diplomatie soviétique. Elle ne suffira pas, cependant, à calmer toutes les craintes, surtout qu'on ne connaît toujours pas le nom du nouveau ministre des affaires étrangères.

S'il est certain que le souci de ne pas avoir à « couvrir » le mortier éventuel d'une déstabilisation et le recours à la force dans plusieurs Républiques - dont la Géorgie - a joué un rôle important dans le départ anticipé de M. Chevardnadze, il n'est pas moins clair en effet que ce rôle de la parastatisme était dans le collimateur des conservateurs, notamment pour sa politique dans le Golfe, jugée trop « suïviste » par rapport aux États-Unis.

Les déclarations du porte-parole soviétique risquent d'autant plus d'apparaître comme des propos de circonstance que M. Gorbatchev a choisi la période la plus chaude de la crise du Golfe pour déclencher une épreuve de force avec les Républiques baltes, y déployer plusieurs unités de parachutistes et menacer de placer la Lituanie sous administration directe du Kremlin si elle n'accepte pas de se soumettre. La situation a été jugée suffisamment grave par Washington pour que la Maison Blanche émette une vigoureuse mise en garde contre un recours à la force sur les rives de la Baltique.

TOUT à sa volonté de reprendre en main les rênes d'un empire en proie à tous les soubresauts, M. Gorbatchev - volontairement ou non - cède de plus en plus de terrain aux forces conservatrices : armée (que les Américains soupçonnent d'avoir désobéi aux consignes du pouvoir politique dans la mise en œuvre du récent accord sur la réduction des armes conventionnelles), KGB (de plus en plus présent), Parti communiste (sur l'offensive) et directeurs des grandes entreprises du complexe militaro-industriel (qui rêvent d'en finir avec les velléités d'indépendance économique des Républiques).

Il serait étonnant qu'une telle évolution, si elle se confirme, n'ait pas à la longue des répercussions sur la politique étrangère soviétique. D'où sans doute le deuxième « message » - codé celui-là - transmis par Washington à Moscou et n'excluant pas le report du sommet américano-soviétique prévu en principe pour les 11, 12 et 13 février. Une des raisons qui pourraient inciter les États-Unis est éloquent : l'armée rouge ferait trainer en longueur la mise au point de l'accord sur la réduction des armements stratégiques (START).

A la veille de sa rencontre à Bagdad avec M. Saddam Hussein, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a été reçu vendredi matin 11 janvier à l'Élysée par M. Mitterrand. A l'issue de cet entretien, M. Perez de Cuellar

Faisant montre d'une grande prudence, le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a déclaré après son entretien à l'Élysée : « J'espère que je serai entendu et j'espère trouver une volonté de paix à Bagdad. Je n'ai pas dit que je suis optimiste, mais je conserve quand même de l'espoir. Je vais entendre ce que l'on a à me dire, et, bien sûr, je vais dire quelque chose, mais sans m'écarter des résolutions du Conseil de sécurité ».

Le secrétaire général a souligné qu'il avait reçu un « encouragement » de M. Mitterrand. A son

a déclaré, qu'il n'était porteur d'aucune proposition concrète à l'intention du président irakien, et qu'il serait à Bagdad « le porte-parole de la communauté internationale ». L'un des principaux responsables de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, a

arrivé à Genève, il a déclaré qu'en cas d'accord sur le retrait des troupes irakiennes du Koweït, il proposera aux membres du Conseil de sécurité l'envoi d'un groupe d'observateurs puis, si besoin, d'une force de sécurité.

Cependant, à Ryad, les préparatifs de guerre ont été, jeudi et vendredi matin, au centre des discussions entre le secrétaire d'État américain, M. James Baker, et le roi Fahd d'Arabie saoudite.

réclamé vendredi à Paris une solution globale des problèmes du Proche et du Moyen-Orient. Pour sa part, le gouvernement irakien dénonce « l'intransigeance américaine », qu'il rend responsable de l'échec de la rencontre de Genève.

Lire également

- Les Jordaniens jouent leur va-tout par FRANÇOISE CHIPAUX
- La presse israélienne critique violemment la diplomatie française par ALAIN FRACHON
- Londres agacé par les déclarations de Paris par DOMINIQUE DHOMBRES
- Le Congrès américain au pied du mur par MARIE-CLAUDE DECAMPS
- Selon Washington, l'offensive allée « ressemblerait au débarquement en Normandie » par FRANK NOUCHI
- M. Jona éroque la « menace terroriste » par FRANK NOUCHI
- Les manifestations pacifistes se multiplient en France pages 3 à 6
- Débat : quatre points de vue sur la crise page 2
- M. Mitterrand a demandé à M. Chevènement de rester à son poste par PATRICK JARREAU page 28

Menaces du Kremlin sur les Baltes

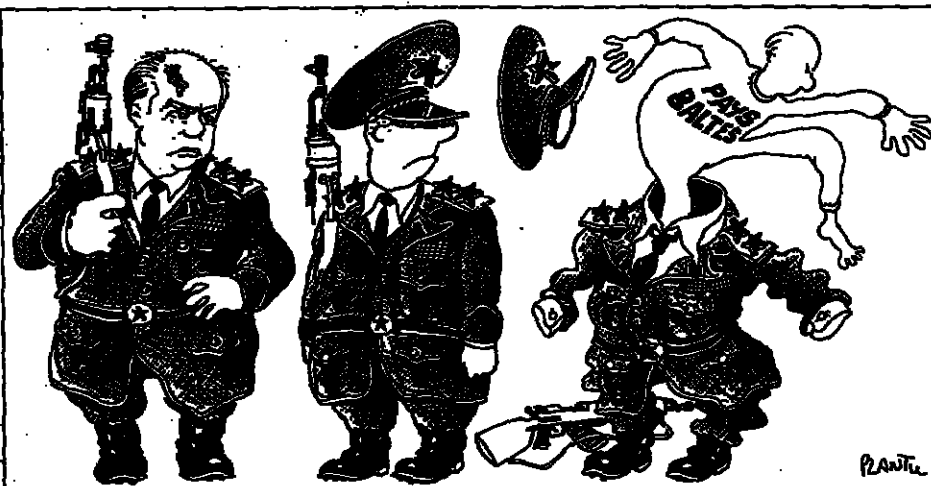
Des coups de feu ont été tirés à Vilnius tandis que M. Gorbatchev lançait un ultimatum aux Litoniens

Des parachutistes soviétiques se sont emparés, vendredi, des locaux du département de la défense lituanien et de l'imprimerie de Vilnius. Alors que des blindés manœuvraient dans la ville, des coups de feu ont été tirés et l'AFP fait état de blessés. La veille, M. Gorbatchev avait lancé un appel au Parlement lituanien, menaçant d'imposer le pouvoir présidentiel direct dans la République. Dans un communiqué, les pays membres de l'OTAN ont « demandé instamment » à l'URSS de « s'abstenir de tout acte d'intimidation et de recours à la force ». La CEE est intervenue dans les mêmes termes. Cependant un nouveau premier ministre a été désigné à Vilnius : M. Albertas Simanaitis, professeur d'économie, politiquement indépendant mais soutenu par l'Eglise catholique.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Pour le président soviétique, la situation en Lituanie est arrivée « dans une impasse » et exige des « mesures urgentes ». Il « propose » donc à Vilnius de « rétablir immédiatement et en totalité la Constitution de l'URSS et celle



de la RSS de Lituanie » (il s'agit de l'ancienne Constitution, calquée sur le modèle soviétique) et d'« annuler les actes anticonstitutionnels adoptés précédemment ». Autre différence avec les documents du printemps dernier : à aucun moment il n'est question de négociations avec Moscou. Cet appel a sus-

citôt été appuyé sur place par des grèves, officiellement qualifiées de « politiques », lancées jeudi par les personnels, en majorité russe, de plusieurs entreprises lituaniennes, notamment dans les chemins de fer et les services de l'Aéroflot.

MICHEL TATU
Lire la suite page 7

Combats au Tchad

Affrontements au Tibesti entre les forces gouvernementales et des éléments libyens

page 7

L'argent des communes

La réforme de la dotation globale de fonctionnement va modifier les ressources de 390 villes

page 22

L'orthographe à l'essai

La réforme pourrait faire l'objet d'une « période probatoire » de trois à cinq ans

page 9

L'affaire du Cap-d'Agde

Un entretien avec l'ancien juge d'instruction

page 10

M. Tapie et Adidas

Le nouveau patron affirme avoir les moyens de développer sa société

page 21

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28 - section D

Le nouveau sacre de Mario Soares

M. Mario Soares devrait remporter confortablement l'élection présidentielle du dimanche 13 janvier au Portugal.

Aucune des autres personnalités en lice - MM. Basilio Horta, soutenu par le Centre démocratique et social ; Carlos Carvalhal, issu des rangs communistes, et Carlos Marques, de l'Union démocratique populaire (extrême gauche) - ne peut en effet prétendre inquiéter le président sortant, dont la popularité n'a jamais été aussi forte.

Par rapport au scrutin de 1986, que M. Soares avait gagné de justesse, la campagne électorale a été cette année très calme et dénuée de grands affrontements idéologiques.

Lire page 7 l'article de JOSÉ-ALAIN FRALON

Le Monde L'ÉDUCATION

ENQUÊTE

JANVIER 1991

INGÉNIEURS LES NOUVELLES FILIÈRES DE FORMATION

Egalement au sommaire :

- LYCÉES : RÉAJUSTEMENT APRÈS LE SÉISME
- UNIVERSITÉ : DU NOUVEAU POUR LES PRÊTS AUX ÉTUDIANTS
- SOCIÉTÉ : ENFANTS MALTRAITÉS, QUE FAIRE ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La musique au pluriel

Le festival Futurs Musiques, quatre semaines de créations en banlieue parisienne

Allegro furioso : tel est le ton, et le tempo, du mois de manifestations de musique contemporaine distribuées, du 12 janvier au 12 février prochains, par la délégation départementale à la musique du Val-de-Marne dans vingt-quatre localités de la banlieue parisienne. Concerts-lectures, concerts scéniques, musique chorégraphiée, théâtre musical, opéras de chambre, formule plus classique du « concert de créations », mais un parti pris jamais démenti de convier en première partie des amateurs locaux, et des causeries, des stages, des « master-classes », une exposition de photographies.

Le menu de Futurs Musiques 1991, ce sont soixante manifestations parfois itinérantes, et l'espoir de franchir la barre des 14 600 entrées atteinte en cinq semaines de festival, l'an passé. On remarquera le pluriel généra-

lisé, celui de « Futurs » en particulier : l'avenir n'est jamais assuré pour les musiques « non pasteurisées » dont ce festival, lit-on dans sa profession de foi, s'est fait une spécialité.

Andante maestoso : telle fut l'allure de ce même festival en 1985, année zéro. Michel Thion, qui était peut-être encore professeur de judo tout en roulant sa bosse dans les « activités associatives » et dans l'action culturelle, organise pour la municipalité d'union de la gauche de Fontenay-sous-Bois une audition du *Chant des adolescents*, l'exécution du dixième *Klavierstück* de Stockhausen, en comptant sur les commentaires de Philippe Manoury pour la vulgarisation, mais sans trop croire au résultat : une salle de deux cents places, enthousiaste et aux trois quarts pleine. On aurait pu prévoir plus grand.

Deux concerts à Fontenay en

1986. Les neuf cents places de la salle Jacques Brel sont prises d'assaut, le chœur de l'université Paris-VIII se mobilise pour un opéra de huit minutes de Darius Milhaud ; Brigitte Sylvestre est plébiscitée dans *Fidélité* d'Aperghis.

ANNE REY
Lire la suite page 11

Une trilogie allemande au Théâtre de Gennevilliers

Woyzeck, de Büchner, *Tarn-horn* dans la nuit, de Brecht et *Don Juan revient de guerre*, de Horvath, ont été réunis sous le titre *Les Hommes de neige*, par Stéphane Braunschweig, ancien élève d'Antoine Vitez, qui s'attache à mettre les textes et leurs prolongements en concurrence.

Lire page 11
l'article de COLETTE GODARD

M0147 - 01120 - 5.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 880 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 28 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Angleterre-Irlande, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p. ; Israël, 180 DR ; Italie, 90 p. ; Japon, 2 000 Y. ; Luxembourg, 33 F. ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL. ; Portugal, 180 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 14 RS ; Thaïlande, 170 THB ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

La crise du Golfe

Une victoire en trente-six heures

par Hubert de Beaufort

Si l'invasion du Koweït a soulevé l'indignation internationale, elle a aussi permis de constater que Saddam Hussein et ses troupes ne sont pas invincibles. Ils ont été vaincus par les forces américaines et britanniques, et ce, en moins de trente-six heures. Cette victoire est une victoire morale, car elle a permis de constater que les forces américaines et britanniques sont capables de vaincre les forces irakiennes. Cette victoire est aussi une victoire stratégique, car elle a permis de constater que les forces américaines et britanniques sont capables de vaincre les forces irakiennes.

Frapper les centres nerveux

Il ne s'agit pas de question, comme semble le penser l'Irak, d'une guerre de position où chaque camp attend l'autre. Le soldat adverse à la bataille. La guerre sera terminée sans qu'aucun GI n'ait aperçu un seul fantassin irakien.

L'emploi conjugué des systèmes d'armes américains présents en Arabie saoudite permet d'imaginer le scénario d'une attaque américaine.

Jour J, 0 heures : destruction de cinquante sites de missiles à tête chimique par les avions « furtifs » F-117 et par une centaine de missiles de croisière.

Jour J, 3 heures : destruction des radars irakiens par les missiles Wild Weasels, lancés par les avions F-4C ; puis destruction des terrains d'aviation par les bombardiers B-52 et B-58 accompagnés par les chasseurs F-16 chargés d'abattre les chasseurs irakiens.

Ces deux premières phases ont

été gagnées rapidement en s'appuyant sur la guerre électronique au service des concepts du combat moderne : frapper les bulbes de l'adversaire en se préoccupant pas de la masse musculaire qui l'entoure. Une fois les centres nerveux détruits, les unités adverses, sans capacités d'interventions coordonnées, ne sont plus efficacement opérationnelles.

Jour J, 5 heures : tir de dix batteries de lance-roquettes multiples LMRS (quatre-vingt-dix chars). Plusieurs milliers de grenades à charge creuse neutralisent les batteries d'artillerie et la zone d'attaque prévue de 10 sur 40 kilomètres.

Jour J, 6 heures : une centaine d'avions d'assaut A-10 détruisent les PC de commandement et les

batteries d'artillerie ayant résisté au tir de LMRS.

Jour J, 7 heures : un corps d'armée américain avec trois divisions dotées de mille chars Abrams et de deux cents hélicoptères Apache franchissent la frontière koweïtienne.

A 9 heures, les divisions américaines ont dépassé la cote 271 et, vers 10 heures, ont atteint la cote 299 (dans l'Al-Dibdibah) au Koweït. A partir de cette position, les lance-roquettes LMRS dégagent la route de la cote 124 (vers Randhatin) pendant qu'un bombardement intensif de l'aviation américaine sur les concentrations de troupes irakiennes interdit leur déplacement. A 15 heures, la cote 124 est atteinte et la route du Koweït se trouve sous le feu de lance-roquettes LMRS.

Les opérations sont interrompues pendant la nuit et le jour J+1, à 6 heures, la deuxième phase du plan de reconquête du Koweït démarre : après la préparation d'artillerie habituelle, le corps d'armée américain initie un mouvement tournant vers l'est pour occuper Randhatin à 12 heures.

Simultanément, un débarquement de « marines » s'est effectué près de Mudayrah pour tenir la région de la ville de Koweït sous le feu de l'artillerie.

Trente-six heures après l'offensive, la phase stratégique de la guerre est terminée. L'Irak ne possède plus ni aviation ni centre de commandement, et l'encerclement de ses troupes est irrévocable.

Le commandement américain considère alors sa mission comme terminée, car il s'agit d'apporter aux troupes arabes, égyptiennes, saoudiennes et koweïtiennes de réduire les résistances éventuelles et de regrouper les prisonniers.

Si l'opération ne suffit pas à convaincre Saddam Hussein, un scénario de même type, impliquant trois ou quatre jours de campagne supplémentaire, amènerait les divisions américaines à Bagdad.

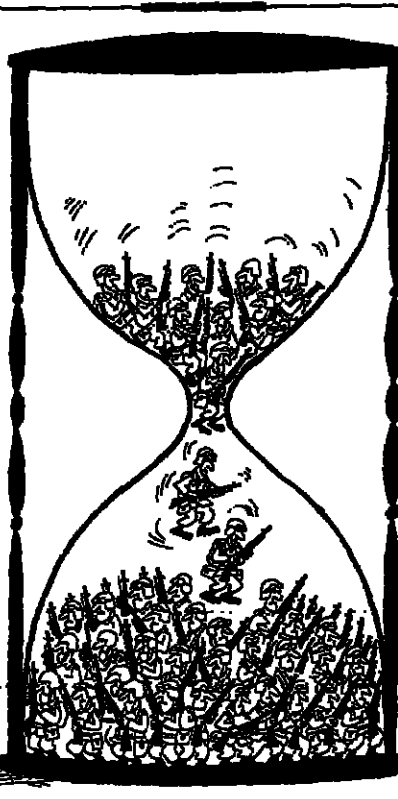
Encore une fois, le succès de la guerre moderne appartient à l'emploi conjugué de systèmes d'armes puissants et diversifiés au service d'une manœuvre foudroyante.

Quel est le poids des troupes alliées occidentales et arabes dans une telle opération ? La présence de forces françaises et anglaises permet à leur gouvernement de pouvoir participer au règlement politique de la crise, une fois les opérations militaires terminées. A fortiori, ce sera le rôle des troupes égyptiennes et syriennes.

En somme, bien entendu, Saddam Hussein sait que son armée n'est pas en mesure de s'opposer au scénario décrit, il évacuera le Koweït avant la date fatidique du 15 janvier. Nous resterions alors dans un scénario rationnel, à l'occidentale, mais le mouvement islamiste, resté-il sensible au rationnel ? Ou peut-être malheureusement en doute.

Hubert de Beaufort, ancien officier, est l'auteur avec le général Jacques de Zélicourt, de *La Paix dans l'œil du cyclone* (Éditions universitaires).

TRAIT LIBRE



COURRIER

La massacre de nos enfants

Je refuse de voir mon fils mourir pour les dictatures primitives du Golfe, régimes ploutocratiques, népotiques, fanatiques.

De toute façon, les Arabes doivent nous vendre leur pétrole pour vivre et nous devons l'acheter pour faire tourner nos usines. Le nom du destinataire de notre chèque - Emir Jaber ou Saddam Hussein - ne vaut pas de faire massacrer des milliers de jeunes de vingt ans.

Si le contingent est envoyé libanais, moi qui n'ai jamais participé à une manifestation, je m'assoierai devant les convois pour les empêcher d'avancer. Je suis sûr que d'innombrables mamans feront pareil.

ALINE TUNG
Meudon

La Palestine ignorée

Le droit international ne s'applique pas de la même façon pour l'Irak et pour Israël. L'Irak occupe le Koweït et viole des frontières reconnues par l'ONU, Israël occupe une partie de la Jordanie, de l'Égypte et de la Syrie depuis 1967 et le sud du Liban. L'Irak s'est approprié les gisements pétroliers d'un pays souverain. Israël détient à son profit depuis vingt-trois ans plus de 80 % de l'eau des territoires palestiniens occupés. L'Irak se saisit d'otages étrangers. L'armée israélienne arrête sans jugement les citoyens palestiniens et les déporte dans le désert du Néguev. Les troupes irakiennes maltraitent les populations civiles koweïtiennes. Les soldats israéliens tirent à balles réelles sur les enfants de l'intifada. Ils utilisent contre eux des billes d'acier meurtrières qui perforent la boîte crânienne, écrasent la colonne vertébrale, font éclater les membres. Ils usent dans les écoles de gaz lacrymogènes qui peuvent être mortels dans les espaces clos. Ils bastonnent à mort les adolescents. Ils sont responsables de 80 000 à 100 000 blessés.

Pour un Koweït démocratique

Il est effarant de constater que, sous l'égide de l'ONU, le monde est menacé d'une guerre terrible, dont le seul but est de rétablir le pouvoir d'un régime de dictature en violation de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le seul souci de l'ONU devrait être de faire du Koweït un État démocratique, conforme à cette Déclaration, et les discussions au sein de l'ONU ne devraient porter que sur ce point primordial, avant d'envisager, avec un ultimatum stupide, une action violente, meurtrière et désastreuse, dont on ne voit aucune heureuse conséquence.

Professeur JACQUES MILLIEZ
Centre hospitalier intercommunal de Créteil

Prêt pour le spectacle

Je suis un fanatique télé-spectateur du direct-tv. J'ai donc pris la décision de réserver les journées des 14, 15 et 16 janvier afin de pouvoir suivre sur le petit écran un des derniers grands événements de ce siècle. En 1982 lors de la guerre Argentine-Grande-Bretagne, j'avais été frustré des images télévisées.

Compte tenu du décalage horaire, j'étais même prêt à veiller la nuit pour assister en direct-tv au largage d'un Exocet sur le Sheffield. Rien. Nous, téléspectateurs, n'avons droit à rien. Les grandes chaînes mondiales n'avaient pas été à la hauteur.

Depuis le début d'août, j'attends donc l'affrontement-spectacle retransmis en Mondovision par satellite. La date est enfin fixée, je suppose que

tout est en place : présentateurs vedettes dans les capitales, caméras embarquées à bord des avions, des chars, des hélicoptères, peut-être des missiles de croisière (une à l'avant, l'autre à l'arrière, et surtout munies d'un essai-objectif comme sur les F1). Des scoops du genre images d'un satellite espion toutes les heures (comme à la météo pour suivre les dégâts, usines en feu et trous des bombes) ou interview surprise du successeur légitime de Saddam Hussein. Bref, soirées à ne manquer sous aucun prétexte.

Je formule le souhait d'une présentation des équipes en feu et trous des bombes) ou interview surprise du successeur légitime de Saddam Hussein. Bref, soirées à ne manquer sous aucun prétexte.

JEAN-FRANÇOIS COURT
Montpellier

« Anéantissez-vous les uns les autres ! »

par Jean Cardonnel

JAMAIS les vœux de bonne année n'ont exprimé une aussi mauvaise foi. La simple décection exigeait l'arrêt des souhaits du bonheur sur les lèvres des résignés à la guerre.

On ne peut dire au monde : « Porte-toi bien ! », et faire les derniers préparatifs de son assassinat. Car c'est d'une tuerie mondiale qu'il est froidement question.

A moins de quelques jours de l'expiration d'un ultimatum aux termes duquel les armes seules parleront si l'Irak n'a pas évacué le Koweït, il faut savoir ce que parler veut dire : rien d'autre que d'assauter.

Or vouloir remettre un État confisqué entre les mains de ses chefs légitimes par le moyen d'une alliance militaire qui compte des coupables d'une même injustice n'est pas tolérable. Que le fossoyeur syrien de l'indépendance libanaise lutte pour libérer le Koweït, ce qui implique l'obédience novatrice au contraire, c'est l'ordre de l'humanité d'appliquer la seule loi au monde qui ne se commande pas : l'envers, le contraire de tous les ordres, mots d'ordre : « Exploitez-vous les uns les autres, supprimez-vous les uns les autres ! »

Nous sommes en obligation vitale de refus d'exterminer le mot l'ordre de mort, ce qui implique l'obédience novatrice au contraire, c'est l'ordre de l'humanité d'appliquer la seule loi au monde qui ne se commande pas : l'envers, le contraire de tous les ordres, mots d'ordre : « Exploitez-vous les uns les autres, supprimez-vous les uns les autres ! »

Utopie, impraticable ! disent les réalistes. Parce que l'ordre : « Anéantissez-vous les uns les autres » serait, lui, plus réalisable ? Hors du commandement nouveau d'amour mutuel, c'est l'extrême facilité. Oui, la facilité de la solution finale : « Anéantissez-vous les uns les autres ! » Tournez le dos à la guerre et mettons fin aux injustices de part et d'autre.

Nous en sommes réduits au choix radical : la fraternité ou la mort.

► Jean Cardonnel est dominicain.

Bienvenue à Jérusalem

par Gérard Benhamou

MONSIEUR Saddam Hussein, vous avez dit - sans doute persuadé qu'il n'en sortirait rien - : « Il faut les problèmes du Moyen-Orient et la crise du Golfe » et pour être sûr que l'ostacole serait sans appel, vous ajoutez : « Y compris le retrait syrien du Liban ». Enfin, satisfait de cette énormité, vous êtes allés vous asseoir dans votre meilleur fauteuil en sirotant votre boisson préférée.

Pour vous, il ne faisait aucun doute que les États-Unis et tous les pays concernés n'avaient pas le droit de bégayer. Il s'agissait de gagner un peu de temps pour faire monter les enchères, comme si la liste des morts potentiels en cas de conflit armé. Cette petite opération mathématique sortait sans doute raison, pensez-vous, de la coalition internationale qui ne manquerait pas de prendre peur devant la perspective d'un glissement gigantesque. Le bonheur n'a pas de prix, et, en conséquence, le Koweït n'était plus un enjeu valable.

Toutes ces certitudes ne vous suffisaient pas pour renforcer votre ego et peaufiner votre image de héros. Il vous fallait devenir le champion du monde arabe en faisant mieux que tous vos collègues. Vous lancez alors une série de menaces, plus arrogantes et belliqueuses les unes que les autres, en direction d'un petit pays, Israël, lequel ne vous avait pourtant rien fait. Il s'est par conséquent, préparé à vous réserver en cas de nécessité, un accueil à la grandeur de vos ambitions.

Voyez-vous, Monsieur le président, l'homme qui écrit cette lettre n'appartient pas aux chancelleries, c'est un berger, un homme d'Israël qui n'a pas de haine pour son frère arabe, un rêveur.

Il vous dit : « Je vous prends au mot, pourquoi ne pas changer l'ordre du monde, tant que nous y sommes, pourquoi ne pas engager des négociations basées sur le principe de concessions mutuelles entre l'Irak et le Koweït ? Pas une suite de menaces et de dictats, mais de vraies négociations, calmes et réfléchies, respectant les intérêts et l'honneur des deux parties ».

Si cette perspective à l'honneur de susciter votre intérêt, en un mot si vous souhaitez être le héros de la paix et non pas le misérable responsable d'une catastrophe régionale dont votre pays, l'Irak, sera le premier à faire les frais, le moment est

venu de tenter une autre voie, plus réaliste et prometteuse, bien que très difficile, je le conçois.

Faites un geste déraisonnable mais efficace, démanteliez immédiatement vos bases de fusées braquées sur Israël, elles ne pourront de toute façon qu'aggraver vos ennemis. Déclarez l'état de non-belligérance à l'égard d'Israël, devenez l'animateur forcé d'une paix négociée sur la base de concessions mutuelles, y compris arabes, enfin rendez-vous à Jérusalem pour négocier cette paix, entraînez avec vous vos protégés palestiniens, en annonçant clairement que l'objectif est la négociation et non pas l'ultimatum. Devant ces efforts, s'ils sont suivis et conséquents, je pense qu'une modification de l'attitude américaine et internationale à votre égard et à celui de votre politique sera inévitable.

Voilà, Monsieur le président, ce qu'un rêveur de la dernière heure vous suggère, souvenez-vous seulement que les fondateurs de ce petit État d'Israël, ceux qui ont galvanisé de leurs convictions et de leur courage un peuple exsangue au sortir de la Shoah, étaient eux aussi des rêveurs.

► Gérard Benhamou est journaliste et cinéaste israélien.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Hubert Beuve-Méry (1944-1968)
Jacques Fauvet (1968-1982)
André Laurens (1982-1988)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués :
Antoine Grist, Nelly Pierrat
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappet,
Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herremann,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-05-25-26
Télécopieur : (1) 40-05-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-05-25-26
Télécopieur : (1) 40-05-30-10

La mission est l'ob

Guerre ou paix ? Le devoir

LA CRISE DU GOLFE

A quelques jours de la date fatidique du 15 janvier

La mission de M. Perez de Cuellar à Bagdad est l'objet de nombreuses spéculations

Si les chances de paix existent encore à quelques jours de la date fatidique du 15 janvier, elles reposent désormais presque entièrement sur les épaules de M. Perez de Cuellar. Avant de quitter son bureau de New-York pour Bagdad, avant d'entamer ce qui restera sans doute comme la plus importante mission de sa carrière, le secrétaire général des Nations unies fut entouré et applaudi longuement par une centaine de membres de son personnel, conscients de la gravité de l'enjeu.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Un week-end chargé attend M. Perez de Cuellar. Arrivé à Paris vendredi matin, 11 janvier, M. Perez de Cuellar a été reçu à l'Élysée par M. Mitterrand. Il devait ensuite se rendre aussitôt à Genève, en compagnie de M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères.

Les deux hommes devaient participer sur les bords du Léman à une réunion avec les ministres des affaires étrangères de la Commu-

nauté européenne. Le secrétaire général aura une première rencontre avec le président irakien samedi à Bagdad, à une heure qui n'a pas encore été annoncée.

Il repassera par Paris dimanche, avant de rentrer à New-York lundi, où il informera le Conseil de sécurité des résultats de sa visite. « Je pars avec un très éloquent soutien de la communauté internationale », a-t-il déclaré avant de quitter les Nations unies, énumérant, parmi ceux qui l'ont encouragé à se rendre à Bagdad, M. Bush, M. Gorbatchev, le premier ministre japonais, M. Kaifu, et la Communauté européenne. L'écuse parisienne de M. Perez de Cuellar, qui n'était pas initialement prévue, a été expliquée par des raisons de sécurité.

Intenses spéculations

La mission du secrétaire général est naturellement l'objet d'intenses spéculations. Selon un scénario optimiste cité par des diplomates arabes à l'ONU, M. Saddam Hussein pourrait, en recevant M. Perez de Cuellar, exprimer pour la première fois son intention de principe de se retirer du Koweït, à condition qu'il obtienne simultanément un engagement que se poursuivra une conférence internationale



sur le Moyen-Orient. Ces diplomates pensent aussi que M. Saddam Hussein attendrait quelques jours après le 15 janvier pour annoncer ses propositions, mais qu'il en parlerait à M. Perez de Cuellar.

Que peut faire M. Perez de Cuellar? Selon les Occidentaux, le secrétaire général ne peut qu'« écouter » les propositions éventuelles de M. Saddam Hus-

sein. Mais ils précisent que le diplomate a obtenu certaines garanties de la communauté internationale au cas où le président irakien lui exprimerait réellement l'intention de quitter le Koweït. Parmi ces garanties, on parle d'une force onusienne de paix qui s'interposerait entre le Koweït et l'Irak, comprendrait des soldats de plusieurs pays, à l'exception de militaires américains, saoudiens ou

égyptiens. M. Joe Clark, ministre canadien des affaires étrangères, qui avait rencontré M. Perez de Cuellar mercredi soir, lui a remis une lettre de son premier ministre. Dans cette lettre, le Canada propose plusieurs garanties à l'Irak, si l'armée de Bagdad acceptait de se retirer du Koweït : un meilleur accès à la mer, des garanties sur ses frontières et la promesse d'un « mouvement » vers une conférence internationale sur le Moyen-Orient.

Les scénarios des diplomates

Les scénarios avancés par les diplomates tournent autour d'un possible déploiement d'une force de l'ONU au Koweït, en échange d'un retrait de Bagdad. Ainsi M. De Michelis, le chef de la diplomatie italienne, avait évoqué cette solution jeudi à Rome. Mais le porte-parole de l'ONU, M. François Giuliani, a démenti jeudi qu'un tel projet soit d'ores et déjà à l'étude. « Le secrétaire général ne part pas avec ce genre de plan en poche, a-t-il déclaré, mais, selon le déroulement des discussions à Bagdad, il pourrait en être fait mention. Mais ce n'est pas une idée que le secrétaire général a préparée spécialement pour cette mission. » Selon une source occidentale à

l'ONU, le voyage de M. Perez de Cuellar a été proposé par le président Bush lors de leur rencontre, la semaine dernière, à Camp David. Cette proposition de M. Bush aurait eu pour but de mettre fin à toute autre initiative. « Celle de la France par exemple. »

Par ailleurs, le Conseil de sécurité s'est réuni sur la question palestinienne. A la suite de l'expulsion de quatre Palestiniens des territoires occupés, la semaine dernière, les pays non alignés du Conseil ont proposé un projet de résolution déplorant l'action d'Israël. Comme d'habitude, les Américains essaient d'éviter le vote sur ce projet. Une réunion était prévue pour vendredi.

Les non-alignés pourraient insister en faveur d'un vote, ce qui mettrait les Américains dans une position inconfortable, car, depuis le début du mois de janvier, avec la nouvelle composition du Conseil, Washington n'a plus les neuf voix nécessaires pour demander un report.

On estime que si les Américains demandent un vote de procédure pour un report de plus de vingt-quatre heures, la France, la Chine, le Yémen, Cuba, l'Équateur, le Zimbabwe et, probablement, l'Autriche, voteront contre.

AFSANÉ BASSIR-POUR

Guerre ou paix? Le Congrès américain va devoir trancher

Que faire après le 15 janvier? A cinq jours de l'échéance fatidique, l'échec des négociations de Genève entre M. Tarek Aziz et James Baker aura eu pour première conséquence : plaquer l'opinion publique américaine et le Congrès au pied du mur : faut-il vraiment entrer en guerre, et, si oui, quand et comment? Autant de questions auxquelles les élus américains, réunis depuis le jeudi 10 janvier dans une session à la gravité inhabituelle, puisqu'il s'agit somme toute du premier grand débat public depuis la seconde guerre mondiale pour décider de l'opportunité d'envoyer des troupes au combat, vont s'efforcer de répondre dans les prochaines heures.

Guerre ou paix? L'idée même d'un débat au Congrès n'est pas nouvelle. Remettant une nouvelle fois en question les pouvoirs du président en matière de déclaration de guerre, sénateurs et représentants, encore échauffés par ce qu'ils considèrent comme certains « abus » présidentiels lors de la guerre du Vietnam par exemple, s'étaient opposés depuis le début de la crise du Golfe à laisser « carte blanche » en la matière à un George Bush jugé à l'occasion « trop bellâtre ». L'ultime tentative de négociation tentée à Genève par la Maison Blanche aurait dû en principe désamorcer l'argument et jouer en faveur du président.

Pourtant, dès les premières interventions au Congrès, il était clair que la belle démonstration d'unité appelée par George Bush n'aurait pas lieu. Du moins pas tout de suite, et, au vu des divisions qui se sont fait jour, un vote ne semble pas attendu à présent avant samedi au mieux. En réalité, à travers deux textes de résolution, ce sont deux conceptions qui s'affrontent, deux évaluations de « l'urgence » de la situation.

D'un côté, les leaders démocrates des deux Chambres, qui sont favorables à l'adoption d'une résolution n'excluant pas un recours éventuel à la force, mais qui demandent à George Bush d'attendre que les sanctions internationales fassent leur effet avant de chasser l'Irak du Koweït par la force. De l'autre, une coalition de républicains mais aussi de démocrates conservateurs qui, s'alignant en quelque sorte sur la résolution 678 du Conseil de sécurité de l'ONU, souhaitent autoriser une entrée en guerre à tout moment après l'expiration de l'ultimatum du 15 janvier.

Le président de la Chambre, M. Thomas Foley, bien qu'opposé

personnellement à l'usage de la force, ayant déclaré que chacun devait voter « selon sa conscience », s'est dit « prêt à voter en faveur de la guerre » mais ne peut raisonnablement s'attendre à voir la Chambre des représentants accorder son feu vert au président Bush.

Vision d'apocalypse

En revanche, l'issue du vote au Sénat reste incertaine. « La décision majeure [d'entrer en guerre] est en train d'être prise prématurément », a ainsi déclaré à ses pairs le sénateur du Maine, George Mitchell, chef de la majorité démocrate au Sénat, avant de poursuivre : « Si des soldats américains meurent au combat avant que les sanctions aient eu le temps de produire leur effet, la terrible question sera : ces morts étaient-elles nécessaires? »

Vision d'apocalypse particulièrement efficace aux yeux d'une opinion publique divisée qui, selon plusieurs sondages publiés jeudi, s'étend à plus de 85 % à la guerre mais ne souhaite déclencher les hostilités qu'à 50 %, et que devait reprendre à son compte l'un des principaux témoins démocrates, le sénateur Edward Kennedy : « Seul le Congrès peut arrêter cette marche éboulée vers la guerre (...). Je ne pourrais accepter la mort d'un seul de nos enfants dans le Golfe ».

Le point de vue du groupe républicain du Sénat devait être défendu avec autant de passion par le sénateur du Kansas Robert Dole, ancien rival malheureux de George Bush à la dernière élection présidentielle, qui a condamné le projet de résolution des démocrates : « Il dit d'attendre et c'est tout. Il ne dit pas combien de temps - trente jours, mois, ans? »

Le président se satisfait d'une voix

Le scrutin s'annonce si serré que déjà les partisans d'une résolution pour la guerre ont souligné, au sortir d'une réunion à la Maison Blanche, que le président se satisfait d'une majorité d'une seule voix au Sénat (cent élus). « Le président a répété que, si c'est un vote affirmatif, il est preneur, a ainsi déclaré le sénateur républicain Richard Lugar aux journalistes. Cinquante et une voix lui suffiront. »

Débordant largement des colonnes du Congrès, le débat se réchauffe « vendredi matin dans les colonnes du New York Times qui, dans une prise de position des plus inhabituelles, avait tenu à rappeler qu'il avait soutenu l'opération « Bouclier du désert » mais s'opposait à une entrée en guerre contre l'Irak. Nous ne sommes pas opposés au recours à la force dans certaines circonstances, écrit le quotidien, mais « ces circonstances ne

sont pas réunies » et « les intérêts vitaux de l'Amérique au Moyen-Orient ne sont pas en danger imminent ».

Parallèlement, au moment où le Pentagone vient de demander au président américain d'étendre jusqu'à deux ans le service militaire actif des réservistes appelés dans le cadre de la crise du Golfe, des milliers de jeunes Américains, dont certains ont déjà tenu des sit-in, évoquant la révolte des campus des années 60, se sont déjà adressés à plusieurs organisations pacifistes pour savoir comment « contourner » leur service militaire s'il y a lieu.

Une démarche qui a conduit George Bush à vouloir désamorcer une crise éventuelle. Ce dernier a dès jeudi envoyé une lettre ouverte aux quatorze millions de ces jeunes étudiants américains, particulièrement inquiets à l'idée d'un conflit armé, leur rappelant, au nom de son propre engagement dans l'aviation à leur âge, lors de la dernière guerre mondiale, certains principes destinés à leur ouvrir les yeux. « Nous ne devons pas hésiter sur ce qui doit être fait dans l'affaire [l'invasion] du Koweït, écrit le président. Les faits sont là. Le choix est sans ambiguïté, c'est le droit contre l'arbitraire. »

M.-C. D.

Bagdad n'a pu obtenir le soutien de l'Iran

Après trois jours de visite à Téhéran, une délégation de hauts responsables irakiens partie demander le soutien des autorités de Téhéran dans la crise du Golfe est rentrée à Bagdad, jeudi 10 janvier, apparemment bredouille.

D'après un article publié jeudi dans le quotidien radical iranien Jomhuri Islami, « l'Irak avait besoin de cette visite en Iran pour surmonter l'échec des entretiens de Genève ».

Lors de sa rencontre avec le chef de cette délégation, M. Izzat Ibrahim, vice-président du Conseil de commandement de la révolution iranienne, le président irakien Hachemi Rafsanjani a déclaré qu'il était conscient des « dangereux objectifs des États-Unis » dans la région, mais il a ajouté qu'il avait des problèmes « qui les avaient conduits à déployer leurs forces » dans le Golfe. De même, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a expliqué que « l'occupation du Koweït avait conduit la région à se trouver dans une situation très dangereuse ». - (AP)

M. Baker s'est rendu en Arabie saoudite

Après leur rendez-vous de Genève, qui, selon leurs déclarations publiques, n'a donné lieu qu'à un dialogue de sourds, MM. James Baker et Tarek Aziz ont pris, jeudi 10 janvier, la même direction : le Golfe. Le secrétaire d'État américain est allé en Arabie saoudite tandis que le ministre irakien des affaires étrangères rentrerait à Bagdad informer le président Saddam Hussein de son séjour genevois.

Une brève dépêche de l'agence officielle INA mentionne que M. Aziz a rendu compte à M. Saddam Hussein et au Conseil de commandement de la révolution irakienne - la plus haute instance de direction en Irak - de ses entretiens de Genève.

La rencontre Saddam-Aziz, écrit l'agence, a porté sur « l'insécurité américaine quant à la situation dans le Golfe ». INA précise simplement que le président du Parlement, Saïd Mohd Saleh, et le ministre de l'Information Latif Nassif Jasssem, étaient présents, de même que les principaux collaborateurs de M. Saddam Hussein.

Jeudi soir, on n'en savait pas plus sur l'écho, à Bagdad, des entretiens de Genève. On doit, toutefois, aux confidences de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à l'ONU - qui assure le tenir lui-même d'une « source plutôt digne de foi » - de savoir que malgré le refus officiel de M. Aziz de transmettre à M. Saddam Hussein la lettre que M. Bush lui destinait, le président irakien aura pu en prendre connais-

sance. Le ministre irakien aurait, en effet, « mis une copie de cette lettre dans sa poche » avant de quitter Genève... Pris de dire où M. Aziz avait pu se procurer la copie en question, sir David Hannay a répondu en plaisantant : « Il circulait sans aucun doute beaucoup de copies. »

Coup de théâtre de dernière minute?

Cependant, à Ryad, les préparatifs de guerre dans le Golfe ont été, jeudi et vendredi matin, au centre de conversations entre M. Baker et le roi Fahd d'Arabie saoudite. Mais, malgré l'impatience constatée mercredi à Genève et la tonalité militaire des entretiens de Ryad, le chef de la diplomatie américaine, qui s'est félicité de la décision du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, de se rendre à Bagdad, n'a pas renoncé à l'espoir de voir la crise se régler politiquement. « Je continue à croire que la paix est possible (...). Le choix en appartient au gouvernement irakien », a-t-il déclaré à quatre jours de l'échéance du 15 janvier, date à partir de laquelle la force pourra être utilisée pour expulser les irakiens du Koweït.

Ce relatif optimisme repose peut-être sur l'analyse de certains responsables américains qui envisagent encore un coup de théâtre de dernière minute. Ainsi de cette personnalité anonyme, citée par Reuters, selon laquelle « notre opinion a toujours été que l'Irak allait se plier à la résolution des Nations unies, mais, connaissant Saddam Hussein, il le

fera à la dernière minute ». Toutefois, a ajouté ce même responsable américain, le président irakien « pourrait aussi décider de tenir bon et de chercher à devenir un martyr. C'est tout à fait possible ».

De son côté, le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, a évoqué la possibilité pour les forces américaines d'intervenir à l'intérieur même de l'Irak si nécessaire. « Notre affaire n'est pas de conquérir l'Irak ou ses territoires traditionnels, ou d'occuper Bagdad. Cela n'est pas notre objectif », a déclaré M. Cheney dans un entretien diffusé par la chaîne ABC. « Mais, a-t-il ajouté, nous sommes prêts à (...) l'expulser [Saddam Hussein] du Koweït. Et (...) il devrait comprendre qu'il n'y aura pas de sanction à l'intérieur du territoire irakien lui-même. »

A la question de savoir si les États-Unis se fixeraient pour objectif la tête de M. Saddam Hussein, le chef du Pentagone a répondu : « Certainement pas en tant que personne. (...) Mais il est clair que si nous devions lancer une action militaire, alors nous ferions le nécessaire pour atteindre nos objectifs. »

Quant à M. Baker, il doit poursuivre sa tournée de consultations auprès des membres de la coalition par des discussions à Abou-Dhabi et une rencontre avec l'émir du Koweït en exil à Taïf avant de se rendre en Égypte, il sera samedi en Syrie et, l'après-midi, repassera Washington dimanche via Londres et Ottawa.

Y. H.

« Il n'y a pas d'initiative franco-algérienne »

déclare M. Ahmed Ghazali

Le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Ghazali, a apporté, jeudi 10 janvier, un démenti aux rumeurs selon lesquelles une initiative franco-algérienne serait en préparation. « Il n'y a pas d'initiative franco-algérienne », a déclaré à la presse, à l'issue d'une rencontre à Paris avec M. Roland Dumas, le chef de la diplomatie algérienne. « Franco-arabe, je ne peux pas dire, parce que je ne suis pas le seul Arabe concerné », a-t-il cependant ajouté.

M. Ghazali, qui avait rencontré la veille M. Tarek Aziz à Genève, a affirmé qu'il avait « l'impression qu'un geste, pas un petit geste, mais un geste concret dans le domaine de la question palestinienne, conduirait à un dénouement très probable ». « En France et en Algérie on est animé de convictions très semblables (sur la question palestinienne) », a précisé le ministre algérien, pour lequel « la France peut apporter sa part. Je ne crois pas que la question palestinienne

puisse être résolue sans les États-Unis. (...) s'ils refusent d'en entendre parler, nous sommes dans une logique de guerre », a cependant ajouté M. Ghazali.

Le chef de la diplomatie algérienne, qui a également rencontré M. Jacques Poos, président en exercice de la Communauté européenne, a par ailleurs déclaré qu'il avait « dit aux Irakiens qu'il faut parler aux Européens, et aux Européens qu'il faut parler avec les Irakiens ».

Dans l'attente d'une réponse à la proposition européenne d'une rencontre à Alger entre M. Tarek Aziz et la trilogie européenne, M. Poos a déclaré jeudi qu'il avait « peu d'espoir personnellement qu'une rencontre puisse encore se tenir », alors qu'à Genève l'envoyé spécial de l'Agence officielle algérienne AFS, citant des sources diplomatiques, estimait qu'une telle réunion « pourrait se tenir entre le 12 et le 13 janvier ».

La France, qui a exprimé jeudi, par la voix du porte-parole de l'Élysée, M. Hubert Védrine, sa « très grande déception que les conversations de Genève n'aient pas permis de progresser », est soucieuse de « maintenir une cohésion étroite » entre les Douze, a affirmé M. Daniel Bernard, porte-parole du Quai d'Orsay. Son homologue danois avait mis en garde Paris, le même jour, contre toute initiative solitaire qui « serait lourdement préjudiciable pour la CEE ».

« Toutes les voies pour parvenir à une solution pacifique par les contacts appropriés seront explorées », a cependant déclaré le porte-parole du ministère français des affaires étrangères. Les vingt ambassadeurs arabes accrédités en France, ainsi que le représentant de l'OLP à Paris, M. Ibrahim Souss, et le représentant adjoint de la Ligue arabe à Paris, M. Esmat Fallouh, ont participé jeudi à un déjeuner organisé par M. Roland Dumas. - (AFP, Reuters)

Bienvenue à Jerusalem

LA CRISE DU GOLFE

Le gouvernement britannique est agacé par les démarches de Paris

Le gouvernement britannique est désormais persuadé d'un caractère quasi inévitable d'une guerre dans le Golfe. Les derniers efforts de M. Parez de Cuellar sont perçus avec sympathie, mais sans illusions, tandis que ceux de M. Mitterrand provoquent un certain agacement.

LONDRES

de notre correspondant

On estime à Londres que le secrétaire général des Nations unies est bien dans son rôle en se rendant à Bagdad pour une ultime tentative en faveur de préserver la paix, alors que les divers projets suggérés par Paris risquent d'être vus comme un « signal d'alarme » à M. Saddam Hussein sur la détermination de la coalition rassem-

blée contre lui. Le cabinet s'est réuni jeudi dans une atmosphère qualifiée de « sombre » par un des participants et a envisagé les dispositions à prendre en cas de déclenchement des hostilités. Le premier ministre, M. John Major, a fait état de l'« excellent moral » des troupes britanniques qu'il vient de visiter dans le Golfe.

L'attorney général, qui conseille le gouvernement en matière juridique, a affirmé qu'une déclaration de guerre n'était pas nécessaire puisque les forces des pays coalisés agissent en vertu d'une résolution des Nations unies. Il a rappelé que la Grande-Bretagne n'avait d'ailleurs pas davantage déclaré la guerre à l'Allemagne en 1932 lors du conflit des Malouines.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a expliqué que les sanctions contre l'Irak n'avaient pas donné de résultats

tangibles et a critiqué ceux qui, tels les travaillistes, réclament qu'on leur laisse encore un peu de temps pour agir. Dans une interview à la BBC, il a déclaré que « la balance penchait désormais du côté de la guerre ».

Le ministre de l'intérieur, M. Kenneth Baker, a exposé les mesures prises pour déjouer de possibles attentats terroristes. La sécurité a été renforcée dans les aéroports et sur les plates-formes pétrolières en mer du Nord. Le public a été invité à faire preuve de vigilance.

Petits gestes et grands gestes

Dès que la nouvelle de l'échec des pourparlers de Genève eut été connue, le Foreign Office a demandé à l'ambassadeur britannique à Bagdad de quitter son poste avec ses derniers collaborateurs. Celui-ci, après avoir passé au broyeur tous les documents confidentiels, a quitté jeudi matin la capitale irakienne en voiture pour Amman.

M. Hurd devait commencer vendredi une tournée de quatre jours à Bahreïn, Qatar, Abou Dhabi, en Jordanie et en Turquie. Le but du secrétaire au Foreign Office est de réaffirmer aux petits États pétroliers du Golfe la détermination de la Grande-Bretagne de ne pas les abandonner dans le tourment.

M. Hurd est équipé, pour ce périple, d'une tenue de protection contre les armes chimiques.

Le secrétaire au Foreign Office a répondu indirectement, jeudi soir, aux propos de M. Jean-Pierre Chevènement. Le ministre français de la défense avait suggéré qu'un « petit geste », tel que l'annonce d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, pouvait provoquer un « grand geste » de la part de l'Irak. M. Hurd rejette l'idée qu'un « petit geste » destiné à sauver la face à M. Saddam Hussein puisse changer quoi que ce soit. Le seul message qui doit être adressé au dirigeant irakien est qu'il ne serait pas attaqué chez lui une fois qu'il se serait retiré du Koweït, affirme M. Hurd.

M. Major sera lundi 14 janvier à Paris pour y rencontrer M. Mitterrand.

DOMINIQUE D'HOMBRES

La presse israélienne critique violemment la diplomatie française

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La France a, ces jours-ci, fort mauvaise presse en Israël. Les efforts du président François Mitterrand pour animer une ultime initiative européenne dans la crise du Golfe – serait-ce avec l'assentiment des États-Unis – lui valent les commentaires les plus déstabilisants.

Parce qu'elle donne l'impression d'être disposée à plus de compromis que Washington – notamment sur la fameuse question du « lien » entre l'affaire du Golfe et le conflit israélo-arabe, – la France est qualifiée d'« étonnant noir » de la coalition antirakienne. Les ventes d'armes à l'Irak avaient déjà suscité critiques amères et commentaires ironiques; cette fois, l'assaut est plus vigoureux.

encore. Pour le *Máhar*, la politique de Paris pour résoudre le conflit du Golfe peut se résumer en une phrase: « La France s'efforce de vendre Israël en tant que bouc émissaire ».

Le *Jerusalem Post* dénonce « la filière française de Saddam ». Dans une « libre opinion » présentée M. Mitterrand comme « le plus dangereux des amis de M. Bush ou le plus amical des ennemis du président américain », le journal accuse: « La médiation française dans le Golfe veut dire un soutien français à l'Irak ». L'indépendant *Harets* intitule un article « M. Laval, le présumé » et compare la politique de la France dans le Golfe avec celle que conduisit Pierre Laval en 1935 lorsque Paris, manifestant quelque faiblesse pour Mussolini, ne protesta

pas outre mesure contre l'agression italienne en Érythrée.

Un commentateur de la radio a dénoncé le « double langage » du gouvernement français, qu'il a encore accusé d'apporter de l'eau au moulin de la thèse irakienne selon laquelle Bagdad aurait envahi le Koweït pour la défense de la cause palestinienne. Tel autre editorialiste estime que le président Saddam Hussein interprète chaque initiative de la France comme un signe de faiblesse de la coalition anti-irakienne.

Comme certains des commentateurs citent volontiers de hautes sources, il n'est pas interdit de penser que ces critiques à l'adresse de Paris sont, sans doute en termes plus polés, émises dans certains milieux officiels à Jérusalem.

ALAIN FRACHON

M. Kaddoumi à Paris

L'OLP réclame une solution globale au Proche et au Moyen-Orient

Reprenant la thèse irakienne, l'un des principaux responsables de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, a préconisé une solution globale de tous les problèmes au Proche et au Moyen-Orient, à l'issue d'un entretien avec le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, vendredi 11 janvier, à Paris.

« Il faut un package deal [une solution globale] pour résoudre l'ensemble des problèmes régionaux », a déclaré M. Kaddoumi, chef du département politique (ministère des affaires étrangères) de l'Organisation de libération de la Palestine. Pour l'OLP, la crise du Golfe « concerne le conflit israélo-arabe et a un lien direct et fondamental avec ce conflit ». M. Kaddoumi s'était entretenu jeudi, à Genève, avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz.

A son avis, la France et « en particulier le président Mitterrand » ont un rôle « important » à jouer dans le règlement de la crise, qui, a-t-il estimé, ne peut être trouvée par « la

menace », mais par un « travail diplomatique sérieux ». Il pense qu'une initiative diplomatique franco-arabe est encore possible. « Il faut être optimiste et prendre le temps de résoudre la crise », a-t-il conclu.

Alors qu'il quittait le Quai d'Orsay, M. Kaddoumi a croisé le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, qui arrivait de New-York. Les deux hommes ne se sont pas parlés.

Notre correspondant à Tunis, Michel Douré, nous signale de plus que l'OLP a rejeté sur les États-Unis la responsabilité de l'échec de la tentative de Genève, qu'elle « regrette vivement ». Dans une déclaration rendue publique jeudi dans la capitale tunisienne, M. Bassam Abou Charif, conseiller du président de l'OLP, a relevé que Washington « s'obstine » à user de la politique « des deux poids et deux mesures » dans sa façon de considérer les résolutions des Nations unies et a déploré son rejet de « la proposition

arabe » de lier la solution de la crise du Golfe à celle de l'affaire palestinienne. « Cette position va augmenter les frustrations dans la région et la conviction des masses arabes que les États-Unis ne cherchent pas à contribuer à l'établissement d'une paix globale dans la région », a ajouté M. Abou Charif.

Par ailleurs, le président égyptien Hosni Moubarak a déclaré jeudi, dans une interview à la chaîne de télévision américaine CNN, qu'il n'y avait « pratiquement plus d'espoir » d'éviter la guerre dans le Golfe après l'échec des discussions irako-américaines. Il « ne s'attend pas de résultats » de la mission en Irak du secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuellar, tout en « espérant que quelque chose se passera et qu'il [le président Saddam Hussein] réalisera les dangers de la situation ». Concernant les déclarations irakiennes menaçant de s'en prendre à Israël, M. Moubarak a souligné que, si cela arrivait, cet État aurait « le droit de riposter ». — (AFP, Reuters.)

La Belgique partagée

BRUXELLES

de notre correspondant

Comme d'autres pays européens, la Belgique rappelle « temporairement » ses diplomates en poste à Bagdad et prend des mesures de sécurité intérieure, mais avec des États d'arme et des hésitations dus au fait qu'elle est dirigée par un gouvernement de coalition qui n'est pas nécessairement unanime devant les défis de l'heure présente.

La ministre de l'intérieur, M. Louis Tobback, a décidé de prendre des précautions qui devaient être approuvées par le gouvernement vendredi 11 janvier: renforcement des patrouilles de protection des ambassades à Bruxelles; écoute plus attentive des radios libres arabes pour prévenir tout discours en faveur de l'Irak; surveillance des communes à forte concentration d'immigrés.

Tradition pacifiste

La Belgique vit dans la hantise des attentats, tels ceux des Cellules communistes combattantes, qui l'ensanglantèrent au milieu des années 80. Après d'autres attentats, commis par des terroristes palestiniens, la présence de nombreux immigrés arabes (quatre-vingt mille Marocains rien qu'à Bruxelles) et des dizaines de milliers d'illégaux fait réfléchir les autorités, même si elles essaient d'éviter tout discours de nature à renforcer une extrême droite qui gagne du terrain en soulignant ces problèmes.

M. Willy Claes, ministre des affaires économiques, vient de déclarer au quotidien *le Soir*: « Le scénario militaire [dans le Golfe] est synonyme de la formation d'une bombe fondamentale, taliste déposée aux portes sud de la Communauté européenne ». En brossant par ailleurs un tableau fort sombre des contraintes sociales qu'imposerait une « économie de guerre », le ministre se rapproche sans doute des préoccupations de ses électeurs du Parti socialiste flamand, de tra-

dition pacifiste depuis une première guerre mondiale pendant laquelle leurs pères furent commandés par des officiers francophones plus motivés qu'eux contre l'ennemi allemand.

La Belgique a des pacifistes patentés, qui viennent de se signaler en allant remettre à Bagdad du lait en poudre, sous la direction de l'ancien député européen Jef Urburgs. Pour le moment, les tiraillements éventuels au sein du gouvernement ne sont pas portés sur la place publique, mais certains analystes se demandent déjà si, en cas de guerre, le premier ministre social-chrétien n'aurait pas besoin de l'appoint des libéraux, atlantistes convaincus, absents de la coalition actuelle. Rachetée récemment par le groupe français GIAT-Industries (le Monde date 2-3 décembre), l'ancienne Fabrique nationale d'armement de Herstal, près de Liège, ne procède pas, dans l'immédiat, aux réductions d'effectifs annoncées, en raison des commandes « énormes » que lui vaut la crise du Golfe. En revanche, une poudrerie, à Huy, également près de Liège, n'a pas donné suite – sur l'ordre du gouvernement – à une commande britannique de munitions. Ce refus, sévèrement commenté par la presse de Londres, est déploré par le président du Parti social-chrétien francophone, M. Gérard Deprez, qui parle d'« erreur psychologique et de politique ».

Une autre cacophonie se prolongeait jeudi soir quant à la libération du terroriste Nasser Said en échange des otages belges du Fatah-Conseil révolutionnaire, les compagnons de M^{lle} Jacqueline Valente à bord du *Silco* (le Monde du 9 janvier). Alors que le ministère des affaires étrangères parlait d'« accord de principe » pour un tel échange, celui de la justice avait apparemment des problèmes de conscience. Il est vrai que la situation créée par l'échec de la rencontre de Genève n'était pas de nature à faciliter l'élargissement d'un exécutant d'Abou Nidal, lui-même réconcilié avec M. Saddam Hussein.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

La Chine « hors jeu »

PÉKIN

de notre correspondant

Pékin a de plus en plus l'impression que les jeux sont faits. Au cours de son point de presse hebdomadaire, jeudi 10 janvier, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères n'a pas répété moins de trois fois, un appel alarmé – presque un supplice – à l'Irak pour qu'il retire ses troupes du Koweït. « Nous exhortons l'Irak à adopter une approche réaliste et à retirer immédiatement ses troupes du Koweït », a-t-il lancé.

Sans faire explicitement référence aux efforts du secrétaire général des Nations unies ou de la France, il a souligné que la Chine « soutient toute activité diplomatique visant à trouver une solution pacifique à la crise ». Mais il a dû être sollicité avec insistance pour répéter la formule

rituelle de Pékin selon laquelle ces efforts doivent être poursuivis « tant qu'il existe une lueur d'espoir pour la paix ». Depuis plusieurs jours, la télévision chinoise paraît vouloir donner l'impression à la population que la guerre est quasiment inévitable.

Que fera la Chine si elle échoue? Les responsables refusent de s'en ouvrir publiquement. Mais, en privé, un haut fonctionnaire nous confie le sentiment d'impuissance qui règne à Pékin: « Que voulez-vous que nous fassions? Porter l'affaire devant le Conseil de sécurité? Cela a déjà été fait, et nous nous sommes abstenus... » a-t-il dit avant de se réfugier dans le silence. Un diplomate occidental résumait en ces termes la situation du cinquième membre permanent du Conseil face à la crise: « Ils ont désormais l'impression d'être hors jeu ».

F. D.

Les Jordaniens jouent leur va-tout

En raison de son soutien à l'Irak, le roi Hussein n'a jamais été aussi populaire

AMMAN

de notre envoyée spéciale

« Nous n'avons rien à perdre. Oui, nous voulons la guerre. Au moins cela bouleversera les choses et rien ne peut être pire que ce que nous vivons. » Déterminé, Fouad, marchand ambulancier dans le sud d'Amman, est loin d'être isolé dans cette logique de guerre que partagent nombre de Jordaniens dont le fatalisme est sans doute à la mesure de leur impuissance à peser sur les événements.

La disparition quasi totale des innombrables portraits du président irakien Saddam Hussein, affichés il y a peu encore dans les magasins comme à l'instar des têtes d'Amman, ne saurait tromper. Si les Jordaniens ont un peu évolué dans leur appréciation du président irakien, en particulier à la suite de nombreux témoignages rapportés par les personnes évacuées du Koweït sur les atrocités commises là-bas par l'armée irakienne, c'est surtout qu'ils ont repris à leur compte cette guerre qui s'annonce de plus en plus: ils la feront si nécessaire pour eux-mêmes.

L'entrée en lice d'Israël et ses menaces directes sur le Royaume hachémite ont renforcé la détermination, en particulier dans les camps palestiniens, chez ces jeunes qui regardent avec fierté le soir les images de l'intifada et sentent qu'ils vont enfin être, à leur tour, partie prenante. « Eux reçoivent des balles, cela ne fait rien si nous recevons des bombes, nous nous battons », affirme ainsi Souheil, impatient d'un dénouement.

La situation économique dramatique de la Jordanie, l'absence totale de perspective, l'accélération de l'immigration juive en Israël qui fait craindre à beaucoup que l'État hébreu profite de cette crise pour expulser les Palestiniens des territoires occupés vers la Jordanie, expliquent pour une large part l'ardeur volontaire d'en finir, et par la guerre, « le moyen le plus réaliste ». « Il y a un accord, qu'on nous le dise, déclare Abdallah, avocat. On sera de nouveau obligés de mendier, de nous humilier devant les pays du Golfe – qui nous puniront de ne pas les avoir suivis. – de combler l'échec devant

l'Occident pour percevoir son aide. Non, de cela nous ne voulons plus. »

Le désespoir total d'une majorité de la population, dont le quart vit au-dessous du seuil de la pauvreté, explique aussi la lente dérive islamique de la Jordanie où, pour la première fois dans l'histoire du Royaume, les Frères musulmans ont fait leur entrée au gouvernement. Leur participation est certes la conséquence logique du processus démocratique engagé et poursuivi par le roi Hussein, puisqu'ils forment l'un des groupes les plus importants du Parlement. Celle-ci est « bénéfique », disent pour se rassurer les partis de gauche, en expliquant qu'ainsi « leur présence opposerait ne être dénuée que et que la population pourra mieux juger leur incapacité à faire face aux problèmes du pays ». « Ils ne

pourront rien faire de sérieux, renchérissent un proche du pouvoir, puisque des mesures importantes exigent un accord au conseil. »

Il n'empêche qu'en leur confiant des portefeuilles qui ne sont peut-être pas « politiques », mais qui sont ceux de l'éducation, de la santé, du développement social, de la justice, les plus proches des préoccupations des gens, le régime sauplisse les moyens d'action qu'il avait déjà à l'époque de leur « échec ». « C'est un précédent, affirme ainsi un intellectuel inquiet, qui dénote à tout le moins une politique de court terme, sans vision globale de la société qu'on forme pour le futur. Mais, peut-être, dans la perspective de la guerre, le gouvernement en a-t-il besoin pour en cas de débordements dans les rues, calmer les esprits et canaliser la

colère. » Tâche ardue, et d'ailleurs pas évidente, tant les islamistes jordaniens sont divisés, les Frères musulmans d'origine palestinienne, ou plus généralement les islamistes « palestiniens », étant beaucoup plus radicaux que leurs coreligionnaires jordaniens. Les premiers étaient d'ailleurs contre toute participation au gouvernement, et les cinq nouveaux ministres Frères musulmans sont tous des transjordaniens qui ont toujours fait montre de leur loyauté vis-à-vis de la famille hachémite.

Quoi qu'il en soit, le roi Hussein paraît avoir beaucoup plus suivi son peuple qu'il ne l'a conduit, et cela explique la popularité réelle et sans égale dans l'histoire dont il jouit aujourd'hui. Même ceux, certes minoritaires, qui osent maintenant s'interroger publiquement sur le soutien apporté à l'Irak et au président Saddam Hussein, et sur les conséquences qu'il a entraînées pour le pays, ne remettent pas en cause le roi.

Les différences d'appréciation sont essentiellement fonction de ce que les gens ont à perdre, et à cet égard les Jordaniens ont bien conscience que c'est l'existence de leur pays qui est en jeu. Dans la situation actuelle, les dés sont jetés, et, comme l'a déclaré le premier ministre au Parlement, « la Jordanie résistera de toutes ses forces contre une intervention aérienne ou terrestre israélienne et défendra l'aide de la Syrie et de l'Égypte. Si la guerre éclate, elle ne sera pas limitée et entraînera la disparition de nombreux régimes. Ceux qui peuvent décider de la guerre ne détiennent pas la décision de la terminer, et les Arabes et les musulmans ne pourront pas rester muets et inactifs ».

Une affirmation qui rejoint quelque peu les « désirs » et les « espoirs » de la rue. Après avoir tout essayé pour éviter la guerre, le roi Hussein, dont la tournée en Europe a quelque chose de pathétique tant elle est dépassée, semble s'en remettre au destin, avec pour lui le seul confort de bénéficier, au moins jusqu'à maintenant, du soutien de son peuple.

FRANÇOISE CHIPAUX

L'offensive arabe ressemblerait au débarras

de notre correspondant

« L'offensive arabe ressemblerait au débarras », a déclaré jeudi le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Yasser Arafat, lors d'une conférence de presse à Jérusalem. Il a souligné que les forces armées palestiniennes ne cherchaient pas à envahir Israël, mais à libérer les territoires occupés. Arafat a également déclaré que les Palestiniens étaient prêts à négocier une solution pacifique à la crise du Golfe, à condition que les États-Unis et la France cessent de soutenir l'Irak.

Les entreprises ont commencé à évacuer les

de notre correspondant

Les entreprises ont commencé à évacuer les employés du Koweït vers d'autres pays, notamment vers l'Irak, la Jordanie et l'Arabie saoudite. Cette situation est due à l'aggravation de la crise du Golfe et à la menace d'une intervention militaire. Les entreprises ont également commencé à évacuer les biens et les équipements vers d'autres pays.

En France, rages

de notre correspondant

En France, les réactions à la crise du Golfe sont très vives. Les médias ont largement couvert l'évolution de la situation, et les citoyens sont très informés. Les réactions sont variées, allant de la condamnation de l'Irak à la sympathie pour les Palestiniens. Les entreprises ont également commencé à évacuer les employés du Koweït vers d'autres pays.

Un journaliste arabe

de notre correspondant

Un journaliste arabe, basé à Jérusalem, a déclaré que les Palestiniens étaient prêts à négocier une solution pacifique à la crise du Golfe, à condition que les États-Unis et la France cessent de soutenir l'Irak. Il a également déclaré que les Palestiniens étaient prêts à libérer les territoires occupés, à condition que les Israéliens cessent de violer les droits de l'homme.

LA CRISE DU GOLFE

Selon le Pentagone

L'offensive alliée contre l'Irak « ressemblerait au débarquement en Normandie »

Une offensive alliée contre l'Irak serait « une opération planifiée ressemblant au jour J du débarquement en Normandie le 6 juin 1944 », a indiqué jeudi 10 janvier le porte-parole du Pentagone. « Il y a un plan très complet » d'une éventuelle attaque et, si elle se produit, elle sera organisée en une série de « phases soigneusement mises au point ». Le porte-parole a toutefois ajouté qu'il n'évoquait le débarquement en Normandie que pour souligner la différence existant entre une situation à la vietnamienne et celle qui prévaudrait en cas de conflit avec l'Irak. Le souvenir du Vietnam demeure en effet traumatisant pour l'armée américaine.

Huit bâtiments de guerre américains, dont le navire d'assaut USS, sont entrés dans le Golfe, ont annoncé jeudi à Ryad des sources militaires américaines. Cette flottille, qui sera très rapidement suivie d'une autre, conduite par le porte-avions Midway, transporte

environ dix mille hommes. Un troisième convoi de dix-huit bateaux doit arriver « prochainement » à l'entrée du Golfe.

Un avis négatif de la CIA sur l'embargo

Pendant ce temps, le directeur de la CIA a estimé que l'embargo appliqué par les Nations unies contre l'Irak ne le conduirait pas à retirer ses troupes du Koweït, même s'il restait en place pendant encore six mois à un an. « Il est improbable que les difficultés économiques seules contraignent Saddam Hussein à se retirer du Koweït ou provoquent en Irak un mécontentement populaire menaçant le régime. C'est particulièrement vrai si l'Irak ne croit pas qu'une attaque de la coalition est probable pendant cette période », a déclaré jeudi M. William Webster. Selon ce dernier, les forces et les défenses aériennes irakiennes souffriraient bien plus que l'armée de terre des

effets du blocus. Mais l'aviation ne devrait pas jouer un grand rôle dans un éventuel conflit.

Les États-Unis n'ont pas l'intention de maintenir des « forces importantes » dans la région du Golfe, une fois disparue la « menace » créée par l'occupation irakienne du Koweït, a indiqué jeudi à Bruxelles, au siège de l'OTAN, le secrétaire d'État adjoint américain pour les affaires européennes, M. Raymond Seitz. Sur le front saoudien, d'intenses préparatifs militaires se poursuivent, ont pu constater des correspondants de presse sur place.

Commande de sacs-cercueils

Sur les axes principaux, notamment les routes venant de Ryad et de Doha, des centaines de chars, de jeeps, de camions et de camionnettes montent sans interruption vers le front. Les autorités saoudiennes continuent d'élargir les

pistes pour faire face au trafic. A la Cité militaire du roi Khaled, devenue la capitale du secteur occidental du front, nombre de convois convergent avant d'être « défilés » vers les positions avancées.

Parmi les préparatifs du Pentagone, une commande de seize mille sacs-cercueils (« body-bags ») vient d'être passée. Le porte-parole du département de la défense a indiqué qu'ils seraient plus solides que ceux jusqu'à présent utilisés par l'armée américaine.

Enfin, la Grande-Bretagne a demandé à l'UEO (Union de l'Europe occidentale) d'envoyer des dragueurs et des chasseurs de mines dans le Golfe, a rapporté jeudi le porte-parole du ministère néerlandais de la défense. Une mine a été détruite mardi dernier au large de Bahrein et huit autres ont été découvertes dans la zone des puits de pétrole off-shore du nord de l'Arabie saoudite. (AFP, Reuters.)

Renforcement général des mesures de sécurité aux États-Unis

Les États-Unis ont renforcé leurs mesures de sécurité notamment pour la surveillance des frontières et du transport aérien, dans la crainte d'attaques terroristes à l'approche de l'échéance du 15 janvier.

Surveillance des frontières : selon l'Office d'immigration (INS), tous les voyageurs titulaires de passeports irakiens et koweïtiens entrant aux États-Unis sont photographiés et leurs empreintes digitales relevées. Il y aurait aux États-Unis soixante mille immigrants irakiens et huit mille cinq cents étudiants et visiteurs.

Résidents arabes : le FBI a annoncé qu'il tentait de recueillir des informations sur d'éventuelles menées terroristes auprès de membres de la communauté arabe aux États-Unis. Cette opération n'a pour l'instant rien donné, mais elle a été critiquée par les associations d'Américains arabes et le président de la sous-commission de la Chambre des représentants pour les droits civiques, M. Ron Edwards a

demandé son annulation du fait de ses aspects « discriminatoires ».

Centrales nucléaires : la Commission de réglementation du nucléaire (NRC) a indiqué qu'elle avait demandé aux responsables des centrales nucléaires de renforcer les mesures de sécurité et de relever tout ce qui semblait inhabituel dans leur environnement.

Transport aérien : l'Administration fédérale de l'aviation (FAA) a refusé de divulguer le détail des mesures de sécurité adoptées, mais des sources aéronautiques ont indiqué que des plans conséquents avaient été établis.

Enfin, sur le littoral, la sécurité a été renforcée, notamment autour des ports et des usines côtières, tandis que le filtrage des visiteurs sera plus sévère à l'entrée des bâtiments publics. (AFP.)

Le débat sur la future couverture des événements

Des journalistes américains portent plainte contre leur gouvernement

Treize organes de presse et journalistes américains ont déposé plainte, jeudi 10 janvier, contre le gouvernement des États-Unis car ils estiment que les restrictions qu'impose le Pentagone aux reporters pour la couverture de la crise du Golfe étaient anti-constitutionnelles.

Le département de la défense a décidé lundi que, en cas de guerre, les journalistes devront travailler en « pools escortés par des militaires » et que toutes les dépêches devront être visées par la censure militaire avant d'être envoyées.

« Ces nouvelles restrictions équivalent à une politique de censure pour la première fois dans l'histoire de la guerre moderne », ont déclaré les plaignants, parmi lesquels figurent

les magazines *The Nation* et *Harper's* et les écrivains E. L. Doctorow et William Styron.

Une lettre de protestation

Jeudi matin, les dirigeants des quatre principales chaînes de télévision américaines, ABC, CBS, NBC et CNN avaient adressé une lettre de protestation au secrétaire à la défense, M. Dick Cheney.

L'agence Associated Press s'était, de son côté, insurgée contre un article du règlement du Pentagone interdisant de fournir des détails sur les « pertes et destructions importantes survenant sur le champ de bataille ». (AFP, Reuters.)

Les entreprises françaises ont commencé à évacuer leur personnel de la région

Deux cent onze personnes, pour la plupart des ressortissants français, sont arrivées, jeudi 10 janvier, à Paris à bord d'un avion spécial venant de Tel-Aviv. La France avait affrété deux appareils pour rapatrier ses ressortissants dans les pays du Golfe et au Proche-Orient. Le second s'est rendu à Abou-Dhabi, capitale des Émirats arabes unis, et a effectué des escales successives à Qatar, Bahrein, Ryad avant de gagner la Jordanie. Il a débarqué 285 personnes vendredi matin à Paris. Le gouvernement français affrètera d'autres vols si nécessaire, indique-t-on au Quai d'Orsay. Mais aucune décision n'a été prise concernant l'évacuation des derniers diplomates se trouvant encore à l'ambassade de France à Bagdad.

Paris envisage cependant de réduire au strict minimum son personnel diplomatique dans les autres pays de la région. Pratiquement toutes les sociétés françaises travaillant dans le Golfe ont entrepris de rapatrier les familles de leurs collaborateurs. La Banque Indosuez, très présente dans la région, notamment à travers sa filiale la Banque franco-saoudienne (soixante-trois agences en Arabie saoudite), a fait rentrer depuis la semaine dernière les familles de ses collaborateurs français, une trentaine de personnes au total. Pour ses mille trois cent quatre-vingt employés, un plan de repli sur Djeddah, dans le sud-ouest du pays, est prévu si la capitale de l'Arabie saoudite, Ryad, devenait vulnérable. « Pour le moment personne n'a demandé à partir, seules les familles rentrent », a précisé un porte-parole.

Les compagnies pétrolières, comme Total et Elf, rapatrient également les familles qui le souhaitent. Près de cent vingt Français travaillent pour Total à Abou-Dhabi et en Syrie et cent quarante pour Elf-Aquitaine au Qatar, en Oman et en Syrie. Elf a prévu des dispositions pour rapatrier ses employés en cas d'embargo aérien général. Total pour sa part a signé un accord avec une compagnie aérienne pour le rapatriement immédiat « si nécessaire » des employés. Des dispositions de sécurité prises au sein des installations de Total, qui réalise près de 10 % de son chiffre d'affaires dans la région.

Bagdad se vide de ses diplomates

De même Ceglec a entamé le rapatriement des familles et Bouygues a indiqué que ses quinze collaborateurs, dont ceux employés à la construction de la ville nouvelle Al-Kharr, seraient mis à l'abri à 1 500 kilomètres de la zone du front. La Lyonnaise des Eaux-Dumex a déjà décidé de déplacer à Ryad près de mille employés (dont huit cents Algériens) qui travaillaient sur l'aéroport de Dammam (nord-est de l'Arabie saoudite). Le groupe emploie trois mille trois cents personnes en Arabie saoudite. A l'inverse, Thomson n'a rien prévu concernant ses employés mais reste en « coordination étroite avec le Quai d'Orsay ».

Dans le secteur touristique, Accor (huit hôtels dans le Golfe) a déjà rapatrié les familles de ses employés et le Club Méditerranée a fermé il y a une semaine son village de Coral-Beach, près d'El-Eilat, en Israël.

Air France a décidé de maintenir ses vols vers le Proche et le Moyen-Orient dans les prochains jours mais applique des surcharges de tarifs de

100 à 200 dollars suivant les destinations pour couvrir les augmentations de primes des assurances.

La compagnie Aramco, qui produit la quasi-totalité du pétrole saoudien, a adopté un plan d'évacuation d'urgence pour les 14 000 travailleurs étrangers – sur un total de 46 000 – qu'elle emploie. Bien qu'elle soit devenue saoudienne à 100 %, la compagnie utilise encore les services de nombreux travailleurs détachés des compagnies américaines – Exxon, Chevron, Texaco et Mobil, – qui, jadis actionnaires, sont restés les partenaires privilégiés de l'Aramco.

La compagnie a également prévu d'évacuer une partie de ses travailleurs locaux vers l'île de Bahrein ou vers les Émirats arabes unis en cas de guerre. Ces départs devraient affecter la production pétrolière saoudienne, bien que la compagnie ait prévu de

conserver sur place les travailleurs directement rattachés à l'extraction. Selon les experts américains, l'Aramco pourrait être amenée en cas de conflit à réduire sa production d'un quart au moins, certains champs, situés au Nord, près de la frontière koweïtienne, étant particulièrement exposés.

A Bagdad, les rangs de la communauté occidentale, déjà squelettique, s'éclaircissent quasiment d'heure en heure. Les derniers diplomates font leurs valises, ou s'apprêtent à le faire, dans comme nous le signale notre correspondant à Copenhague, Camille Olsen, mais aussi brésiliens, néerlandais, suédois, italiens, représentants de l'ONU, égyptiens, espagnols. Les derniers diplomates américains devaient partir samedi prochain à la mi-journée par un vol spécial Iraqi Airways à destination de Franco-

Cinq cents médecins et infirmiers en Arabie saoudite

En France, vingt hôpitaux militaires sont à pied d'œuvre

A mesure que la date fatidique du 15 janvier se rapproche, le dispositif sanitaire mis en œuvre par l'armée française en vue d'une éventuelle guerre contre l'Irak se renforce. Au début de la semaine prochaine, cinq cents personnes appartenant au personnel de santé – dont une centaine de médecins – seront à pied d'œuvre en Arabie saoudite. Ce chiffre, indique-t-on au service de santé des armées, pourra doubler rapidement en cas de conflit important. En quelques jours, neuf cents personnes, dont environ deux cents médecins, pourraient être présentes dans la péninsule arabique.

Evacuation vers des zones « propres »

Une véritable chaîne sanitaire sera ainsi installée en chaque point du dispositif militaire français. Plusieurs hôpitaux mobiles de campagne sont d'ores et déjà opérationnels, auxquels

il faut ajouter une vingtaine d'équipes chirurgicales.

Ce dispositif sera complété, à l'avant, par des structures de décontamination chimique. L'objectif est de pouvoir immédiatement sauver la vie de blessés victimes d'une arme chimique. Pour ce faire, une première équipe médicale, elle-même protégée, à l'abri de toute contamination, aura pour tâche d'effectuer les premiers gestes de secours et d'évacuer les blessés – une fois décontaminés – vers une zone « propre », non polluée, selon des protocoles extrêmement précis.

Une fois parvenus dans cette zone décontaminée, les blessés, selon la gravité de leurs blessures, pourront être évacués, soit vers des hôpitaux lourds disposant de blocs opératoires situés à l'arrière du théâtre des opérations, soit vers la France. Destinées en particulier à ne pas engorger les hôpitaux de campagne, ces évacuations aériennes seront assurées, sur

place, par des hélicoptères sanitaires, et, entre l'Arabie saoudite et la France, par des avions également équipés de type Transall ou Hercules C-130. Ces derniers appareils peuvent transporter jusqu'à quatre-vingt-dix blessés, tandis que les Transall peuvent accueillir un maximum de soixante brancards.

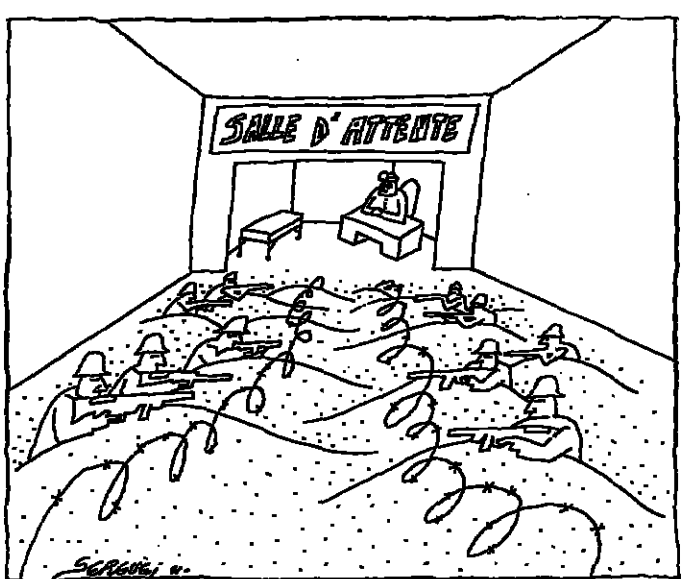
Outre ces avions militaires cargo, l'armée française pourra disposer d'avions de type DC-8. Les autorités militaires auront en outre la possibilité de réquisitionner, sur ordre gouvernemental, des avions civils. Cette éventualité est actuellement simplement « à l'étude », précise-t-on au service de santé des armées.

Une capacité en France de 7 000 lits

Au total, en cas de conflit, les personnels de santé pourraient donc représenter près de 10 % des militaires français présents en Arabie saoudite. Soit un pourcentage à peu près identique à celui des forces américaines. Seule originalité : le service de santé a décidé d'envoyer à l'avant un psychiatre dont le rôle sera d'assurer un soutien psychologique aux combattants.

En France, les vingt hôpitaux militaires, dont la capacité maximale théorique est de sept mille lits, sont prêts à faire face à toute éventualité. Les stocks en médicaments et en matériels ont été vérifiés. Afin de disposer d'une capacité en lits maximale, des mesures ont été prises en vue de faire sortir au plus vite toutes les personnes hospitalisées ne nécessitant pas des soins particuliers. Un dispositif spécifique permettant de connaître à tout instant la disponibilité en lits a été mis en place.

Le plus difficile sera, en cas de conflit majeur, de disposer d'un nombre suffisant de lits spécialisés, en particulier en réanimation, en neurochirurgie ou à destination des grands brûlés. Dans une telle hypothèse, les autorités militaires pourraient décider d'activer le protocole santé-défense de 1984 prévoyant la possibilité, en temps de crise ou en



temps de guerre, de faire appel aux hôpitaux civils.

Par ailleurs, contrairement aux États-Unis où à la Grande-Bretagne, il n'a pas été décidé de rapatrier des médecins militaires réservistes. « Ce qui n'exclut pas, indique-t-on de bonne source, qu'on le fasse en cas de besoin ».

La crainte des armes biologiques

Les mesures spécifiques prises pour parer à l'utilisation d'armes biologiques ne sont pas connues. On sait seulement que tous les risques ont été étudiés et que, pour chaque cas, des mesures particulières ont été prévues. Selon certaines informations, les spécialistes de ces questions craignent en particulier que les Irakiens utilisent des armes biologiques vectrices de la toxine responsable du botulisme. D'après une intoxication due à l'ingestion de *clostridium botulinum*, toxine contenue le plus souvent dans la charcuterie avariée ou

dans des conserves mal préparées. Cette affection, qui débute en général par des troubles digestifs d'apparence banale, peut aboutir à la mort si ne sont pas mis en œuvre une vaccination (anatoxine) et une sérothérapie. En conséquence, des mesures de surveillance de la chaîne alimentaire et des circuits d'eau ont été mises en place dans le Golfe.

Extrêmement difficiles à produire et d'un maniement pour le moins compliqué, voire hasardeux, les armes biologiques induisent, du seul fait de leur existence, une logique de terreur. De ce fait, et il en va de même pour les armes chimiques, les Irakiens ont tout intérêt à agiter la menace de leur utilisation qu'ils, en définitive, à ne pas y avoir recours. « Reste à savoir, reconnaît un observateur, si ce qui peut nous apparaître comme logique l'est forcément pour quelqu'un comme Saddam Hussein... »

FRANCK NOUCHI

LA CRISE DU GOLFE

Les réactions en France après l'échec de la rencontre de Genève

Les manifestations pacifistes se multiplient

A la veille des manifestations contre la menace de guerre prévues samedi 12 janvier à Paris (1) et en province, la pression des organisations de gauche et des composantes du courant pacifiste se manifeste déjà sur la voie publique. Près de deux mille personnes se sont rassemblées, jeudi soir 10 janvier, à Toulouse, à l'appel de plusieurs formations (PCF, CGT, Vents, Mouvement de la paix, Appel des cent, Amis de la Terre, MRAP, SNES, LCR, Alliance rouge et verte (ex-PSU

et comités Juquin), etc.), pour exiger « la priorité à la négociation, le retrait des troupes, l'arrêt des ventes d'armes dans les pays du Golfe et une conférence internationale pour résoudre les problèmes du Moyen-Orient ». A Cherbourg également, un millier de manifestants se sont regroupés derrière la bannière « Quelle connerie la guerre ! », citation du poète Jacques Prévert, mise en exergue par le PCF depuis quelques jours. La Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty

International/section française et SOS-Racisme demandent, vendredi 11 janvier dans un communiqué signé de leurs présidents, la « mise en œuvre urgente de conférences internationales sur les problèmes du Proche-Orient ». « Nous appelons le président de la République à poursuivre et à intensifier toutes les initiatives en faveur des négociations avant et après le 15 janvier », écrivent MM. Yves Joffa, Alain Faure et Harlem Désir.

de Washington, son sang et ses ressources, son autorité dans le monde arabe, son indépendance de décision. L'honneur de la France et son intérêt lui commandent d'agir vite et de façon déterminée pour sauver la paix; sauver la paix sans capitulation, en permettant au Koweït de retrouver son existence indépendante, en permettant le règlement de la question palestinienne, ce qui est le but proclamé par l'ONU.

M. Chirac : « La guerre pratiquement inévitable »

Le quotidien du PCF a consacré une large place à la conférence de presse tenue jeudi après-midi au Café du Croissant, où fut assassiné Jean Jaurès à la veille de la guerre de 14-18, par les premiers auteurs de l'« Appel des 75 » lancé dès le mois de septembre par l'avocat Denis Langlois et d'autres personnalités de sensibilités politiques et philosophiques diverses.

Au nom de la Ligue communiste révolutionnaire, M. Alain Krivine a appelé « tous les soldats à refuser de partir ». « Nous refusons cette guerre

Pour le président du CDS, M. François Méhaignier, « le respect du droit international justifie la guerre, mais il ne s'agit pas du problème du rétablissement de la souveraineté du Koweït ».

Selon le président du CNI, M. Yvon Briant, « le bilan du gouvernement dans la crise du Golfe n'est en vérité qu'un trompe-l'œil », car M. Mitterrand « ne peut sérieusement prétendre à l'autonomie de la

diplomatie française ». Le chef de file des Verts, M. Antoine Waechter, pense, pour sa part, que « François Mitterrand enferme la France dans l'impasse de la guerre en envisageant la participation des troupes françaises à la confrontation armée voulue par les Etats-Unis », alors que « notre pays, a déclaré jeudi le député européen, pourrait jouer un rôle de médiateur, précieux recours en cas de conflit, en raison de son crédit auprès des nations arabes. François Mitterrand va gaspiller cette chance en plongeant dans la mêlée sanglante sous le prétexte inacceptable que « la France doit tenir son rang », a ajouté M. Waechter. Aujourd'hui, seule une large mobilisation de l'opinion publique peut envoyer le processus guerrier : décidément, nous n'avons pas encore quitté l'ère de la barbarie ».

(1) Un rassemblement à 14 h 30 à la Bastille. Un autre est prévu à 14 h 30 à la Madeleine. Les organisateurs de cette seconde manifestation jugent « insupportable et indéfendable la présence de soldats du Front national qui ont appliqué les militaires d'extrême droite à rejoindre le rassemblement (Le Monde du 11 janvier).

Une déclaration de la commission française Justice et Paix

Mgr Jacques Delaporte, archevêque de Cambrai et président de la commission française Justice et Paix, a publié, jeudi 10 janvier, une déclaration. « Nous sommes conscients des conséquences terribles d'une éventuelle action armée dans le Golfe. Catholiques, nous ne pouvons pas nous résigner à la guerre, à ce « moyen le plus barbare et le plus inefficace de régler les conflits » (Jean-Paul II) (...).

Nous ne pouvons pas plus nous résigner aux violations du droit international. Et ce encore moins à l'heure où la nouvelle situation internationale permettrait d'envisager peut-être un monde marqué par plus de respect pour les droits de chaque homme, plus de respect de chaque Etat pour le droit, un rôle plus important joué par l'ONU, et plus de chance donnée à la justice. (...)

Entre ce double refus, quel chemin prendre ? Nous sommes conscients de la complexité de cette situation qui nous dépasse et de notre impuissance à peser sur la décision. Cependant, nous proposons, à la mesure de la responsabilité de chacun, les attitudes et gestes, suivants : 1. La prière (...). 2. L'information, plus complète sur la situation, pour mieux comprendre nous-mêmes les enjeux et connaître les nations qui ont part à ce conflit, en vue de préparer un avenir commun. 3. Le jeûne : de pénitence, pour les responsabilités françaises dans les désordres actuels (vente d'armes...), de solidarité avec ceux qui souffrent de

La CGT de Savoie envisage de bloquer les trains de matériel militaire américain

A l'occasion de la journée de manifestations contre la guerre, prévue ce samedi 12 janvier, l'union départementale CGT de Savoie envisage de bloquer, à Chambéry, les trains chargés de matériel militaire - provenant des bases américaines en Allemagne et se dirigeant vers Liourne (Italie) - à destination du Golfe. Depuis le 29 décembre 1990, selon la fédération des cheministes CGT, plus d'un train-toutier de ces convois, composés de trente-cinq wagons, ont traversé l'« incognito » par la France, sur la ligne internationale Dijon-Modane. Pour M. Michel Vallat, secrétaire de l'union départementale, qui n'achète pas de prolonger cette action ultérieurement, il importe de « sensibiliser l'opinion au fait que la France est déjà associée, concrètement, à l'effort de guerre américain, puisque ces transports sont organisés avec l'accord des autorités nationales ». (Correspondance)

M. Joxe évoque la « menace terroriste »

Lors de la cérémonie des vœux à la presse au ministère de l'intérieur, jeudi 10 janvier, M. Pierre Joxe a brièvement évoqué la « menace terroriste » qui pèse actuellement sur la France en raison de la crise du Golfe (nos dernières éditions du 11 janvier). « Cette crise, dont la gravité est prise en compte par tous, a expliqué le ministre de l'intérieur, nous conduit depuis plusieurs mois à une vigilance renforcée pour assurer la sécurité de la France et des Français. En raison des enjeux multiples qui sous-tendent cette période de tension, la menace terroriste conduit à une attention et à des dispositions nouvelles, en coopération avec les pays amis. Des mesures de sécurité entrent en vigueur progressivement en fonction de l'évolution des risques et concernent notamment la surveillance, la coordination et l'entraide mutuelle des moyens mobilisés. Les préfectures et les services de police ont reçu des instructions qui permettent

M. Delors croit encore par « intuition » à la paix. - Le président de la commission européenne, M. Jacques Delors, a déclaré, vendredi 11 janvier, à l'issue d'une entrevue avec le président de la République à l'Elysée, qu'il voulait encore croire par « intuition » aux chances de la paix dans la crise du Golfe. Interrogé sur ces chances, M. Delors a répondu : « Mon intuition me dit que oui, mon espoir aussi. »

Veillée de prière à Notre-Dame de Paris. - Une veillée d'adoration et de prière pour la paix aura lieu samedi 12 janvier, de 19 h 30 à 22 heures, en la cathédrale Notre-Dame de Paris. La veillée sera retransmise sur les ondes de Radio-Notre-Dame jusqu'à 20 h 45.

M. Jean-Pierre Chevènement appelle les Etats-Unis à faire « un très petit geste »

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a invité, jeudi 10 janvier, les Etats-Unis à accepter l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient. « Les Etats-Unis, a-t-il dit, pourraient faire un très petit geste qui permettrait à Saddam Hussein de faire un beaucoup plus grand geste et à retirer ses troupes du Koweït. » (Nos dernières éditions du 11 janvier).

« La France tient plus que tout, chacun le sait, mais il faut le redire, a expliqué M. Chevènement, à cette conférence internationale évoquée récemment par le Conseil de sécurité de l'ONU et que

le Proche et le Moyen-Orient n'ont que trop attendus. Chacun sait que cette conférence s'imposera de manière plus impérieuse encore après ce conflit. Alors pourquoi ne pas en faire aujourd'hui l'annonce, si celle-ci permet de faire l'économie de ce conflit ? Telle n'est pas la position des Etats-Unis, mais telle est celle de la France. »

A propos de l'échec des conversations de Genève entre le secrétaire d'Etat américain et le ministre irakien des affaires étrangères, le ministre de la défense a regretté que « ces négociations aient été bien tardives, si tant est qu'on puisse parler de négociations ».

« Une longue période de troubles graves »

M. Chevènement, qui présentait ses vœux à la presse, a ajouté : « Le conflit pourrait être court, mais il pourrait aussi être long. Sachez que nos soldats ne sont pas des va-t-en-guerre. Mais ils sont prêts à se battre si l'ordre leur en est donné, comme je le suis moi-même à appliquer les directives que me donnera le président de la République : avec détermination et la volonté d'atteindre les objectifs fixés (...). Ce conflit, s'il éclatait, serait sans doute meurtrier et annoncerait une longue période de troubles graves, non seulement au Moyen-Orient, mais probablement dans tout le monde arabe. Il serait illusoire d'imaginer que cela resterait sans conséquences pour notre économie aussi bien que pour notre société et pour les valeurs républicaines auxquelles nous sommes attachés. Peu d'observateurs en mesurent l'ampleur. » (Lire également page 28.)

CORRESPONDANCE L'Arabie saoudite et les vœux

Nous avons reçu de l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Paris une lettre démentant l'existence d'une circulaire officielle demandant aux Saoudiens de ne pas présenter des vœux aux chrétiens à l'occasion des fêtes.

Le Monde du 29 décembre 1990 a publié ce qu'il a considéré comme une circulaire saoudienne invitant les musulmans à ne pas répondre aux vœux que leur adressent des non-musulmans.

(...) Aucune circulaire de la sorte n'a été émise par le gouvernement saoudien, et si aujourd'hui je vous écris, avec un temps de retard, pour non seulement démentir mais également dénoncer cette « nouvelle », c'est

parce que la chose est tellement grotesque et incroyable que les autorités saoudiennes ont tenu à effectuer les vérifications nécessaires avant d'émettre un démenti. (...) JAMIL AL HEJAILAN Ambassadeur d'Arabie saoudite à Paris (Le Monde possède copie de cette circulaire authentifiée par un tampon officiel.)

ASIE

Protestation mesurée de Pékin contre la visite de M. Fauroux à Taiwan

PÉKIN

de notre correspondant

Le ministre français de l'Industrie, M. Roger Fauroux, qui vient de passer six jours à Taiwan, a estimé jeudi 10 janvier que les relations officielles entre Paris et le régime nationaliste chinois iront en s'étoffant au fur et à mesure que les échanges économiques s'accroîtront. Interrogé, au cours d'une conférence de presse donnée à l'issue de sa visite, sur l'éventualité de l'ouverture d'une délégation générale française ayant un caractère plus officiel que l'actuel Institut français de Taipei, M. Fauroux s'est gardé d'envisager une dimension politique aux rapports franco-taiwanais, qui ne manqueraient pas de provoquer l'ire de la Chine populaire.

A Pékin, à peu près simultanément, le porte-parole du ministère des affaires étrangères avait condamné de façon mesurée la visite. Il s'agit d'une « erreur » de la part de la France, d'une action « inacceptable » qui « va à l'encontre des principes ayant présidé à l'établissement des relations diplomatiques franco-chinoises » en 1964 et « des engagements de la France à ne reconnaître qu'une seule Chine ». Dure dans le ton, cette déclaration « à chaud » semble cependant témoigner d'un réalisme nouveau de la part de Pékin : le porte-parole n'a pas brandi la menace de « conséquences » dans les relations entre Paris et Pékin, formule généralement employée pour annoncer des représailles diplomatiques.

Il n'est pas exclu que le régime communiste effectue une représentation plus musclée auprès de Paris

pour protester contre cette visite. Mais, en privé, un haut fonctionnaire de la diplomatie continentale n'a pas caché que, face à cette première franco-taiwanaise, les moyens de rétorsion de Pékin étaient aujourd'hui particulièrement faibles.

Au cours du séjour de M. Fauroux à Taipei, Paris et le régime nationaliste chinois ont effectivement élargi leur coopération semi-gouvernementale avec deux lettres d'intentions marquant leur volonté d'échanges dans le domaine de la lutte anti-pollution et des innovations technologiques et industrielles. Une structure permanente de consultation entre le ministère français de l'Industrie et celui des affaires économiques de Taiwan sera créée à cet effet.

Invité à titre « privé » par Taipei, M. Fauroux n'en a pas moins été reçu par le président Lee Teng-hui ainsi que par plusieurs membres du gouvernement, dont son premier ministre, M. Hau Pei-tsun. Il s'est déclaré encouragé par l'intérêt manifesté en haut lieu pour les offres technologiques françaises comme le TGV, une centrale pouvant constituer la quatrième phase du programme nucléaire de Taiwan ou les projets de métro ; mais il a précisé que ces dossiers devaient suivre leur cours sur le plan technique et commercial.

M. Fauroux a assuré que l'éventualité de ventes d'armes françaises à Taiwan, cause d'une discordance entre Paris et Pékin il y a tout juste un an avec l'affaire des frégates, n'avait pas fait l'objet de discussions. Mais il ne paraît pas nécessairement pour tous les hommes d'affaires l'accompagnant.

FRANCIS DERON

A TRAVERS LE MONDE

LIBAN

Le Parlement a accordé sa confiance au gouvernement de M. Omar Karamé

Le Parlement libanais a accordé, mercredi 9 janvier à Beyrouth, sa confiance au nouveau gouvernement, par 37 voix contre trois, sur les 40 députés présents. 27 députés n'ont pas pris part au vote. L'investiture par le Parlement du cabinet de « réconciliation nationale » de 30 membres, en majorité pro-syriens, formé le 24 décembre par M. Omar Karamé, était prévue par les accords de Taef.

Plusieurs parlementaires ont cependant exprimé leurs griefs à l'égard de ce gouvernement. Ainsi, M. Albert Moukheiber, député du Metn (grec-orthodoxe, indépendant), a estimé qu'il fallait à l'écarter une « grande partie de l'opinion publique » qui appuie le général Michel Aoun et lui a refusé sa confiance. De même, M. Najeh Wakim (député de Beyrouth, grec-orthodoxe), a refusé sa confiance et a critiqué le processus de désignation du gouvernement, estimant que la nomination de M. Karamé était acquise avant les consultations entreprises par le président Elias Hraoui en vertu des accords de Taef.

Des formations qui affirment représenter le « camp chrétien » considèrent que celui-ci est sous-représenté dans l'équipe actuelle face aux ministres pro-syriens. La radio du parti Karabé a fait état de « pressions sur certains députés » pour qu'ils assistent à la réunion de mercredi, et dénoncé le « gouvernement monocolor ». Les évêques maronites ont mis en garde contre « toute tentative de donner l'avantage à un des protagonistes de la guerre au Liban ». (AFP.)

ROUMANIE

Démission des autorités locales à Timisoara

Le maire de Timisoara, la commandant de la police de la ville et le préfet du département de Timis (ouest de la région) ont présenté leur démission jeudi 10 janvier, au premier jour d'une grève lancée par les syndicats libres locaux pour obtenir le départ du gouvernement de M. Petre Roman. Sept des deux cents entreprises de

Timisoara ainsi que les quatre universités de la ville suivent le mouvement de grève. Aucune raison n'a été fournie pour expliquer cette série de démissions. (AFP, UPI.)

Accident de l'avion présidentiel. L'avion du président Ion Iliescu, avec son équipage à bord, s'est écrasé jeudi 10 janvier en tentant un atterrissage d'urgence sur l'aéroport de Bucarest. Il n'y a pas eu de victimes mais le Boeing 707 présidentiel, qui servait aussi aux déplacements de Nicolas Ceausescu, a été gravement endommagé. (AFP, Reuters.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le Parlement rouvre le dossier des anciens collaborateurs de la police politique

Le Parlement tchécoslovaque a donné son feu vert, jeudi 10 janvier, à l'ouverture d'une nouvelle enquête destinée à démasquer les anciens agents et collaborateurs de la police politique communiste (Sb) au sein de l'appareil d'Etat.

La résolution adoptée par les députés juge « inadmissible » la « continuation d'occuper des fonctions au Parlement, au gouvernement ou à la chancellerie présidentielle ».

Une demande en ce sens avait été présentée par l'ancien dissident catholique Vaclav Banda, vice-président du Parlement et chef du Parti chrétien-démocrate. Le vice-ministre de l'Intérieur, chargé du démantèlement de la Sb, M. Jiri Ruml, qui s'est toujours inquiété de l'activisme persistant des anciens agents de la police secrète (Le Monde du 21 septembre), a affirmé qu'un « vaste réseau » de collaborateurs, estimés à 140 000 avant le changement de régime, continuait d'agir au sein de la société.

Par ailleurs, le Parlement a adopté mercredi la loi sur les droits et les libertés fondamentales qui ouvre la porte du Conseil de l'Europe à la Tchécoslovaquie. (AFP.)

COLOMBIE : enlèvement d'un sénateur. - Un sénateur du Parti libéral au pouvoir, M. Ivan Gomez Osorio, a été enlevé jeudi 10 janvier par trois hommes armés à la sortie de son bureau, à Medellín, siège du cartel de la drogue. (Reuters.)

Portugal : le sacre

M. Mario Soares, président de la République portugaise, a été élu dimanche 10 janvier à la présidence de la République portugaise, à la suite de la démission de M. Ramal Eanes. M. Soares, 62 ans, est un homme de lettres, ancien ministre de la Culture, ancien président du Conseil des ministres. Il a été élu à la présidence de la République portugaise, à la suite de la démission de M. Ramal Eanes. M. Soares, 62 ans, est un homme de lettres, ancien ministre de la Culture, ancien président du Conseil des ministres. Il a été élu à la présidence de la République portugaise, à la suite de la démission de M. Ramal Eanes.

Le Parlement rouvre le dossier des anciens collaborateurs de la police politique. Le Parlement tchécoslovaque a donné son feu vert, jeudi 10 janvier, à l'ouverture d'une nouvelle enquête destinée à démasquer les anciens agents et collaborateurs de la police politique communiste (Sb) au sein de l'appareil d'Etat. La résolution adoptée par les députés juge « inadmissible » la « continuation d'occuper des fonctions au Parlement, au gouvernement ou à la chancellerie présidentielle ».

Le Parlement rouvre le dossier des anciens collaborateurs de la police politique. Le Parlement tchécoslovaque a donné son feu vert, jeudi 10 janvier, à l'ouverture d'une nouvelle enquête destinée à démasquer les anciens agents et collaborateurs de la police politique communiste (Sb) au sein de l'appareil d'Etat. La résolution adoptée par les députés juge « inadmissible » la « continuation d'occuper des fonctions au Parlement, au gouvernement ou à la chancellerie présidentielle ».

Le Parlement rouvre le dossier des anciens collaborateurs de la police politique. Le Parlement tchécoslovaque a donné son feu vert, jeudi 10 janvier, à l'ouverture d'une nouvelle enquête destinée à démasquer les anciens agents et collaborateurs de la police politique communiste (Sb) au sein de l'appareil d'Etat. La résolution adoptée par les députés juge « inadmissible » la « continuation d'occuper des fonctions au Parlement, au gouvernement ou à la chancellerie présidentielle ».

Le Parlement rouvre le dossier des anciens collaborateurs de la police politique. Le Parlement tchécoslovaque a donné son feu vert, jeudi 10 janvier, à l'ouverture d'une nouvelle enquête destinée à démasquer les anciens agents et collaborateurs de la police politique communiste (Sb) au sein de l'appareil d'Etat. La résolution adoptée par les députés juge « inadmissible » la « continuation d'occuper des fonctions au Parlement, au gouvernement ou à la chancellerie présidentielle ».

EUROPE

Portugal : le sacre attendu de « Don Mario I^{er} »

Le président de la République, M. Mario Soares, est assuré d'obtenir un second mandat dès le premier tour de l'élection du 13 janvier

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Ce n'est pas qu'il s'ennuie, Mario Soares. Ce mercredi 9 janvier, par exemple, dans les rues entourant le Jardim da Parada de Lisbonne, il semble même prendre un certain plaisir aux bains de foule traditionnels. Pas dupe, le président de la République se rend bien compte que le cortège qui l'entoure est composé en grande partie de notables du Parti socialiste portugais, des vieux combattants de la lutte antifasciste aux jeunes technocrates du socialisme new look. Mais on sent qu'il aime ce contact direct avec « ses » Portugais : la solide poignée de main et le clin d'œil entendu à monsieur, la bise à madame et la caresse à la petite Bruf, « Don Mario I^{er} », comme on l'appelle ici, apprécie son sacre.

Car c'est de cela qu'il s'agit, beaucoup plus que d'une élection normale. Assuré, faute d'opposants crédibles, de l'emporter dimanche dès le premier tour de l'élection présidentielle, M. Mario Soares savoure donc sa popularité comme il pouvait le faire, lui, le geste d'un porteur de labellisation. Il sait que ses compatriotes vont même jusqu'à lui pardonner ses erreurs, ses approximations, ses prises de position contradictoires, qu'ils ne lui tiendront même pas rigueur si, au cours d'un discours, il confond milliards et millions d'escudos : ils savent bien que le président, s'il ouvre vite ses dossiers, les reforme encore plus vite.

Alors pourquoi cet air de lassitude, ce léger désenchantement qui flotte autour de M. Soares. Sans doute parce que, sous les aspects ronds et bon enfant du président de la République, se cache un animal politique hors pair qui aime avant tout se battre contre des adversaires de chair et de sang. Or, son véritable ennemi lors de cette élection en trompe-l'œil, c'est cette chose molle et sans consistance, cet édredon qu'appelle l'abstention, et à l'ame de laquelle on jugera sa performance.

Qu'elle semble lointaine l'élection présidentielle de 1986, où Mario Soares l'avait emporté de quelques dizaines de milliers de voix au second tour après une lutte acharnée dont ses partisans parlent encore avec des frémissements dans la voix : « *Le diable, le diable !* » Parti tout seul contre l'avis unanime des dirigeants socialistes, crédité au départ de moins de 8 % des voix par les sondages, il avait réussi le tour de force de faire mordre la poussière à son adversaire de

droite, M. Diogo Freitas do Amaral. « Les choses étaient simples, dit un militant socialiste avec regret, c'était la droite contre la gauche. »

Le moins que l'on puisse dire est que, cinq ans plus tard, cette simplicité bilatérale a fait place à une redoublée complexité. Car le parti au pouvoir, le Parti social démocrate (PSD) du premier ministre, M. Aníbal Cavaco Silva, qui représente la droite libérale et qui a obtenu la majorité absolue aux législatives de 1987, a totalement brouillé les cartes en décidant de ne pas présenter de candidat et de soutenir... Mario Soares. Ce dernier sait bien — « on ne le lui fait pas » — que ce cadeau est aussi un cadeau empoisonné et que l'autoroute qui lui a été ainsi apparemment ouverte est semée d'embûches. Car si, côté droit, le PSD soutient Mario Soares, côté gauche, ce soutien est bien timide et beaucoup de Portugais vont jusqu'à se demander si M. Cavaco Silva lui-même, dans le secret de l'isolement, ne mettra pas un bulletin blanc dans son enveloppe.

Cohabitation

« à la portugaise »

Le premier ministre ferait ainsi d'une pierre deux coups. Elu, M. Soares sera isolé, car le président de la République, dans le régime semi-présidentiel portugais, a, en fin de compte, peu de pouvoirs. Mais, s'il fait un score moyen il ne pourra pas jouer de rôle important dans l'échec, crucial, des élections législatives d'octobre prochain. Elections au cours desquelles le Parti social-démocrate et le Parti socialiste — que les sondages donnent pour le moment à égalité avec environ 30 % des voix chacun — vont s'étripier joyeusement. De quoi alimenter donc à satiété les commentaires sur l'étrange cohabitation « à la portugaise » entre M. Soares et M. Cavaco Silva, et sur les relations ambiguës entre le président de la République et le premier ministre. Affrontement entre eux n'aurait été digne de sens.

Et quel beau combat ! Tout oppose en effet les deux hommes qui dominent actuellement la vie politique portugaise. Jusqu'à leur physique : autant « Cavaco » est long, anguleux, austère, voire terne, autant « Mario » est rond, raffiné, joueur et charismatique. « Si le premier ministre ne respecte sans doute pas beaucoup le président de la République pour des raisons poli-

tiques et juge sévèrement ses changements de registre, Mario Soares, de son côté, ne respecte pas beaucoup Cavaco Silva pour des raisons sociales. Lui, le sceptique, le pur produit de la bourgeoisie éclairée de Lisbonne, le fils d'un des ministres de la première république portugaise, ne semble avoir que du mépris pour cet enfant de paysans d'Algarve, à l'esprit un peu borné et qui n'a pas hésité à dire un jour qu'il ne se trompait jamais et qu'il avait rarement des doutes », commente un journaliste portugais.

Faute de joutes électorales en bonne et due forme, le combat se déroule malgré tout à fleur mouillée. Cavaco Silva, sûr de sa majorité absolue à la Chambre, gouverne comme si de rien n'était et inaugure à tour de bras les moindres réalisations de son gouvernement. Et, lorsqu'on l'interroge sur les élections de dimanche, il se contente d'encourager ses concitoyens. « À aller voter. Ni plus ni moins. Mario Soares même campagne sur des thèmes les plus académiques possibles : l'Europe, la solidarité. Son emblème n'est plus le poutou voyageur sur fond rouge du Parti socialiste portugais, mais une rose accueillante sur fond blanc et son slogan reste : Soares est un « fixe ». Traître : un « type chouette ».

Des adversaires

plutôt timides

M. Cavaco Silva ne s'étant pas lancé dans la bataille, Mario Soares doit donc se contenter d'adversaires dont lui-même regrette le manque de poids. Encore que le candidat de droite, M. Basílio Horta, un avocat de quarante-sept ans, que les sondages initiaux donnaient comme pouvant difficilement atteindre 10 % des voix, semble en train de filer avec la barre des 20 %. Soutenu du bout des lèvres par les notables de son parti, le Centre démocratique et social (CDS), qui s'était complètement effondré aux dernières législatives, M. Basílio Horta, qui fut ministre de Soares lors de celui-ci dirigeait le gouvernement, même une campagne populiste qui trouve un écho certain. Critiquant la décolonisation, qui « a spolié les Blancs et livré les Noirs à eux-mêmes », s'opposant à l'Europe fédérale — « il faut fuir l'Europe de l'Europe et fuir l'Europe dans l'Europe », répliquant à l'avis que le Portugal est « un petit pays mais une grande nation », M. Horta, rabalai-

baltes. D'autres font valoir que la proximité du sommet Bush-Gorbatchev — toujours souhaité par Moscou à la date du 11 février — oblige le Kremlin à la prudence.

Gesticulation

Enfin, d'autres observateurs à Moscou, plus optimistes, se demandent si cette « gesticulation » ne relève pas de la nouvelle routine du régime présidentiel, grand amateur de textes aussi généraux qu'incorporels. On en a encore un exemple jeudi avec un nouveau décret du président annonçant des « mesures urgentes pour l'amélioration de la situation alimentaire ».

Ignorant le marché au profit des « commandes d'Etat » et autres « livraisons obligatoires », créant une nouvelle commission gouvernementale, ce texte n'a guère de chance de modifier en profondeur la situation, mais il confirme le repli observé depuis l'automne sur le cadre administratif familial.

Le contraste est grand, en tout cas, entre ce qui se passe à Mos-

cou et à Vilnius. Dans la capitale soviétique, où le Soviet suprême discute du budget fédéral, le système parlementaire se rode peu à peu, le président Loukatchev dirige avec une bonhomie apparente, dans un brouhaha de bon aloi, des débats contradictoires coupés d'interpellations et de « points d'ordre ».

Mais à Vilnius, une autorité extérieure exige brutalement du Parlement local qu'il renonce à tout ce qu'il a fait en dix mois d'existence. De même, alors que le mot « socialisme » n'est plus guère de bon ton à Moscou, à Vilnius, M. Gorbatchev n'hésite pas à condamner, dans son texte, ce qu'il appelle « le retour à l'ordre bourgeois ».

En fait, le contraste n'est qu'apparent, dans la mesure où le « socialisme » est encore bien vivant à Moscou et où M. Gorbatchev n'a pas grand-chose à redouter de son Parlement fédéral, qui vote généralement à de larges majorités les propositions du gouvernement.

Mais il est clair qu'un coup de force à la périphérie entrainera un peu plus la nouvelle démocratie autorisée au centre. Et qu'il faudra un jour sortir du principe qui était déjà, en fait, celui du « socialisme dur » de Brejnev : vous êtes libres, à condition de faire ce qui nous convient.

MICHEL TATU

(1) C'est ainsi que « Vigliad », la très contestataire émission du vendredi, a été supprimée pour une période indéterminée en attendant la mise au point d'une nouvelle « conception créatrice ».

ALBANIE : légalisation d'un troisième parti. — Un troisième parti politique, le Parti républicain, a été légalisé jeudi 10 janvier en Albanie. Les autorités refusent en revanche de légaliser le Forum des droits de l'homme, fondé le 19 décembre par des intellectuels albanais, selon l'écrivain Besnik Mustafaj. — (AFP.)

AFRIQUE

TCHAD

Des combats ont opposé, dans le Tibesti, des forces gouvernementales à des éléments libyens

Six semaines seulement après avoir chassé du pouvoir Hissène Habré, dont il fut l'homme de confiance, M. Idriss Déby, le nouveau chef de l'Etat tchadien, a déjà maille à partir, comme on pouvait s'y attendre, avec ceux qui l'ont aidé à mener à bien son entreprise, à savoir ses voisins libyens et ses compatriotes hadjerias.

Si tôt arrivé aux affaires, le nouvel « homme fort » du Tchad s'était empressé de rapatrier quelques quatre cent cinquante prisonniers de guerre libyens dont Tripoli avait, en vain, demandé la libération à son prédécesseur. Geste de bonne volonté pour remonter le colonel Kadhafi de sa précieuse aide militaire lorsqu'il n'était encore qu'un rebelle.

Mais l'impatience de la Libye à profiter de ce changement de pouvoir pour pousser, de toutes les manières possibles, ses pions au Tchad a de nouveau contribué à détériorer les relations de bon voisinage entre les deux pays. Très voyant à N'Djamena, cet activisme l'a été beaucoup moins dans l'extrême nord, dans la mesure où Idriss Déby n'avait pas les moyens de savoir très exactement ce qui s'y passait.

Sous prétexte de venir en aide aux autochtones et sans demander rien à quiconque, les Libyens se sont notamment infiltrés, avec armes et bagages, dans le Tibesti. Averties de ces mouvements par des repérages aériens confiés au dispositif français Epervier, les autorités de N'Djamena ont voulu y mettre bon ordre.

Fin décembre, les forces gouver-

nementales se sont ainsi durement affrontées à ces « envahisseurs », à l'échelle de 80 kilomètres à l'est de Bardai. Au cours de cet accrochage qui a fait plusieurs morts, quinze militaires libyens ont été faits prisonniers, mais presque aussitôt remis à la disposition de Tripoli.

La grogne des Hadjerias

Idriss Déby n'est pas au bout de ses peines puisque Mouldoum Bada Abbas, son principal chef militaire et numéro deux du régime, est en dédicace avec lui. Si la rupture n'est pas consommée entre ces deux chefs de bandes armées formées sur une base ethnique, les Zagawas, d'une part et les Hadjerias de l'autre, il n'en demeure pas moins que les relations sont très tendues entre les deux hommes.

Mouldoum Bada Abbas a joué, il est vrai, un rôle militaire décisif dans la chute de l'ancien régime puisque, numériquement parlant, le rapport de ses forces avec celles d'Idriss Déby était, grosso modo, de deux pour un. Aujourd'hui, il réclame donc son dû, en clair un partage du pouvoir qui favorise ses siens, victimes d'une sévère répression du temps d'Hissène Habré.

Rien pour le moment ne permet de penser qu'Idriss Déby a la « carrière » nécessaire pour conjurer tous ces périls, qu'ils viennent de l'extérieur ou de l'intérieur. Est-ce à dire que le Tchad est indéfiniment condamné à vivre sous la menace libyenne et au rythme des guerres de chefs ?

JACQUES DE BARRIN

SOMALIE

Des opposants demandent une aide d'urgence pour éviter la famine et les épidémies

NAIROBI

de notre correspondant

Il n'y a plus d'étrangers retenus en Somalie. Les appareils de l'armée de l'air italienne qui, depuis une semaine, évacuaient les expatriés de Mogadiscio, ne devraient plus en principe y retourner. De son côté, la France a fait savoir que les deux navires qu'elle avait dépêchés vers les côtes somaliennes, le Jules Verne et le La Motte-Picquet, avaient achevé leur mission après avoir embarqué quatre-vingt-dix-huit personnes.

Un des derniers évacués de Mogadiscio a déclaré en arrivant à Mombasa, sur la côte kenyane, que la capitale somalienne était pour ainsi dire ouverte aux pillards qui opèrent impunément dans les quartiers où ni l'armée ni les rebelles ne sont présents militairement, c'est-à-dire la plus grande partie de la ville.

Le mouvement d'opposition du Manifesto (du nom d'un document publié en mai 1990 par des personnalités modérées, opposées au

régime du président Siyad Barré) a lancé un appel à l'aide à la communauté internationale, demandant « d'urgence des vivres, des médicaments et du carburant pour éviter la famine et les épidémies ». Il a précisé que l'aide ne saurait être remise au régime « puisqu'il n'y a pas de gouvernement digne de ce nom ». Le Manifesto a appelé de ses vœux la réunion d'une conférence de toute l'opposition somalienne sous l'égide d'une institution internationale pour « mettre fin à la destruction de la nation somalienne ».

J. H.

Un diplomate coréen tué par une grenade à Mogadiscio. — Un diplomate coréen a été tué, jeudi 10 janvier, lors d'une attaque à la grenade lancée contre l'ambassade d'Italie à Mogadiscio. Plusieurs Italiens qui avaient trouvé refuge dans leur mission diplomatique ont été blessés, a-t-on appris, vendredi, de source proche des autorités italiennes. — (Reuters.)

EN BREF

ALGERIE : quarante-huit blessés dans des affrontements à Batna. — Quarante-huit personnes ont été blessées, dont une grièvement, dans de violents affrontements, jeudi 10 janvier, à Batna, entre islamistes et militants du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). Le secrétaire général de ce parti d'opposition, M. Saïd Sadi, a accusé les militants du Front islamique du salut (FIS) de « provocation préméditée », soulignant que « les fondements mêmes de l'Etat algérien sont en train de se détruire ». — (AFP.)

LIBERIA : fin de l'opération d'évacuation des étrangers. — L'opération « Sharp Edge », organisée par les Etats-Unis pour évacuer les étrangers, qui avait commencé il y a sept mois, a pris fin, jeudi 10 janvier, après le départ de « plus de 2 400 personnes dont 226 Américains », a annoncé le porte-parole du Pentagone. Il a précisé que le navire amphibie Nashville, le dernier bâtiment de ce type à être stationné au large des côtes libériennes, avait embarqué le contingent de marines dépêchés à Monrovia pour évacuer les civils et protéger l'ambassade américaine. — (AFP.)

TOGO : amnistie générale pour les délits politiques. — Le président Gnassingbé Eyadéma, a « proposé », jeudi 10 janvier, « une amnistie générale à tous ceux qui ont été condamnés pour des délits politiques ou des complots contre la nation ». Il a aussi annoncé, dans la perspective de l'instauration prochaine du multipartisme, la suppression de la cotisation obligatoire au Rassemblement du peuple togolais, le parti unique au pouvoir, appliquée, depuis 1977, sur les traitements et les salaires de tous les travailleurs. — (AFP.)

Menaces du Kremlin sur les Baltes

Suite de la première page

Le journal télévisé « Vremia », presque totalement « normalisé » depuis la nomination d'un nouveau directeur (1), a lourdement insisté, jeudi soir, dans des reportages aussi dramatiques qu'unilatéraux, sur les manifestations de ces populations « opprimées ».

Ira-t-on jusqu'à l'instauration du pouvoir présidentiel direct, réclamé par les partis communistes locaux et par tout ce qui leur reste d'organisations satellites ? Il est clair, en tout cas, que le facteur qui avait déclenché la crise — la décision de prendre des mesures de force contre les réfractaires au service militaire — est maintenant dépassé. L'affaire est désormais plus politique que militaire et c'est pourquoi le comman-

dement soviétique s'offre le luxe de se tenir en dehors, mettant l'accent sur le nécessaire dialogue avec les autorités locales et annonçant, comme le fait vendredi son quotidien, l'Etoile Rouge, que la « psychose du para » est en déclin dans les régions concernées.

Plusieurs responsables baltes attirent l'attention sur le contexte international et rappellent le précédent de 1956, lorsque la crise de Suez avait « Khrouchtchev à déclencher la répression en Hongrie ».

En ira-t-il de même aujourd'hui dans les pays baltes, alors que tous les regards sont fixés sur le Golfe ? M^{me} Lauristin, présidente du Parlement estonien, ne va pas jusqu'à le dire, mais elle n'en estime pas moins que « la semaine qui vient pourrait être critique pour les pays

GRÈCE : nouvelles manifestations

Quatre morts dans un immeuble incendié par un cocktail Molotov

Trois corps ont été retirés, jeudi soir et vendredi 11 janvier, d'un immeuble incendié par un cocktail Molotov lancé au cours des violents incidents qui ont opposé manifestants et forces de l'ordre à Athènes lors d'un défilé organisé pour protester contre la mort d'un enseignant de Patras battu à mort par un groupe de militants de droite (Le Monde du 11 janvier).

Selon la police, vingt-trois membres des forces de l'ordre ont été blessés. D'après des sources médicales, une cinquantaine d'autres personnes au moins ont également été blessées. Plusieurs manifestants ont par ailleurs souffert de difficultés respiratoires provoquées par les gaz lacrymogènes.

Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes de province et à Athènes où le rassemblement a regroupé plusieurs dizaines de milliers de personnes qui protestaient contre la politique du gouvernement en matière d'éducation. Pendant toute la soirée et une partie de la nuit du jeudi 10 au vendredi 11 janvier le centre de la capitale a été transformé en champ de bataille où des jeunes lançaient des pierres contre les forces de l'ordre qui les pourchassaient.

Des voitures et des cars de police ont été brûlés, des barricades érigées et des vitrines brisées. Le porte-parole du gouvernement, M. Byron Polydoras, a rejeté la responsabilité des incidents sur l'atti-

tude des partis de gauche. L'opposition a de son côté réclamé la démission du ministre de l'ordre public, M. Yannis Vassiliadis.

Les lycéens et les étudiants ont appelé à une nouvelle manifestation, vendredi, dans le centre d'Athènes. Les syndicats d'enseignants observent de leur côté une grève pour protester contre la mort de leur collègue de Patras, qui a été suivie par la démission du ministre de l'éducation, M. Vassilis Konstantinopoulos. Le premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, et le nouveau ministre de l'éducation, M. Georges Souflas, ont lancé des appels à toutes les parties concernées pour ouvrir un « dialogue national et démocratique ». — (AFP.)

POLITIQUE

La situation en Corse

Une deuxième organisation nationaliste apporte son soutien critique à M. Joxe

L'Accolta Nazionale Corsa (ANC), organisation publique nationaliste dissidente de A Cuncolta Naziunale, a dénoncé, jeudi 10 janvier, à Ajaccio, la « mafiaisation de la société corse » imputable selon elle à un « néo-fascisme officieux et ambivalent ». L'ANC estime que « le développement de la grande et petite délinquance, en révélant la collusion d'une frange importante de gens ayant pignon sur rue avec des mafias, souligne l'ampleur prise » par ce phénomène.

« Les interventions politiques qui étouffent certaines affaires criminelles » ne sont pas faites « pour enlever le processus », ajoute l'ANC, qui demande à l'Etat d'assumer ses responsabilités « en refusant d'être simple observateur comme l'Etat italien dans l'exemple sicilien ».

L'organisation nationaliste constate que « les élus du clan ont tenté d'exploiter honteusement » les récents assassinats car « l'occasion était trop belle pour ne pas en profiter pour tirer à boulets rouges sur le projet Joxe, rendu responsable de tous les maux d'une île vouée, selon eux, à l'anarchie ».

« Les clans et la droite ont tenté pour faire reculer le gouvernement socialiste dans le but de s'opposer à toute évolution si minime soit-elle », estime l'ANC qui souligne que le gouvernement, dont le projet est jugé « trop insuffisant », « n'a pas tenu dans le piège » des « réac-

tionnaires ». L'ANC est la deuxième organisation nationaliste à apporter implicitement un soutien critique au gouvernement face à l'offensive de l'opposition pour obtenir le retrait du plan Joxe pour la Corse.

Le « canal habituel » du FLNC (qui regroupe des clandestins « progressistes » ou « modérés ») avait annoncé, le 8 janvier, un « gel total » temporaire de ses actions « militaires » avant de ne pas contribuer à la « confusion » et de couper court à tout « amalgame ». (Le Monde du 10 janvier).

Polémique entre MM. Chirac et Rocard. — M. Michel Rocard a mis en cause M. Jacques Chirac, jeudi 10 janvier au micro de RTL, en déclarant que le maire de Paris lui avait écrit « il y a trois jours une lettre d'une insolence et d'une irresponsabilité absolues ».

M. Michel Rocard a mis en cause M. Jacques Chirac, jeudi 10 janvier au micro de RTL, en déclarant que le maire de Paris lui avait écrit « il y a trois jours une lettre d'une insolence et d'une irresponsabilité absolues ».

La préparation des législatives partielles

Des responsables UDF du Rhône souhaitent soutenir M. Michel Noir

Des responsables de l'UDF du Rhône ont exprimé le souhait de soutenir M. Michel Noir et M. Jean-Michel Dubernard, candidats à leur propre succession aux élections législatives partielles du Rhône qu'ils ont provoquées par leur démission. A Paris, M. François Léotard, ancien président du Parti républicain, est venu soutenir, sur le terrain, dans le quinzième arrondissement, jeudi 10 janvier, le troisième député sortant de ces législatives partielles, M. Michèle Barzach, également démissionnaire du RPR.

LYON

de notre bureau régional

Des élus de l'UDF du Rhône souhaitent apporter leur soutien aux deux députés démissionnaires, M. Michel Noir et M. Jean-Michel Dubernard, engagés dans la campagne pour les législatives partielles. Vendredi 11 janvier, en fin d'après-midi, le bureau départemental de cette formation devait se réunir pour adopter une position. Pour M. Roger Fenech, vice-pré-

dent (CDS) du conseil régional Rhône-Alpes, et ancien suppléant de M. Noir, « l'UDF du département va se tenir à sa tradition : priorité aux sortants quand ils n'ont pas démissionné ».

Même conviction chez l'ancienne suppléante de M. Dubernard, M. Simone André, conseillère générale (PR), qui, par « cohérence », veut soutenir « ses amis qui ont pris des positions courageuses et dynamiques ». Mais la réunion, jeudi soir, du bureau départemental de son parti, n'a pas permis de dégager une position claire. Ce sont surtout les élus travaillant quotidiennement avec M. Noir qui ne veulent pas provoquer d'accroc à la solidarité municipale.

Mais d'autres responsables, comme M. Charles Millon, président (PR) du conseil régional, sont plus prudents. A plusieurs reprises, celui-ci a répété une simple formule : « L'opposition doit soutenir l'opposition ». En raison du nombre important de candidats se réclamant de la droite, elle ne satisfait pas certains membres de l'UDF.

La venue de M. François Léotard, jeudi 10 janvier, dans la circonscription de M. Michèle Barzach ajoute à la confusion.

PHILIPPE BOUCHER

Adjoint au maire de Charleville-Mézières

M. Ninitte démissionne du PCF

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

de notre correspondant

Troisième adjoint de M. Roger Mas, maire socialiste de la municipalité d'union de la gauche de Charleville-Mézières (Ardennes), M. Maurice Ninitte vient de donner sa démission du Parti communiste. Il a rejoint le Forum progressiste animé par M. Claude Liabres, ancien membre du comité central exclu du PCF en 1987 pour avoir soutenu M. Pierre Juquin.

Entré au parti à seize ans, M. Ninitte fut pendant plus de trente ans l'une des principales figures communistes dans les Ardennes. En 1985 déjà, il avait manifesté des divergences avec la direction du PCF. « Interdit de candidature au comité fédéral », il avait choisi alors d'exprimer publiquement ses désaccords et il avait réclaté un congrès extraordinaire. Proche des rénovateurs, il avait pourtant rompu avec eux lorsque M. Juquin avait décidé de se porter candidat à l'élection présidentielle. M. Ninitte entendait réformer le parti de l'intérieur. Il avait soutenu « activement », selon son propre mot, M. André Lajoie, le candidat du parti. Il pensait que « le PCF allait finir lui aussi par faire sa propre révolution ». Or, la préparation du dernier congrès lui a été ses « dernières illusions ». « Il n'y avait plus d'issue, dit-il. Aucune idée nouvelle ne pouvait se frayer un chemin dès lors que le centralisme démocratique était maintenu comme règle de fonctionnement ».

M. Ninitte n'entend se démettre ni de son mandat d'adjoint ni de ses délégations au sein de la municipalité ardennaise. M. Sylvain Dalla Rosa, nouveau premier secrétaire fédéral, élu au dernier congrès, dit ressentir cette démission « comme un coup de tonnerre dans un ciel serein ». Il a choisi d'afficher une attitude conciliante. « A partir du moment, affirme-t-il, où M. Ninitte respecte les engagements municipaux que nous avons pris devant les électeurs, il peut rester membre de notre groupe des élus communistes et républicains ». « Il est hors de question que je m'approprie au PS », indique, en écho, l'intéressé.

JEAN DUAUT

Trois disparitions

Gérard Orillard maire de Vanves

Gérard Orillard, maire RPR de Vanves (Hauts-de-Seine), est décédé, mercredi 9 janvier, à l'âge de soixante-cinq ans, des suites d'une longue maladie, dans un hôpital parisien où il avait été admis au mois de septembre dernier.

[Né le 15 mai 1925, à Tunis, Gérard Orillard avait fait toute sa carrière dans l'industrie pharmaceutique. Maire de Vanves en 1980, il a suivi du décès d'Alain Roche, il avait été réélu en 1983 et en 1989.]

Gabriel Montpied, ancien maire de Clermont-Ferrand

Gabriel Montpied, ancien maire socialiste de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), ancien sénateur du Puy-de-Dôme, est décédé jeudi 10 janvier, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

[Né le 29 septembre 1903 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), militant, Gabriel Montpied avait été un des principaux chefs des maquis auvergnats pendant la seconde guerre mondiale. Lieutenant-colonel des FFI, il avait ensuite présidé le comité départemental de libération du Puy-de-Dôme. Maire (SFIO) de Clermont-Ferrand de 1945 jusqu'à sa démission en 1973, Gabriel Montpied avait également été conseiller général du canton de Clermont-Ferrand-Nord de 1955 à 1973, et président du conseil général de 1964 à 1970. Il avait enfin été sénateur du Puy-de-Dôme de 1952 à 1974.]

Jean Zuccarelli ancien maire de Montpellier

Jean Zuccarelli, ancien maire de Montpellier, est décédé le 7 janvier, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

[Né le 31 août 1901 à Montpellier, avocat, Jean Zuccarelli avait été élu maire en 1937 à la tête d'une liste radicale, puis avait abandonné ses fonctions en 1940. Réélu conseiller municipal de Montpellier en 1946, Jean Zuccarelli avait retrouvé son fauteuil de maire de 1953 à 1959.]

JOURNAL D'UN AMATEUR

QUE ce soit pour le souhaiter ou pour le craindre, pour prédire qu'elle aura lieu ou pour prévoir le contraire, il n'est plus question que de la guerre ; sans même qu'il soit besoin de préciser que le théâtre en sera la péninsule Arabique, alors qu'il est tant d'autres conflits sur le globe qui méritent ce nom, déjà plus meurtriers que ne promet d'être, selon ce qu'affirment d'impudents experts, celui-là.

On ne voit pas comment il en irait autrement. La date du mardi 15 janvier ne le prouve pas. Les Nations unies que l'Irak n'est pas le seul à vouloir rappeler à un ultimatum basé également sur celui qui le lance et sur celui à qui il est adressé. Même si, dans le cas présent, subit du droit, l'Irak doit s'incliner avant le 15 janvier en évacuant la Koweït, cependant que ses adversaires peuvent agir après cette date en utilisant jusqu'à la force.

La différence ne peut exister quelques jours. Si le délai expire et s'éloigne sans que l'Irak s'avoue et que « la force » soit utilisée, si le statu quo demeure absolu, tous les États qui, par leurs votes, leurs déclarations, la présence de leurs armes, se sont engagés à faire céder l'Irak perdront la face. On sait combien, pour un État, de telles humiliations affectent son image pour longtemps.

Il y a donc, si la Koweït demeure cette dix-neuvième province de l'Irak, comme le désigne désormais Bagdad, une logique de guerre, sinon une obligation de la guerre, réelle, ce qui permettra, le cas échéant, à des esprits agiles de soutenir que l'Irak et lui seul a déclenché la guerre.

Mais si cela se produit, qu'en advient-il de l'embargo, présenté dès l'abord comme un irrésistible moyen de pression, pour ainsi dire, une antichambre à la guerre, mais pourvu de la même efficacité qu'elle ? Serait-ce qu'il a en réalité atteint les limites de son pouvoir, et que ce pouvoir est insuffisant ?

DANS cette crise qui dure maintenant depuis plus de cinq mois, il y aura au temps de l'embargo, puis celui de la guerre ; la période pendant laquelle il ne se passait pas de journée que ne fussent publiés « les effets de l'embargo », puis la suivante où il serait à croire que ce dernier n'a jamais été décrété tant il est maintenant rayé du vocabulaire.

Ne serait-ce pas, au contraire, alors que la guerre risque d'éclater, le moment de savoir où en est cet embargo, quelles ont été ses conséquences sur l'économie et la vie irakiennes, quelles contraintes il peut encore exercer, si elles peuvent encore être décisives et pourquoi (ce qui se passe actuellement le laissant supposer) elles ne le seront pas ?

Si tel est le constat, comment ne voudrait-on pas savoir pourquoi cet embargo a échoué ; soit qu'il faille en chercher la cause dans sa nature, insuffisante à faire reculer l'adversaire, auquel cas son efficacité aurait été, volontairement ou non, surestimée ; soit que l'échec doive être imputé aux violations dont il a été l'objet ; rien n'interdit, d'ailleurs, le cumul des hypothèses.

Si ces violations existent, de manière significative, elles ont forcément des auteurs, États, entreprises ou particuliers. Dès lors qu'une guerre est en jeu (et « guerre », même si cela paraît abstrait pour beaucoup de contemporains, ce n'est pas un mot pour rien), cela justifierait que soient publiquement désignés ceux qui auraient contribué, par esprit de lucre, ou peut-être, plutôt que par sympathie ou par solidarité avec M. Saddam Hussein, à la déclenchement. On ne serait pas autrement étonné, alors, de découvrir que ces

délinquants de haut vol sont aussi ceux qui tireront profit de la guerre. Il y a tant de précédents et l'on ne saurait être un demi-séculier.

AVANCER, alors que le monde gouvernant n'a d'yeux que pour le Golfe, que se y rassemblent des forces énormes, que la France n'est pas la dernière à fournir son contingent d'armes et de militaires, qu'elle mène, autant que les États-Unis, une activité diplomatique incessante ; alors que le vent de l'histoire déçoit agréablement les plus hautes dirigeants de la planète, pour qui la guerre est une manière de transfiguration ; avancer, donc, que le sort de la France ne se joue que très accessoirement du côté de l'Amérique Babylonienne, c'est, au choix, passer pour idiot, aveugle ou étié.

Soutenir que l'avenir du pays se gagnera, ou se perdra, du côté des banlieues parisiennes, de leurs sœurs de province et de ce qui y ressemble, dans ces zones où paraissent confinées, parquées, tous les échecs et tous les risques, sans méconnaître ce qui se passe dans les quartiers dits « beaux », c'est être accusé, à tout coup, de reprendre à son compte cette vieille opposition, effectivement infondée : la France ou les Français (1).

Embargo

Le président de la République a recommandé la création d'un ministère de la ville. Le titulaire en est M. Michel Delebarre, qui n'est pas un manchot. Il n'aurait pas été mauvais que le premier ministre s'en chargeât, comme on voyait, dans les temps difficiles pour la monnaie, le locataire de Matignon être aussi celui de l'ex-rue de Rivoli. Le symbole aurait eu du poids, et même du panache.

Ce nouveau portefeuille aurait pu tout aussi bien s'appeler « ministère des gens », et, d'ailleurs, le chef de l'Etat avait d'abord songé à un ministère de la population. Cette dénomination, qui sonnait démodé, aurait pu évoquer d'autres bêtes. Mais ce sont bien « les gens » dont il s'agit de se soucier.

Selon la norme française, plutôt généreuse, le droit à l'appellation de « ville » toute commune de plus de deux mille habitants. Il s'en compte, d'après les chiffres de 1982, 4 888, dites alors urbaines, contre 31 545, qui sont dites rurales. Les premières, compte tenu des contraintes urbaines, représentent environ deux mille deux cents agglomérations qui, à elles seules, rassemblent près des trois quarts de la population. Ce qui, soit dit par parenthèse, revient à laisser en dehors du coup le quart restant, aux approches de quinze millions de personnes, celles-là censées être épargnées par les maux du temps.

ROGUE, délinquance et décalage entre les parents sont des maux, s'engendrant et se nourrissant les uns les autres. Ils n'affectent pas que les enfants dont les parents sont issus de terres lointaines et que leur physiologie désigne. Le prétendre est un mensonge, une facilité, et le sera de plus en plus.

Tous ne succombent pas à ces maux, mais y ont vocation ; ne serait-ce que pour ne pas être marginal parmi les marginaux, pour ne pas être l'original ou le quasi-traité qui ne fume pas son joint, qui ne chapearde pas un autoradio, qui ne lance pas de pierres sur les forces de l'ordre. Sur fond de désespoir partagé, drogue et (petite) délinquance deviennent un élément de cohésion du groupe auquel il est fatal et vital d'appartenir, un signe de reconnaissance.

(1) Naturellement, l'avenir de la France n'est pas moins tenu par l'évolution de l'Europe et par les directives qui gèlent de Bruxelles. Mais ceci est un autre sujet.

Des tonnes de cendres entre Concarnéan

ON SE FAIT DES ENNEMIS DE PARTOUT



RELIGIONS

Le mensuel catholique

« Le mensuel catholique » est un mensuel de la revue « L'Esprit ». Il est dirigé par M. Jean Zuccarelli, ancien maire de Montpellier. Il est consacré à la religion et à la culture. Il est publié par la revue « L'Esprit ».

DÉFENSE

L'ETHDN organise sa session régionale

La première session régionale de l'ETHDN (École Technique de Haute Défense Nationale) se tiendra à Paris, sous la présidence de M. Jean Zuccarelli, ancien maire de Montpellier. Elle sera consacrée à la défense et à la culture. Elle est organisée par la revue « L'Esprit ».

10 Le scandale des déchets de Concarneau
La professeuse Isabelle de Bourbon-Parme incultivée

11 Le maréchal de France Lancelotti
Cinéma : « Mille ans de Vercingétorix »

12 Théâtre : Boucsein, Brecht et Horvath
Mis en scène par Stéphane Braunschweig

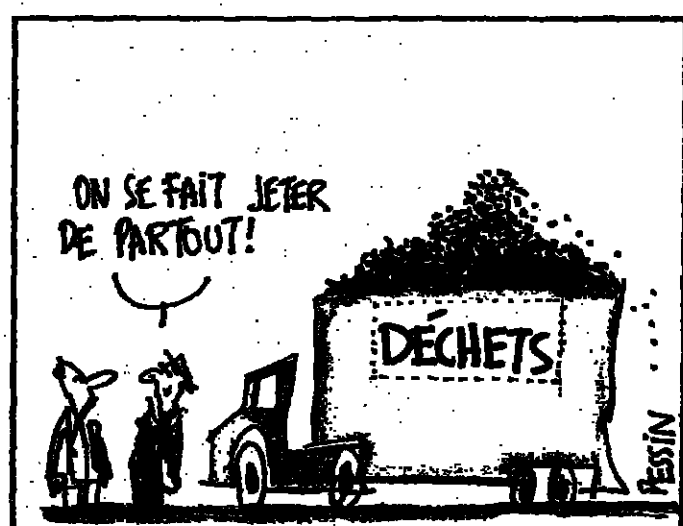
Le casse-tête des déchets industriels

Des tonnes de cendres toxiques errent entre Concarneau, Quimper et Rouen

Est-il encore possible, en France, d'entreposer des déchets industriels en lieu sûr? On peut se le demander après l'aventure survenue aux déchets de Concarneau, aujourd'hui refusée partout, y compris le 8 janvier à Rouen où se trouve la plus grande décharge industrielle de France.

L'affaire remonte à 1989, lorsque la municipalité de Concarneau s'aperçoit qu'il ne suffit pas de disposer d'une belle usine d'incinération d'ordures ménagères pour être débarrassé du laitage problème des déchets urbains. L'incinération des ordures, en effet, produit des mâchefers et des cendres (environ un tiers du tonnage brûlé) que l'on ne peut pas entreposer n'importe où, étant donnée la concentration de résidus chargés d'éléments chimiques indésirables, notamment les métaux lourds (mercure, plomb, chrome, etc.).

Pour les mâchefers et matériaux solides récupérés sous les grilles du foyer, pas de difficulté : on peut les épandre comme amendement de route ou de bâtiment. Mais les cendres recueillies après filtration au pied de la cheminée de l'usine, elles, ne sont pas utilisables. Ce matériau pulvérulent, concentré de pollution, doit être mis en décharge « de classe 1 ». Or depuis la fermeture de Montchanin (Saône-et-Loire), en 1988, il n'existe plus que deux décharges de ce type en France, dont aucune en Bre-



tagne et une seule dans la moitié sud de la France, à Bellegarde (Gard).

La ville de Concarneau expédie d'abord ses cendres à Brest, qui vient, elle aussi, de se doter d'une usine d'incinération ultra-moderne. Mais Brest, évidemment, n'en veut pas. Le chargement repart pour Elliant, dans le Finistère sud. Entreposage provisoire, qui permet de se débarrasser, entre mai 1989 et février 1990, de quelque 1 500 tonnes déposées discrètement dans le site de Keréquet, la

décharge municipale de Quimper.

En novembre dernier, le conseiller municipal Vert de Quimper, M. Alain Uguen, révèle la présence des « cendres toxiques de Concarneau » dans la décharge de Keréquet. Le maire (PS), M. Bernard Poignant, enquête auprès de l'exploitant, la société Grandjean, de Nantes, aujourd'hui filiale d'Oxygène (groupe Générale des Eaux) qui, dans un premier temps, nie. Mais après enquête, la société Grandjean doit finalement se rendre à l'évidence : 1

500 tonnes de cendres d'incinération ont été jetées en vrac au milieu des ordures ménagères. Triomphe des Verts, qui ont révélé le scandale, et mobilisation de la municipalité, qui met le gérant de sa décharge en demeure de trouver un lieu d'accueil pour ces encombrants déchets.

C'est finalement la décharge de la Fosse-Marmatine, près de Rouen, qui est retenue pour recevoir au total 2 500 tonnes de déchets (cendres et ordures mélangées). Et, le 7 janvier, un premier convoi de cinq camions de 25 tonnes se présente à la Fosse-Marmatine. Mais l'exploitant du site refuse d'accueillir les déchets de Quimper, car la décharge rouennaise arrive justement à saturation : plus d'un million de mètres cubes ont déjà été entreposés. Une demande d'extension est justement pendante, car la population et les élus riverains répugnent à prolonger ce qu'ils considèrent comme une « voracité » dans leur environnement déjà très pollué par la pétrochimie.

M. Laurent Fabius, député de Seine-Maritime, qui organise un grand colloque sur les déchets le 17 janvier à Paris, a demandé au préfet de faire diligence pour trouver une solution aux déchets de son département. En attendant, le convoi des cendres de Concarneau a rebrousse chemin pour un nouvel exode.

ROGER CANS

Le débat à l'Académie française

La nouvelle orthographe ferait l'objet d'une « période probatoire » de trois à cinq ans

Les journalistes français et étrangers étaient accourus, jeudi 10 janvier, quai Conti, où devait être tranchée la question cruciale : guerre ou paix sur le front de l'orthographe? Mais l'affiche s'est révélée trompeuse. « Je suis venu découvrir », a prévenu M. Michel Mohr, le « directeur » de la séance qui venait de s'achever. L'Académie n'a pas terminé ses discussions. Elles reprendront jeudi prochain. Il n'a pas été possible de lui faire prononcer un mot de commentaire. Guerre ou paix? Le suspense durera encore une semaine.

Dès 15 heures, ce jeudi, les fauteuils verts de la salle des délibérations que domine le portrait de Richelieu avaient accueilli vingt-neuf académiciens (sur trente-huit), soit nettement plus que les vingt-deux qui, le 3 mai dernier, avaient approuvé à l'unanimité les propositions de rectifications orthographiques proposées par leur secrétaire perpétuel, M. Maurice Druon. Cette séance de rentrée, à huis clos, comme chaque jeudi, était la première depuis le développement de la polémique. Le climat fut « très chaleureux », a-t-il été noté, « très loin des animosités qu'on imagine », selon quelques observateurs. On a procédé à un tour de table, mais à aucun vote. Toutes les opinions se sont exprimées, depuis le soutien total au projet de modifications, jusqu'à son rejet pur et simple, mais l'attitude du secrétaire perpétuel,

critiquée dans la presse, paraît avoir été préservée, certains ayant même témoigné de leur solidarité.

Soucieux de masquer leur division sur le fond et de s'exprimer d'une seule voix, les Immortels semblent sur la voie d'un accord englobant deux principes : le gel de la réforme pendant trois ou cinq ans, et le refus de la publication d'une circulaire d'application dans l'éducation nationale. Il ne s'agit pas de décréter un moratoire, puisque les nouvelles graphies pourraient être diffusées et utilisées, mais d'une « période probatoire » au terme de laquelle l'Académie trancherait, sanctionnant la prise en compte ou non de la réforme par l'usage.

Un texte dans ce sens pourrait être publié à l'issue de la prochaine réunion, jeudi 17 janvier, si un accord est trouvé sur ces principes. Un accord qui serait alors respecté par le gouvernement, soucieux de respecter l'avis des Immortels. Ainsi seraient sauvegardées les apparences, puisque l'Académie ne renierait pas formellement son vote du 3 mai. Mais la réforme, privée de tout caractère officiel pour les enseignants, aurait toutes les chances d'être enterrée en douceur. A la manière des rectifications proposées en 1975 par l'Académie, qu'elle a elle-même annulées neuf ans plus tard, au motif qu'elles n'étaient pas entrées dans les mœurs.

PHILIPPE BERNARD

L'Ouest saturé de nitrates

Cent vingt-six communes de l'Ouest de la France sont en état d'alerte depuis le 10 janvier parce que les abondantes chutes de pluie de ces derniers jours ont fait remonter le taux de nitrates à un niveau inacceptable pour la consommation des rivières et des femmes enceintes. Dans le seul département de la Mayenne, quatre-vingt-dix communes sont touchées, y compris les villes de Laval, Mayenne et Château-Gontier.

Les autres départements atteints sont la Loire-Atlantique (seize communes), l'Ille-et-Vilaine (neuf communes), les Côtes-d'Armor (une commune) et la Sarthe. Certains quartiers de Quimper ont aussi dépassé le taux de 50 milligrammes de nitrates par litre, qui est la limite de potabilité fixée par le ministère de la santé. La montée des taux de nitrates est maintenant attendue dans tout le Finistère.

Records de chaleur

La température terrestre moyenne a été, en 1990, la plus élevée depuis cent ans environ. Les relevés météorologiques systématiques et fiables n'ont commencé à être faits que vers la fin du dix-neuvième siècle. C'est ce que viennent de montrer des études faites conjointement par le British Meteorological Office et la NASA. La température moyenne de la Terre a été, en 1990, supérieure de 0,39°C à la moyenne trentenaire de 15,11°C calculée pour la période 1951-1980. Le record de l'année dernière dépasse ainsi (très légèrement) les records précédents établis - par ordre de valeurs décroissantes - en 1988, 1983, 1987, 1944, 1989 et 1981.

Faut-il incriminer l'augmentation régulière de la teneur de l'atmosphère en gaz carbonique, méthane et autres gaz ayant un effet de serre produits par les activités humaines? Bien entendu, les experts pensent à cette cause anthropogénique. Mais ils n'excluent pas l'hypothèse d'une variation purement naturelle comme il s'en est déjà produit dans le passé et que l'on ne sait pas encore expliquer.

D'autre part, les températures relevées le 10 janvier à Strasbourg (17,4°C), à Colmar (19,9°C) et à Clermont-Ferrand (19,9°C) ont pulvérisé les records de tous les 10 janvier pour la période commençant en 1921 en Alsace et en 1923 en Auvergne.

RELIGIONS

Divergences au sein du mouvement Commun et Libération

Le mensuel catholique « Trente jours » se saborde

La « dérive politique » des deux derniers numéros du mensuel catholique italien Trente Giorni, proche du mouvement Commun et Libération, ayant été jugée « intolérable » par son éditeur français, la publication en France de Trente Giorni dans l'Eglise et dans le monde a été définitivement arrêtée. Un article « aux relents antisémites », consacré au cardinal Lustiger, a achevé de consommer la rupture.

La couverture parle d'elle-même. La cathédrale de Paris s'enlève dans les sables d'un désert fictif. Le dossier principal du numéro de décembre du mensuel italien Trente Giorni s'intitule « Notre-Dame-du-désert » et stigmatise le « catholicisme de pure façade », le « christianisme décliné, invisible et surtout ennuyeux » de l'Eglise de France. « Peut-être, quelques chrétiens de droite, peut-être, s'ils avaient eu, comme archevêque, saint Pierre lui-même, auraient-ils découvert avec horreur qu'il était aussi juif. Mais sûrement tous

auraient pu découvrir que le juif Pierre (...) était porteur d'une espérance que n'a pas le cardinal ».

Déjà, en novembre, la version française de Trente Giorni (Trente jours dans l'Eglise et dans le monde) avait été suspendue, sur ordre de son éditeur français F Média (Famille chrétienne, France catholique, Famille Espérance). Un article sur les élections présidentielles en Pologne y était considéré comme « partial » et « très favorable à M. Lech Walesa ». Ce qui n'empêcha pas l'éditeur italien de Trente Giorni de prendre l'initiative unilatérale d'envoyer en France un numéro « pirate ».

En fait, en acceptant voilà trois ans de collaborer avec l'équipe italienne de Trente Giorni, les éditeurs français avaient pour projet de « constituer une équipe internationale ». La version française comprenait d'ailleurs déjà à hauteur de 20 % une production rédactionnelle qui lui était propre. Tandis que les éditions étrangères, en anglais, en espagnol, se multipliaient.

Mais, de fait, de substantiels changements à la direction et à la rédaction de Trente Giorni durant l'été 1990 ont imposé une ligne

politique plus conservatrice, marquée par la branche romaine du mouvement Commun et Libération. Le président du conseil d'administration de la société éditrice de Trente Giorni, M. Marco Bucarelli, est également vice-président du Mouvement populaire, la branche politique de Commun et Libération.

Fondée en 1969, reconnue officiellement en 1982 par le Saint-Siège, Commun et Libération est un véritable Etat dans l'Etat démocrate-chrétien. Bien que prônant le retour aux valeurs fondatrices du catholicisme, il n'est déjà plus trop en odeur de sainteté au Vatican depuis la publication, en 1990, par les dirigeants du mouvement, d'un Livre blanc contre toute une série de casques démocrates-chrétiens jugés trop à gauche (Le Monde du 2 septembre 1989).

La suspension définitive de l'édition française Trente jours pourrait entraîner dans sa chute d'autres éditions étrangères (un différend rédactionnel, entre autres, avait déjà opposé les Américains aux Italiens) et marginaliser, à terme, la branche romaine de Commun et Libération.

JEAN-MICHEL DUMAY

DÉFENSE

Avec des stagiaires de l'Ile-de-France

L'IHEDN organise sa première session régionale à Paris

Pour la première fois depuis 1954, l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) organise à Paris une session régionale, en province, entre le 14 janvier et le 7 mars, près de quatre-vingts participants choisissent les activités qu'ils exerceront dans la région de l'Ile-de-France.

Désignés par le ministre de la Défense, proposés par leur administration d'origine ou choisis par les préfets des départements intéressés, ces stagiaires étudieront la défense militaire de la France et les aspects non militaires de la défense, sous la direction de plusieurs conférenciers venus d'horizons très différents. La plupart des exposés auront lieu à la Sorbonne. Il est prévu que les stagiaires visitent des installations militaires, comme le 6^e régiment de cuirassiers (à Orléans), la Garde républicaine et la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, l'école de la

gendarmerie (à Fontainebleau), ainsi que des chasseurs de mines (au Havre).

Outre les sessions nationales qui durent neuf mois, l'IHEDN, qui est chargé d'apporter une information de défense à des cadres civils et militaires choisis dans toutes les branches d'activités du pays, organise des sessions régionales au profit d'auditeurs civils et militaires en province. C'est en 1954 que la première session régionale fut instituée à Alger, lorsque l'Algérie (non indépendante) était constituée en départements français. C'est la première fois qu'une session régionale - ce sera la cent cinquantième du genre - est organisée pour l'Ile-de-France, avec l'accord de M^{me} Michèle Gendreau-Massol, recteur des universités de Paris.

SCIENCES

L'Europe met à l'étude un projet de vaisseau de ravitaillement spatial

L'Agence spatiale européenne vient de passer un contrat de 1,4 millions de francs à trois industriels européens, Aérospatiale (France), British Aerospace (Grande-Bretagne) et Space Applications Services (Belgique), pour l'étude d'un vaisseau spatial automatique de transport destiné au ravitaillement en orbite de structures habitées.

Cet engin, baptisé LOVE et qui s'apparente par son concept aux vaisseaux soviétiques inhabités Progress, ne devrait pas voler avant le prochain siècle. A cette date, il devrait alors desservir la future structure spatiale habitée EMSI que projette l'Europe.

Ce nouveau projet devrait en principe voir le jour après le programme Columbus qui doit donner lieu à la greffe d'un module habité européen sur la station spatiale américaine Freedom.

Référendum pour une maternité dans la Marne

Naître au pays

SAINTE-MENEHOULD
de notre envoyée spéciale

Le 31 décembre 1990, un dernier bébé est né à la maternité de Sainte-Menehould (Marne), ancienne capitale de l'Argonne. Aujourd'hui, les portes de l'établissement sont closes et les futures mamans vont accoucher dans les hôpitaux de Verdun ou de Châlons-sur-Marne, situés (un et l'autre) à une quarantaine de kilomètres de cette petite ville de 5 400 habitants. Suspendu par un arrêté préfectoral pour des raisons de sécurité, le service de gynécologie-obstétrique, après quarante ans d'existence, aurait fait son temps. Une décision qui est loin de faire l'unanimité.

Tendue en travers de la façade du centre hospitalier, une banderole appelle à la résistance : « Sauvez la maternité. Votez le 13 janvier ». Ce dimanche, en effet, les 11 400 électeurs des soixante-sept communes de l'arrondissement sont invités à se rendre aux urnes pour se prononcer sur le maintien des services hospitaliers de Sainte-Menehould.

Avec moins de 300 accouchements par an - seuil minimal fixé par une circulaire du ministère de la santé de mai 1988 - la maternité était en mauvaise posture. En septembre dernier, une enquête menée par la commission technique régionale de la naissance de Champagne-Ardenne avait conclu qu'elle ne pourrait « probablement jamais réunir un plateau technique et un personnel médical suffisamment nombreux pour garantir un environnement de la naissance présentant les garanties de sécurité que les parturientes ont en droit d'exiger en 1990 ».

Cent trente-quatre accouchements

En prenant son arrêté de suspension, le 27 décembre, le préfet de région a invoqué l'absence d'un poste permanent de gynécologue-obstétricien et de médecin anesthésiste au centre hospitalier.

Pourtant, avec 134 accouchements en 1990, la maternité a

assuré près des trois quarts des naissances de l'arrondissement. Le docteur Xavier David, président de la commission médicale d'établissement, fait remarquer que « toutes les précautions sont prises. Les cas difficiles sont adressés aux centres hospitaliers de Châlons-sur-Marne ou de Verdun. En revanche, nous craignons, avec la fermeture de notre maternité, une recrudescence des accouchements à domicile et un moins bon suivi des grossesses ».

Outre l'organisation du référendum, le maire de Sainte-Menehould, M. Robert Gautier, a déposé, le 9 janvier, au tribunal administratif de Châlons-sur-Marne, une demande de sursis à exécution et un recours en annulation contre la décision du préfet, qu'il juge sans base légale.

« Tous les services publics menacés »

« A terme, ce sont les services actifs de l'hôpital, et principalement la chirurgie, qui sont menacés. Les services de l'Etat veulent réorienter notre hôpital vers l'hébergement de long et de moyen séjour avec un service d'urgence développé qui oriente les malades vers les centres hospitaliers plus importants, explique M. Robert Gautier. Au-delà de l'hôpital, ce sont tous les services publics qui sont menacés. On nous a supprimé une ligne SNCF voyageurs, la gare marchandises. Il a fallu se battre pour le maintien de la gendarmerie, du centre des impôts et de la sous-préfecture. On ne fait ainsi qu'aggraver les difficultés de la région ».

Au ministère de la santé, on remarque en effet que le projet de restructuration de cet hôpital est axé sur le long et le moyen séjour, avec un service d'urgence renforcé, en fonction des besoins réels de la population. Mais, selon une circulaire du 10 septembre 1990 adressée aux préfets et aux directeurs d'établissement, le ministère indique que 102 maternités publiques réalisant moins de 300 accouchements annuels sont concernées par de telles mesures de restructuration.

MARTINE LARONCHE

CULTURE

THÉÂTRE

Histoires du soldat, histoire de solitudes

Büchner, Brecht et Horvath sont les « Hommes de neige » choisis par Stéphane Braunschweig pour sa trilogie allemande

Un garçon frêle court autour de la Terre. A côté, un couple un peu satimbanque, un peu clochard, perdu à l'écoute d'une musique intérieure esquisse quelques gestes de danse. La Terre est une tente blanche, circulaire, au-dessus de laquelle apparaît une bonimenteuse enfantine, noire d'œil, de cheveux, de maillot. Et puis la tente s'ouvre, dévoile un plancher et quelques échafaudages de bois, un pendule suspendu qui sert à régler les lumières. C'est tout. C'est dans ce dispositif à transformations de Frédéric Rebuffat que va se jouer *Woyzeck* de Büchner, et *Tambours dans la nuit* de Brecht, et *Don Juan revient de guerre* de Horvath, trois histoires de soldat, une trilogie composée par Stéphane Braunschweig (Le Monde du 27/28 mai 1990) qu'il a rassemblées sous le titre les Hommes de neige - « Des hommes irrécupérables et dont on voudrait qu'ils fondent », dit-il.

Le soldat Woyzeck est un innocent ballotté entre le paternalisme méprisant de supérieurs hiérarchiques qui l'utilisent comme cobaye, et une femme qui rêve d'un peu de bonheur. Il sera Marie, elle l'aura trompé avec un bel officier, il sera jaloux, mais ce n'est pas tout. Woyzeck court autour de la Terre, autour de la raison logique, d'une réalité toute proche mais qui se dérobe, et quand il s'y heurte, c'est pour prendre conscience qu'il n'appartient pas à ce monde-là. Son ami André lui tend la main, Marie également, mais à chaque fois, il est rejeté vers le pourtour.

Stéphane Braunschweig installe avec une tranquille obstination le « décentrage » de son héros et sa course vers un « enfer glacé », vers la sérénité de son univers enfin atteint, la mort évidemment. Sur le corps, sur le cou de Marie, avec son couteau il dessine la mort. Marie repose sur ses genoux, pour lui seul dans sa robe rouge. Soudain, les autres ont disparu de la conscience. Il a rejoint son point d'ancrage et s'y enfonce, comme

dans une bulle transparente. Insidieusement, le spectateur a été entraîné au dedans de cet esprit « irrécupérable ». On suffoque dans cette ambiance liquide, agitée de remous doux et profonds. On participe à la vision hallucinatoire et somnambulique de Woyzeck, créatrice d'images dépourvues, moribondes, incroyablement belles. On sort fortement impressionné, oppressé, de ce spectacle dont Stéphane Braunschweig dit qu'il est « positif, dans la mesure où la déarticulation de cette pièce, construite en fragments, permet de ne pas traiter le meurtre comme l'aboutissement d'un drame - puis-que la continuité est absente - mais comme le dépassement de ce drame. On peut alors le magnifier, en faire un acte de beauté ».

Sur le modèle des « Molière » de Vitez

Stéphane Braunschweig est un intellectuel (Normale sup, maîtrise de philo, DEA à l'école des hautes études en sciences sociales), « arrivé tard, dit-il, au théâtre ». Mais comme il a vingt-six ans, qu'il a fondé sa compagnie en 1984, qu'il a sept productions à son actif, plus de dix autres en tant qu'assistant, plus des directions de stages, on ne peut pas dire qu'il a perdu beaucoup de temps. Il a suivi les cours d'Antoine Vitez à Chaillot en 1987 et 1988 - de là viennent également ses comédiens recrutés. Il est un parfait disciple dans le sens où ses spectacles ne ressemblent pas à ceux du maître, mais lui doivent beaucoup : l'acharnement à refuser l'évidence, à creuser les textes jusqu'à atteindre des zones insoupçonnées, et cette idée de ne pas enfermer une pièce dans une série de représentations, mais de l'ouvrir sur une suite - ainsi envisage-t-il de monter *Le Cercle de Tchekhov* et *Mère Courage* de Brecht.

La trilogie des Hommes de neige, sur le modèle des « Molière » de Vitez se joue avec les mêmes



« Don Juan revient de guerre », de Odon von Horvath

comédiens, dans un dispositif unique, mais scénarisé de façon différente pour chaque pièce, en perpétuel mouvement comme s'il s'agissait d'un parcours le long d'un labyrinthe plein de détours inattendus, de portes piégées, de chausse-trappes... Stéphane Braunschweig ne connaît pas la ligne droite, pratique un théâtre qui met en concurrence, en conflit, en relief et les éléments du texte et ses prolongements.

Chronologiquement, *Woyzeck* vient en premier. Le second volet est *Tambours dans la nuit* où l'on voit le soldat revenir après quatre ans de guerre « tout mal chaussé, tout mal vêtu » comme dans la chanson, juste au moment où sa fiancée Anna, qui s'est mariée, accepte de se marier avec un planqué dont elle est enceinte. Entre des rideaux brechtiens déli-

mitant des espaces mouvants, toute cette partie qui tourne en décision la comédie bourgeoise est superbe dans ses distorsions, dans le dessin tranchant des gestes, des comportements, dans les brutales variations d'éclairages - jours blafards, plaques de lune rouge.

L'histoire se passe au moment où les spartakistes tentent de prendre le pouvoir et ont investi le quartier des journaux. Un moment d'incertitude dans lequel personne ne parvient à se situer. Brecht non plus, semble-t-il, et la pièce devient floue. Stéphane Braunschweig ne fait rien pour la rendre plus nette. Il joue au contraire les hésitations « pour anticiper la période didactique de Brecht, comme s'il en pressentait la nécessité sans en maîtriser les formes. Ce qui correspond à la situation des spartakistes qui ont voulu engager la révolution

avant que les masses soient prêtes, d'où leur échec... Ce serait une analyse possible de la part de Brecht ».

Tambours dans la nuit s'achève sur une désagréation, comme un dernier soupir. Le troisième volet de la trilogie, *Don Juan revient de guerre*, où l'on voit le soldat revenir dans un monde de femmes privées d'hommes, est carrément un voyage au pays des morts.

Une descente aux enfers

Horvath a écrit ainsi sa pièce, rarement jouée et pourtant splendide. Le soldat part en quête de sa fiancée, et déjà l'on sait qu'elle est morte depuis deux ans dans un asile. Il est un survivant en quête d'un fantôme, mal venu dans cette société finie, mutilée, humiliée, par laquelle il se laisse manipuler, suc-

comant sans désir aux séductions du sexe et de l'argent, accusé d'être un affreux capitaliste et un suborneur de filleule.

Don Juan revient de guerre joue du théâtre dans le théâtre. Il n'y a pas assez de comédiennes dans la compagnie pour tenir les treize-cinq rôles de femmes. Les comédiens masqués, travestis, prennent leur part - comme les comédiennes peuvent jouer des personnages masculins - avec un décalage de grotesque expressionniste, sans tomber dans l'outrance parodique. Le plancher est devenu une petite scène dont le cadre se modifie au long du spectacle. L'espace tout entier en semble rétréci. L'ambiance de déraison désespérée, violente, rappelle Edgar Poe, c'est absolument splendide.

Stéphane Braunschweig analyse son travail à partir du théâtre, il pourrait remplacer le mot par « amour » ou « sexe » et on aurait une même trilogie de la solitude et de la peur, une descente aux enfers arides de l'absence. Ce garçon au visage glabre, à qui on donnerait quinze ans, possède une rare intelligence de la scène, une étonnante cohérence de pensée. Il a le sens du groupe, les acteurs jouent ensemble, la même chose, de sorte qu'il n'y a pas de fossé entre eux (1). Surtout il sait transcrire un monde étrange, inquiétant, vertigineux, le sien, bien à lui.

COLETTE GODARD

(1) Cyril Bonboirel, Yann Joël Colin, Catherine Fourty, Isabelle Gouard, Flore Lefèvre des Nôbles, Eric Louis, Gilbert Marcantoni, Alexandra Scieluna, Agnès Sourdilou, Nadia Vonderheyden.

► Théâtre de Gennepvillers. *Woyzeck* mardi et mercredi à 20 h 30. *Tambours dans la nuit*, jeudi, vendredi, à 20 h 30. Samedi 17 heures. *Don Juan revient de guerre*, samedi à 20 h 30, dimanche à 17 heures. Jusqu'au 17 février. Tél. : 47-93-26-30.

CINÉMA

La femme au portrait brisé

« Milena », de Véra Belmont, tente de reconstituer la vie et l'époque de Milena Jesenska

Prague 1945. Sur le quai de la gare, parmi la foule qui attend le retour des déportés, un vieil homme et une petite fille. Il porte une grande pancarte avec une photo de Valérie Kaprisky. Au-dessous, la mention : « Connaissez-vous cette femme ? » La femme en question c'est, bien sûr, Milena.

Milena Jesenska est morte à Ravensbrück le 17 mai 1944. Elle est entrée dans l'histoire littéraire par la petite porte, au titre de sa liaison épistolaire avec Kafka, et a connu une reconnaissance récente, grâce à plusieurs publications (1).

Les premières images du film de Véra Belmont annoncent ce qui va se produire : pas plus qu'elle ne descendra du train, Milena n'apparaîtra sur l'écran de *Milena*. Mais en vrac et en miettes le portrait d'une jeune fille rebelle aux conventions familiales et sociales, les émois du cœur, du corps et de la plume, l'évocation de la Mitteleuropa cultivée dansant au bord de l'abîme, la dénonciation de l'antisémitisme endémique devenant virulent dans les années 30.

Le temps d'un éclair, la réalisatrice réussit pourtant, avec une sorte de joie gamine, la scène (inventée) de l'évasion de Milena hors de l'asile où son père l'avait fait enfermer pour empêcher sa liaison avec l'intellectuel juif Ernst Polak - son futur premier mari. Elle se tire sans trop de dommages

de l'écueil majeur qu'était la rencontre avec Kafka, en semblant faire sienne l'hypothèse de Philippe Sollers : « On ne veut rien savoir de Kafka » (2). Hormis une embarrassante scène d'hystérie, elle le laisse dans l'ombre, réduit à une silhouette, et c'est aussi bien.

Mais l'internationalisme des coproducteurs, le casting cosmopolite, toute la machine de fabrication, veut d'autres fastes : reconstitution tapageuse et convulsive des cafés viennois des années 20, images d'Épinal de la grève des mineurs de la Sarre où Milena part en reportage. Tout un poids de clichés carrément gênant quand il s'agit d'évoquer la montée du nazisme.

Valérie Kaprisky se démène. Un coup d'œil suffit pour savoir qu'elle n'est pas Milena. Peu importe qu'elle soit plus jolie, elle est surtout, à l'évidence, d'une autre planète, apparue beaucoup plus récemment, où la pesanteur des ressorts qui ont pu animer la traductrice de Kafka lui sont étrangers. L'actrice se dépense pourtant sans compter, dans un rôle-performances qui couvre vingt années, où elle doit être tour à tour enfant gâtée, égarée révolutionnaire, amante torride, garçon manqué, femme déçue, déçue, cancére, infirme... Avec une bonne volonté manifeste, elle s'abandonne à tous ces emplois.

Le résultat est curieux. Privée de la possibilité de donner une unité à son personnage - puisqu'elle n'est pas Milena - elle laisse la trace d'un être multiple, éclaté, intrigant à force de volatilité. Contre la référence au modèle historique, et malgré les lourdeurs de la reconstitution, elle creuse une interrogation troublante. Mais c'était un autre film.

JEAN-MICHEL FRÉDON

(1) *Milena*, biographie par Margarete Buber-Neuman, qui fut sa compagne de camp (Seuil). *Père*, recueil de ses articles publiés par Lien Commun. *Vie de Milena*. De Prague à Vienne, écrit par sa fille, Jana Cesna (Mares Sell).

(2) Dans la revue *l'Infini*, numéro 32.

MUSIQUES

La musique au pluriel

Suite de la première page

La mise de la ville de Fontenay (40 000 francs) est alors doublée par le conseil général, triplée par la direction de la musique. Voilà pour l'apaisement. Et pour dans quinze minutes, la mine incrédule des inspecteurs de la musique et des producteurs de radio, venus voir ces banlieusards fous et repartis quelque peu déçus par leur succès. Cinq concerts à Fontenay en 1987 ; le conseil général envisage de doubler d'autres villes ; Michel Thion est nommé délégué départemental à la musique ; les deux postes et demi que la délégation finançait à cette date sont sept aujourd'hui.

1988 : le principe du rayonnement est acquis, et pas seulement au profit des municipalités de gauche (Maisons-Alfort sera touchée). Cela, à la condition que les subventions du Val-de-Marne continuent d'aller aux villes du département. Neuf concerts dans cinq villes, 700 000 francs environ de budget. L'argent général s'aggrave dans quinze villes, pour 1,1 million de francs en 1989. Quarante-cinq spectacles, dans vingt villes, pour 1,7 million de francs en 1990. Les soixante événements de l'édition 1991 correspondent à un budget inséré de 2,7 millions de francs. Un budget qui pourtant, souligne Michel Thion, serait plus réconfortant si l'Etat « ne dispensait pas que des bonnes paroles » (la part des subventions de la Direction de la musique y avoisine 10 %, soit 250 000 francs ; le budget alloué à l'ensemble des festivals de création est de 5,5 millions de francs, dont 2,5 millions de francs pour le seul Musica de Strasbourg).

La place que Futurs Musiques s'est faite dans le métier tient à la liberté que ce festival alternatif s'est donnée de passer commande à des compositeurs coupés des réseaux centralisés ; comme à celle d'accueillir les projets de groupes qui, à cheval entre deux étiquettes, ont du mal à exister (le groupe Accroche note dans du cabaret contemporain, le trio Pied de poule et ses drôles de chansons, le trio Ces messieurs avec l'Orchestre national de jazz).

La supériorité particulière, non institutionnelle, de ce festival, procède aussi de la simplicité peu française de ses méthodes de tra-

vail : « On arrive avec nos idées de productions dans notre cabas, les municipalités font leur marché, énoncent leur choix. On dispose d'un régisseur technique, d'une chargée de production, d'une administratrice, qui se chargent de l'établissement des contrats, des premiers problèmes d'organisation. Après, le travail sur le terrain, c'est eux qui le font ».

Le festival Futurs Musiques n'est pas né à proprement parler de l'urgence contemporaine à l'école néo-sérieuse, ni dans le seul but d'exploiter le créneau à la mode de la new wave. Son directeur fait simplement remarquer que l'époque est révolue où « l'on balançait six créations après deux répétitions et une générale ». Propagateurs de la musique du siècle, un peu d'attention aux publics, un peu de tolérance aux diversités, un peu de diplomatie dans la décentralisation !

ANNE REY.

► Le festival Futurs Musiques 1991 commence le 12 janvier par un concert Gershwin à l'Orly (21 heures), et à 20 h 30, à Champigny, par un spectacle « Musique à voir » consacré à des œuvres de Gérard Buquet et Claudy Malherbe, spectacle repris les 15 et 16 à Bagnolet. Tél. : 48-86-87-37.



SAMEDI 19 JANVIER 20H30

DARIUSH TALA'I

1er et 2nd

DJAMCHID CHEMIRANI

zorb

musique d'Iran

LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

Le chant des Aurès

La chanteuse berbère Houria Aïchi est pour un soir au Théâtre de la Ville

Houria Aïchi pratiquait l'art vocal comme une seconde nature. Les mariages, cérémonies religieuses, fêtes rituelles de sa ville natale, Batna, chef-lieu des Aurès, étaient rythmés par les chants de ses grands-mères, de sa mère. Puis vint le tour d'Houria, qui, aux premiers frémissements de l'âge entendus dans les maisons avoisinantes, s'en allait chanter, le bédouin sous le bras, ce grand tambour circulaire tendu de trois fils perdus pour en accentuer la vibration. Etudiante en sociologie à Constantine, puis à Paris, où elle arrive un jour de 1970, la jeune berbère des Aurès continua longtemps de se souvenir, « en aveugle », des mélodies et des rythmes appris dans son enfance.

« J'ai eu envie de devenir chanteuse professionnelle lorsque j'ai décidé de faire ma vie ici, en France, et non plus en Algérie », explique aujourd'hui Houria Aïchi. Retrouvailles nécessaires avec des racines dont elle ne pouvait supporter qu'elles aillent à vau-l'eau. Invitée « par hasard », en 1984, dans un festival alors consacré aux voix de femmes, elle découvre que sa présence sur scène la ramène étrangement au plaisir des fêtes de Batna. Mais la mémoire des générations ne lui a transmis que des bribes de ces poèmes épiques et de ces longues mélodies.

Houria Aïchi, devenue professeur de sociologie à Boulogne-Billancourt, en a recherché les chaînes manquantes à la Sorbonne et au Musée de l'homme. Une thèse de Jean Servier consacrée au chant féminin dans les Aurès éclaire sa lanterne, mais les quarante rouleaux de cire - inaudibles - résultat d'une collecte effectuée dans les années 30 par Thérèse Rivière, ne lui sont d'aucun secours. Houria recueille patiemment les morceaux de cette tradition éteinte et, grâce à une tournée mondiale produite par le

Womad, le label anglais, référence en matière de world-music, entame une carrière qui la ramènera à Alger en 1989, au Mouqarrar.

Avec cette belle voix étirée en souplesse, haute et palmodienne, Houria Aïchi ajoutera à son répertoire habituel (1) des chants puisés à la source, à Batna. Elle y a réalisé six heures d'enregistrement avec les femmes de son quartier, au printemps dernier, juste avant de monter un très joli spectacle, pour le Festival de Nantes, avec l'Espagnole Equidada Barés, interprète de la tradition juive de son pays. Saïd Nissia, qui l'accompagne sur la scène du Théâtre de la Ville, fut berger en Kabylie, puis ouvrier en France. Il fabrique aujourd'hui des flûtes en roseau où passe un souffle comparé à un vent sur les pentes des Aurès. bte au Théâtre de la Ville, 12 janvier, à 18 heures. Tél. : 42-74-22-77.

VERONIQUE MORTAIGNE

(1) *Chants de l'Aurès*, un CD Audiodis Ethnic 86749.

► Théâtre de la Ville, le 12 janvier, à 18 heures. Tél. : 42-74-22-77.

Pour fêter 1991

le théâtre international de langue française

Présenté par le Théâtre de la Ville

3 visages de femme

Pascale ROZE

« Tolstoï la nuit »

Lisette MALIDOR

« Amou Toujou »

Fatima GALLAIRE

« Les Coépouses »

17 - 18 - 19 janvier

Théâtre de la Ville

17 - 18 - 19 janvier

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCRETS

JOSEF SUK

Violon

JOSEF HALA

Piano

BRAHMS, J. SUK, BEETHOVEN, MARTINI, SMETANA

NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD 73, rue Mouffetard, 5

Mardi 15 janvier 20 h 30

Loc. Tél. 43-81-11-88 (p.s. Valma-Int) Kango.

SPECTACLES

VENDREDI 11 JANVIER

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALEIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
Aldo Fabrizi : Emigrante (1948, v.o.), d'Aldo Fabrizi, 16 h ; Carie blanche à Gérard Courant : Tramp Tramp Tramp (1926, v.o.), d'Harry Edwards et Harry Langdon, 19 h ; Gérard Courant : She's a very nice lady (1982), de Gérard Courant, 21 h ; Carie blanche à Gérard Courant : Cinéma (1978-1987), de Gérard Courant, 14 h 30.

PALEIS DE TOKYO
(47-04-24-24)
Chieko Ryu : 60 ans de cinéma : l'Asiatique vadette (1937, v.o., s.t. anglais), d'Hiroshi Shimizu, 18 h ; le Frère aîné et sa sœur cadette (1939, v.o., s.t. anglais), de Y. Shimazu, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Zavattini : Un jour dans la vie (1948, v.o.), d'Alfred Hitchcock, 14 h 30 ; Pour l'amour du ciel (1951), de Luigi Zampa, 17 h 30 ; Nous les femmes (1953, v.o., s.t.), d'A. Gurni, G. Francolini, R. Rosellini, L. Zampa, L. Visconti, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles
(40-26-34-30)

Paris qui chante : Chevalier : Maurice de Paris (1950) de Jean-Paul Sassy, Maurice de Paris (1950) de Jean-Paul Sassy, 14 h 30 ; Hymne de György Székely : Les Sœurs de Charlene Dupas (1979) de Joseph Morder, Encore (1988) de Paul Vecchiali, 18 h 30 ; Bécassins : Bécassins (1988) de Christian Menant, Accidents Gaumont, Bécassins (1984) d'Igor Barrère, 18 h 30 ; Refrain : Bande annonce : Dans les rues (1933) de Victor Trivas, 14-Juillet (1932) de René Clair, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (v.o.), d'A. V. : Les Trois Belles, v.o., d'A. V. : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Paris (1910), d'A. V. : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; L'Angillon de La Mort (Jap., v.o.), 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-81).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), d'A. V. : 42-78-47-88 ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.o.) : Le Barry Zibor, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

BOUGE PAS, MEURS, RESUSCITE (Sou., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; George V, 9 (45-82-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Latina, 4 (42-78-47-88) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

CHÉRIE, J'AI RETRACÉ LES GOSSES (A., v.o.) : Club Gaumont (Publicité Matignon), 9 (43-59-31-97) ; République Cinéma, 11 (46-05-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-84-48-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE (Fr.) : Pantillon, 6 (43-54-15-04).

CHRISTIAN (Fr.-Dan., v.o.) : Reflet Logos, 11 (43-54-42-34).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15 (45-84-48-85).

LA CITÉ DES DOULEURS (Cin., v.o.) : République Cinéma, 11 (46-05-51-33) ; Danfert, 14 (43-21-41-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-95-40) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-32-20).

DAMES GALANTES (Fr.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

DANCING MACHINE (Fr.) : Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-06).

LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-87-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Favertte, 13 (43-31-58-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-94-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-82-42-27) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-39-10-86).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : Sept Parnasses, 14 (43-20-32-20).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : République Cinéma, 11 (46-05-51-33) ; Danfert, 14 (43-21-41-01).

GASPARD ET ROBINSON (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

GHOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danon, 6 (46-33-10-82) ; UGC Normandie, 6 (45-82-41-48) ; UGC Biarritz, 9 (45-82-41-48) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-32-20) ; v.o., d'A. V. : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40).

UGC Montparnos, 6 (45-74-95-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-80-33) ; Favertte, 13 (43-31-58-88) ; Pathé Clichy, 19 (45-22-47-94).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Latina, 4 (42-78-47-88) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Elysées Lucien, 8 (43-59-36-14).

HALFAOUIE (Fr.-Tun., v.o.) : Sept Parnasses, 14 (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (Fr., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

L'HOMME AU MASQUE D'OR (Fr.) : Forum Opéra Express, 1 (43-33-42-26) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÈTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

LACENAIRE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-95-40) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (45-82-41-48) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59).

LES FILMS NOUVEAUX

CERTAINES NOUVELLES, Film français de Jacques Davia : L'Enfant, 14 (45-43-41-63).

DESPERATE HOURS (v.o.) : Film américain de Michael Cimino, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 6 (45-82-41-48) ; UGC Champ-Élysées, 8 (45-82-41-48) ; v.o., d'A. V. : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-95-40).

L'EXORCISTE LA SUITE (v.o.) : Film américain de William Peter Blatty, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; v.o., d'A. V. : Pathé France, 9 (47-42-80-33) ; Favertte, 13 (43-31-58-88) ; Pathé Montparnos, 14 (43-20-32-20) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Gambetta, 20 (46-39-10-86).

L'EXPERIENCE INTERDITE (v.o.) : Film américain de Joel Schumacher, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-36-14) ; UGC Normandie, 6 (45-82-41-48) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-95-40) ; v.o., d'A. V. : UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-95-40) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Gambetta, 20 (46-39-10-86).

LE MYSTÈRE VON BULOW, Film américain de Barbet Schroeder, v.o. : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-95-40) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (45-82-41-48) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-95-40) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Gambetta, 20 (46-39-10-86).

MR AND MRS BRIDGE, Film américain de James Ivory, v.o. : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; Publicité Saint-Germain, 6 (42-22-72-82) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-94-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-95-40) ; Biennvenue Montparnos, 15 (45-44-26-02) ; UGC Marliot, 17 (40-68-00-18) ; v.o., d'A. V. : Gaumont Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Gambetta, 20 (46-39-10-86).

UN ÉTÉ APRÈS L'AUTRE (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Forum Opéra Express, 1 (43-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Publicité Champ-Élysées, 8 (45-82-41-48) ; Biennvenue Montparnos, 15 (45-44-26-02) ; Kinospanama, 15 (43-06-50-50).

URANUS (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-80-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 8 (42-22-72-82) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 9 (45-82-41-48) ; Pathé France, 9 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Favertte, 13 (43-31-58-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-94-50) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-95-40) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (45-82-41-48) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-85) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-95-40) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Gambetta, 20 (46-39-10-86).

LA VILLE LOUVRE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6 (45-33-97-77).

THÉÂTRES

ARTÈNE-THÉÂTRE (43-38-74-82), Myrène Bauré : 20 h 30.

ARCANES (43-38-19-70), La Famille sans nom : 20 h 30.

ATALANTE (46-05-11-80), L'Amour : 20 h 30.

ATHÈNE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27), Salle C. Bérard. Une femme : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53), Exercices de style : 18 h 30. Le Long Retour Placé de la mer : 20 h 30. Do To Placé de la mer : 20 h 30.

59-19-08) ; Miramar, 14 (43-20-32-20).

L'OREILLE (Japonais, v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

OUTREMER (Fr.) : Forum Opéra Express, 1 (43-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-80-33) ; Les Trois Luxembourg, 6 (45-82-41-48) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-32-20).

PIPI, LUCI, SOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (45-82-41-48) ; Sept Parnasses, 14 (43-20-32-20).

LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-80-33) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-94-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-95-40) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94).

LA PETITE SIRENE (A., v.o.) : George V, 9 (45-82-41-48) ; v.o., d'A. V. : Rex (45-82-41-48) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; U

ANS • VIS A



Cotton blues

« Le blues au long cours » prenait sa source à Saint-Louis, dans le Missouri (le Monde sans visa du 24 novembre 1990), et se prolongeait jusqu'à Memphis, dans le Tennessee. Autre voyage, autre scénario, celui qui déroule ses plans à travers le delta du Mississippi, là où le coton est encore une réalité économique, et le chant populaire des Noirs américains une évidence culturelle.



PHOTOS PATRICK BARD

ANS la lumière de l'été indien, on roule sur l'auto-61, avec des livres dans la valise. S'en débarrasser, c'est vite un abîme. L'univers de William Faulkner, la riche héritière Scarlett O'Hara (Autant en emporte le vent) ne devrait pas être si loin, mais surtout Wright, le garçon noir de la région d'abondance imper- au spectacle d'une capsule n d'où s'échappait la toison, en longues traînées effilochées jusqu'à

SOMMAIRE



saillies accueille de en plus de visiteurs. res pour protéger le u et rebaiser le par sans p. 20

déserts sont d'actua-oyages, exploits et soli-our mieux se retrouver xerdre p. 14

tres, une cathédrale le éternité p. 15

le du Temple, de se le Bel au Café de la p. 17

(p. 14) Jeux (p. 18)
(p. 14) Table (p. 19)

Nous sommes dans le Cotton Belt, la ceinture cotonnière, le Deep South, le Sud profond. On entre dans un monde incertain, irrel, et il faut regarder vivre les êtres d'aujourd'hui pour y croire, se retrouver sur la carte, établir les différences, redresser les images, continuer d'effacer les stéréotypes, voir les gens d'ici.

On resterait longtemps là, à Clarksdale, en compagnie de cet homme. Sid Graves est un grand brun né en 1946 à Memphis, dans le Tennessee. Il porte des lunettes à monture d'écaille, un polo gris sous un blazer bleu marine, il traîne son allure d'intellectuel timide dans les travées du musée qu'il a créé voilà douze ans, le Delta Blues Museum. « J'ai grandi dans le delta du Mississippi », raconte-t-il. Il n'y avait rien sur le blues. Alors... ». Il a fallu se battre.

Et l'homme d'ouvrir de grands yeux étonnés sur son propre travail. Il nous parle de musiciens qui ont naguère pillé le blues (pille il ne dit pas ça) et aujourd'hui lui apportent une aide financière appréciable. ZZ Top par exemple. Et d'autres. Parmi ceux qui nous donnent envie de chanter avec Muddy Waters : The Blues had a baby (They named it Rock n'roll (le Blues a eu un gosse) On l'a baptisé Rock). Et Paul Simon. Little Milton, enfant du pays, figure importante de la musique noire, vient de donner en Floride un concert au profit du musée. Bénéfice : 100 000 dollars.

Sid nous montre un fichier volumineux de disques et de livres ouvert au grand public. Des extraits de cinquante heures vidéo sur le blues. Et toutes sortes d'objets. Un didley bow, encore appelé one-string ou one-strand, instrument archaïque formé d'un fil de fer tendu sur une planche entre deux cailloux retenus par des clous. Une pompe à essence des années 20. Un juke-box de 1956. Des disques

78 tours. Des photos signées William Eggleston (« qui a grandi à 15 miles d'ici et tiré beaucoup de portraits de chanteurs de blues »). Une dédicace sur la pochette d'une vieille cire de Miles Davis. Une autre, en date du 4 juin 1982, à l'encre verte, de la main de Marguerite Yourcenar — qui a entrepris ici des recherches sur le blues et tourné un film, — sur la page de garde de son livre Fleuve profond, sombre rivière (2).

« J'ai grandi », enchaine Sid, avec les textes de Yourcenar, comme avec Simone de Beauvoir. Camus. Sartre... Tennessee Williams a vécu à Clarksdale jusque vers l'âge de douze ans... et, pas loin, le célèbre chanteur noir de country western, Charley Pride... »

Plus tard, au Stackhouse, petit magasin de disques consacré principalement au blues. « Cette ville, d'environ vingt mille habitants, qui compte deux Noirs sur trois habitants, est en train de renaitre », nous explique Jim O'Neil. Tout le monde, depuis New-York, nous avait conseillé d'aller voir ce personnage. Jeans délavés, barbu, chevelu, sorti tout droit d'un album baba cool années 70, l'air adapté toutefois à cette fin de siècle, l'envers apparemment lucide du golden boy, vrai-faux marginal du Sud enraciné dans quelques certitudes, il mène ses affaires avec une confiance tranquille.

Né en 1948 à Fort-Wayne, « une petite ville au sud de Chicago dans l'Indiana, plus grande que Clarksdale », Jim n'y est pas resté plus de six semaines. Ses parents, nés dans le Mississippi, y sont revenus. Il a fondé, il y a vingt ans, le très respecté Living Blues, magazine publié depuis 1983 par l'université du Mississippi, à Oxford. Puis, en 1979, Rooster, une société de production discographique au catalogue mince mais sûr : Eddy Clearwater, Magic Slim, Otis Clay, Carey et Lurrie Bell, Big Daddy

Kingsey, Eddie Shaw... En 1988, « le jour de l'anniversaire de Muddy Waters », il ouvrait le Stackhouse.

« Je ne gagne pas d'argent, je n'en perds pas non plus, commente-t-il. Je suis heureux comme ça. Je ne bougerai pas de cette ville. Avec tout ce qui se passe maintenant autour du blues, le musée, la renommée de la ville, les gens se prennent à croire en cette possible renaissance, au développement du tourisme notamment, sans forcément vouloir arriver à la situation de Memphis, décor de cinéma. » Les jeunes pourraient tout doucement revenir d'exils insensés. Ou

cesser de s'en aller. Bref, du blues considéré comme espérance de vie économique par une poignée de braves.

Devant le Red Top Lounge, sur Yazoo Avenue, la grosse Mercury bleue du patron, Smitty. A l'ouest, le soleil se couche au fond de la ruelle pierreuse. Une dizaine de gosses jaillissent en piaillant d'une baraque en face. Chapeau de toile beige, moustache et barbe de trois jours, cigarette au bec, Smitty, soixante-cinq ans, nous accueille au bar de son « blues joint » (boîte de blues) vieux de vingt-trois ans.

Derrière lui, au mur, il a accroché quatre guitares. Deux énormes frigos refroidissent la bière. Poêles et casseroles posées sur une gazinière rappellent qu'on peut aussi manger. Une machine à café, le téléphone, la radio et un Manneken Pis complètent le paysage.

En pivotant sur le tabouret, vers la salle, on découvre la scène où un piano muet fait penser au joli mot de Vassilis Alexakis qui compare volontiers le blues au rebetiko des Grecs : « Aucun autre instrument de musique au repos ne produit autant de silence qu'un piano fermé » (3).

Pour le moment des gens entrent, saluent, papotent, ressortent. Il y a là un chanteur et batteur, Bobby Little, qui a tout de suite été d'accord pour jouer ce soir. Entre téléphone et bouche à oreille, il essaie de rassembler quelques musiciens. « Il y a six ou sept lieux possibles ». Rires et paroles s'entrecroisent. « Smitty est d'accord ».

Est-ce ainsi que les hommes vivent dans ce monde du blues, improvisant tout ou presque, à cette proximité d'eux où nous mesurons mal la distance entre blues rural et blues urbain ?

En attendant, nous tournons dans la ville. Sur Sunflower Avenue — du nom de la rivière qui traverse Clarksdale, un affluent du

Clarksdale, vingt mille habitants, deux Noirs sur trois : « Avec tout ce qui se passe autour du blues, le musée, la renommée de la ville, les gens se prennent à croire en une possible renaissance. »

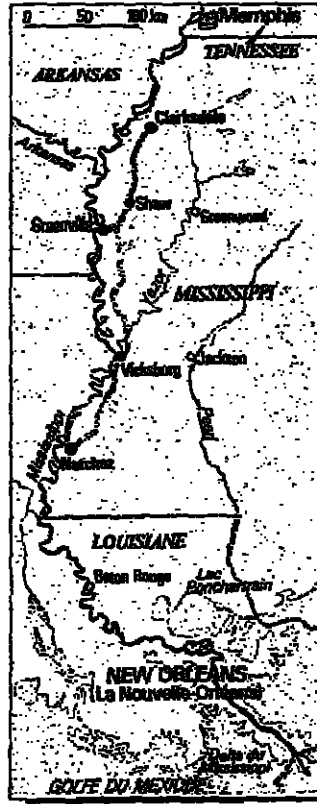
Mississippi — nous nous arrêtons devant une maison de brique rouge. Actuellement, Riverside Hotel. Anciennement, centre hospitalier. On aurait été amenée Bessie Smith, en 1937, après son accident de voiture sur la 61.

La légende veut qu'un hôpital réservé aux Blancs, plus proche du lieu de l'accident, n'ait pas admis la chanteuse, la laissant mourir. Une version, tout à fait plausible, moins répandue, soutient que dans l'Amérique de la ségrégation l'idée n'était venue à personne d'orienter Bessie vers ledit hôpital car, urgence ou pas, tout nègre y était refusé. Atrocement mutilée, elle serait morte dans l'ambulance avant d'être conduite à Clarksdale.

Dix miles au nord. Le soir est tombé. On a beau s'y être préparé, c'est un moment d'émotion : voici la maison de Muddy Waters.

Jean-Claude Charles
Lire la suite page 16

(1) Richard Wright, Black Boy, en « Folio ».
(2) Marguerite Yourcenar, Fleuve profond, sombre rivière, Gallimard, 1964.
(3) Vassilis Alexakis, Paris-Athènes, Seuil, 1989.



Entre pitracesque et fanfaronnesque, le «rêve héroïque et brutal» du Paris-Dakar charrie des éléments de toute cette épaisse mythologie, qu'il nous ressort sous la forme de carburateurs ou d'amortisseurs certifiés plus carburants, plus amornissants que les précédents, amenant à se poser la question : jusqu'où ira-t-on dans la conquête du désert et dans la mise au point des engins destinés à le vaincre? En attendant, les engagés taillent la piste en espérant être dignes de la confiance que les sponsors ont placée dans leur robusse de caractère, tout en souhaitant ne pas avoir été abusés sur les dis-

rière des Land Rover, véhicules qui dès leur sortie, au salon d'Amsterdam de 1948, avaient prêté serment d'assistance à personnes en danger, s'engageant presque immédiatement à aller dépanner pour toujours les populations en manque de farine et les entomologistes en souffrance de crème antimoustiquaire. Un véhicule irréprochable qui n'avait besoin d'aucune organisation charitable pour mener à bien son pénible et beau boulot.

Il n'empêche. Sans doute effrayés par les succès trop rusti-

En juin, les premiers utilisateurs de la Range parcourent leurs premiers kilomètres et font immédiatement savoir qu'on n'avait jamais rien inventé de plus souple ni de plus performant, de plus cher ni de plus spacieux, de plus robuste ni de plus encombrant dans l'ordre de l'automobile à faire du tout-

Premier 4 x 4 de sa génération à pouvoir faire l'autour de son habitude une femme du monde en retour, soir on un policier de Scotland Yard en gilet pare-bras, elle prouvera, assez tôt, qu'elle savait aussi se tenir sur des départementales sahariennes ou les sentes de l'Altiplano. Gonfle à 300 chevaux, soufflant, crachant, toussant du sable, elle persuade ses propriétaires rivaux à la maison qu'ils ont pour partie berlino la plus forte pour partie faire leurs courses à la ville ou balader leurs enfants sauparés et toute sécurité, dit qu'on ne le mésestime point au défi de se lancer dans la bagarre; ils sont armés pour le faire. Le bon outil, c'est aussi l'aventure.

L'Annuaire du tourisme fluvial, dont l'Office national de la navigation (ONN) est le maître d'œuvre, vient de paraître. Il est en vente (200 p., 90 F) dans les bibliothèques spécialisées et à la boutique de l'ONN, 2, bd La-Tour-Maubourg, 75007 Paris. tél. : 49-55-60-38.

Guide

Notre-Dame de la Beauce

On ne sait ce qu'il faut admirer le plus : l'édifice ou le paysage dans lequel il a été élevé. Sans doute convient-il de saisir l'ensemble dans une seule et même pensée. Chartres !

NOUS sommes nés au bord de votre plate Beauce ! Et nous avons connu des nos plus jeunes ans le portail de la ferme et les durs paysans ! Et l'enclos dans le bourg et la bêche et la fosse !

Il faut, comme les pèlerins qui l'assistent depuis sept siècles, parvenir à la cathédrale par les routes droites qui la desservent de tous les points cardinaux. De Dreux, de Nogent-le-Rotrou, de Châteaudun, d'Orléans, de Paris, de ce large éventail ouvert à tous les vents s'imposent les deux dimensions du paysage chartrain, la rectiligne sur la terre, la verticale vers le ciel. De tout temps, que l'on vint du Perche ou de Solesmes, du Gâtinais ou du Hurepoix, la double flèche a fixé le terme du parcours, assignant à chacun un destin singulier. Le treizième siècle, architecture de l'œuvre cathédrale française, pour Chartres en 4 000 figures sculptées et ses 172 vitraux (1) de 5 000 personnages : chaque imploreur peut y trouver son double, annonceur de l'identification chrétienne.

Car, comme l'a lumineusement écrit Gustave Cohen, « la première moitié du grand siècle du Moyen Âge portera à sa perfection l'œuvre commencée et prenant modèle sur Notre-Dame de Paris, construira d'autres Notre-Dame (...), leur donnant à chacune leur rôle et leur signification propre, la première étant la mariée, la seconde, Chartres la prophétique, la troisième, Reims la royale, la quatrième, Bourges l'apostolique » (2).

Chartres est aussi la plus humaine des grandes cathédrales, peut-être en raison de cette irrégularité glorifiée par ses clochers dissimulés, l'un roman, l'autre

gothique, ou par sa chapelle adjointe qui recèle le Trésor. Elle s'élève de sols emblavés dont les seules éminences sont les silos à grain et les châteaux d'eau : sous les cieux gris et bas du froid hiver beauceron, la terre labourée brune et nue semble posée comme un onguent. L'œuvre de l'homme est le royaume de Notre-Dame, qu'il soit paysan ou homme de loi : près de la rue de l'Étroit-Degré, son cheval abrite l'étude de quatre avocats, installée là, c'est certain, depuis des siècles.

Des corbeaux s'envolent, recherchant les gergonilles. Ruelles du quartier Saint-André, ponts de pierre enjambant l'Eure grâce à laquelle prospéraient autrefois foulons et sergiers : la pluie précipite les gestes, les riverains regagnent les maisons à pignon et cal-de-boeuf, entrouvrant les portails et gravissant les escaliers en tourle. Les pèlerins, eux, les simples promeneurs aussi, regardent en l'air au détour d'un tertre ou d'une placette. Des enfants, des Indiens, des Japonaises, des Américains, pressent le pas vers Notre-Dame qui les attend depuis toujours.

Par le « portail royal », la nef se donne dans sa largeur unique et sa pente légère. Il fait sombre, mais la lumière vient pourtant, non pas du jour mais de la nuit bleue des vitraux. Le sublime est présent en un million d'éclats de couleurs que surpasse l'étrange violet de Chartres, sur lequel un presque millénaire a déposé l'air, la pluie, la grêle, la neige du temps. Il est dans le déambulatoire un vitrail seulement bleu, à peine tacheté de quatre ou cinq éclats verts et rouges, comme une figure abstraite qu'il n'est pas absurde de rapprocher de Matisse ou de Rouault. Péguy encore :

Ce qui partait ailleurs est une oppression N'est ici que l'effet du noble écrasement.

Ce qui partait ailleurs est un empressement N'est ici qu'hérédité et que succession.

A Chartres plus qu'ailleurs s'éprouve comme évidence le sentiment d'éternité.

Un enfant pleure pendant l'office, mais les visiteurs s'éloignent du chœur à pas de loup ; la foi de nos jours exige le silence. Au Moyen Âge, on dormait et on mangeait à l'église, des chiens y erraient, on y faisait des affaires, on réglait celles de la cité. Beaucoup des vitraux de Chartres ont pour donatrices les corporations professionnelles qui se font ainsi respectueusement connaître : « A y bien regarder, on s'aperçoit que les groupements de métiers ont obtenu pour leurs verrières les meilleurs emplacements de l'église, le long des bas-côtés ou dans le déambulatoire, les plus proches du public, ont repoussé les vitraux offerts par les évêques et les seigneurs jusqu'aux fenêtres hautes de la nef et du chœur. Dans chaque verrière, le marchand de drap, le tailleur de pierre, le charbonnier et le charpentier se sont fait représenter dans un médaillon de la partie inférieure du vitrail, le plus près possible des

clients éventuels » (3). La cathédrale, lieu de la vie qu'elle annonce, qu'elle célèbre, qu'elle préserve. En juin 1940, au moment même où Gustave Cohen commençait la rédaction de sa *Grande Clarté du Moyen Âge*, le préfet du département d'Eure-et-Loir s'efforce de porter secours aux innombrables réfugiés fuyant Paris et les troupes allemandes : « A la cathédrale, un spectacle pénible m'attendait. Au fond de la plus profonde crypte, éclairée par quelques veilles, glis sur des matelas et des civières toute une humanité meurtrie. Sur tous les

visages durement sculptés par la pénombre, se lisent l'insomnie, la fièvre, la peur. » Sous les yeux de Jean Moulin (4), dans la débâcle, le grandiose édifice perpétue sa vocation.

Olivier Barrot

(1) Dont le plus célèbre, Notre-Dame de la Belle Verrière, vient d'être restauré. Lire l'article d'Yvonne Reberoy dans le Monde daté 30-31 décembre 1990.
(2) Gustave Cohen, *La Grande Clarté du Moyen Âge*, Gallimard, 1967.
(3) Jean Gimpel, *Les Bâisseurs de cathédrales*, Le Seuil, 1980.
(4) Jean Moulin, *Premier combat*, Editions de Minuit, 1983.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE ***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 978275
Fax 93-39-19-48
A deux pas du Palais des Congrès.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
East Western ***
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-47-42-55 - Tél. 476418
Télécopie 93-16-17-99.

NICE

HÔTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-68-39-60.
Place centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

HAUTES-ALPES - ÉCRIN

HIVER 90/91
Pension complète + clubs enfants
+ animations soirées à partir de
1 630 F / semaine.
Enfants de - 10 ans : 25 % de réduction.
AUBERGE LA BLANCHE
N° vert appel gratuit : 05-03-29-21.

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Eto-Hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, promenade
Meublé, chambres studios, chambres,
1/2 pens., pens. complète, s.d. livres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-02
Fax : 92-45-80-10.

Paris

PORTE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA **
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 à 340 F)
TV couleur. Tél. direct, minibar.

Provence

Votre maison de campagne en Luberon
LE MAS DE GARRIGON ***
Cuisine du marché
Charme - Confort - Feu de cheminée
Bibliothèque - Équitation
Face au Parc de Roussillon
Conditions spéciales « Fugue en Janvier »
Rens. et Réservations : 90-05-63-22
Accueil : Christiane RECH, DRUART

Ile Maurice

HÔTEL BELLE MARE
Plage magnifique.
Chambres supérieures.
Cuisine internationale raffinée.
Sports nautiques gratuits.
Golf à proximité. Animations.
Renseignements et réservations :
PARIS, tél. : (33-1) 45-61-92-58.
Fax : (33-1) 42-25-66-40.

Suisse

LEYSIN 1 300-2 200 m à
4 h 30 de Paris
par TGV. Station
réputée pour son
ensoleillement et son climat vivifiant.
Sport, loisirs, détente. Ski
7 jours en 1/2 pension à partir de
573 FF (env. 2 292 FF).
OFFICE DU TOURISME
CH-1854 LEYSIN.
Tél. : 1941/25-34-22-44.
Fax : 1941/25-34-16-16.
Hôtel PAIX. Tél. : 19-41/25-34-
13-75. Accès train idéal. Tran-
quille. Gourmand. 7 j. pens.
compl. dts 1 990 FF tt compris.

Leysin

Hôtel SYLVANA *** (40 lits)
Situé aux pieds de la porte - Situation
panoramique - Demi-pension à
partir de 65 FF (env. 275 FF) selon
période. L. Bonelli, chef de cuisine-pro-
pétaire. Tél. : 1941/25-34-11-36.
Fax : 1941/25-34-16-14
CH-1854 Leysin.
Hôtel MONT-RIANT
CH-1854 Leysin
Tél. : 1941/25-34-27-01
Fax : 1941/25-34-27-04
Confort, accueil, tenue et chaleureux.
Cuisine faite par les patrons. A l'entrée
des pistes de ski. 65 FF (env. 275 FF)
demi-pens. par pers.

St-MORITZ (Engadine)

Kulm - Hôtel
L'hôtel 5 étoiles
dans la grande tradition.
Centre mondain et sportif.
CH 7000 St-MORITZ. Tél. : 1941 822 11 51
FAX 3 27 38

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

Hôtel HOLIDAY
60 lits, situation tranquille et ensoleil-
lée, à proximité du funiculaire Sam-
naga. Chambres avec balcon - cuis-
nette - bar - bains - w.c. - radio -
téléphone - TV. Hall d'accueil avec
bar. Restaurant. Entrée gratuite dans
une piscine couverte. Prix spéciaux en
janvier à partir de 75 FF (env.
300 F) en demi-pension.
Téléphone : 1941/2867-12-03, famille
R. Petten, fax 1941/2867 50 14.

TOURISME

SKI DE FOND

Haut Jura 3 h Paris TGV
Yves et Liliane vous accueillent
dans une ancienne ferme franco-com-
toise du XVII^e, confortable, rénovée,
chères 2 personnes avec 2 de bus, w.c.
Ambiance conviviale, détente, repos.
Accueil 14 pers. maxi. tables d'hôte.
Cuisine mijotée (produits maison et
pain cuit au vieux four à bois). Poss.
rand. pédestres, patin à glace, tennis,
VTT. Pension complète + vin
+ matériel de ski + accompagnement
2 300 F à 2 750 F pers/semaine.
Renseignements et réservations
(06) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU
La Longeville - 25600 MONTBENOIT.

Guide

La vieille ville de Chartres recèle trente-trois monuments classés. Une heure de promenade permet de découvrir l'église Saint-Pierre, de style gothique rayonnant, les bords de l'Eure pleins de charme avec les vieux ponts et les lavoirs, la collégiale romane Saint-André et des édifices de bois à colombage des quinzième et seizième siècles, tels l'escalier de la reine Berthe et la Maison du saumon. L'office du tourisme, place de la Cathédrale, loue des cassettes en français, anglais et allemand permettant de suivre un circuit audioguidé et fléché (prix 35 francs).

Le Cellier de Loëns, près de la cathédrale, abrite le Centre international du vitrail, qui a pour mission de sauvegarder et de mettre en valeur les vitraux anciens mais aussi de favoriser le renouveau de cet

art. Il contribue au rayonnement du vitrail français dans le monde grâce à son centre de documentation et de recherche.

Jusqu'au 10 mars, exposition sur « Le vitrail médiéval allemand ». Lui succédera du 23 mars au 29 septembre, « Le Vitrail de la Renaissance en Champagne-Ardenne » (ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 10 heures à 18 heures en semaine, jusqu'à 19 heures les samedi et dimanche).

Par ailleurs, l'étonnante Maison Picassotta et son jardin, dont chaque centimètre carré est décoré par une mosaïque à base de morceaux de vaisselle, mérite le détour. L'œuvre de Raymond Isidore, homologue local du facteur Cheval - est une explosion de couleurs et de dessins naïfs (ouvert de Pâques au 30 septembre, de 10 heures à 12 heures et de

14 heures à 18 heures sauf le mardi. En octobre, ouvert samedi et dimanche matin). Au pied de la cathédrale, dans l'ancien palais épiscopal, le Musée des beaux-arts présente des collections de peintures - Zurbaran, Chardin et Vlamincx, - de sculptures et d'œuvres mais aussi des documents exceptionnels sur l'Occident (ouverture 10 heures à 18 heures, du 15 juin au 30 septembre. Les autres mois, fermé entre 12 heures et 14 heures ; fermeture le mardi).

Spécialités culinaires locales : le pâté de Chartres, présenté en croûte ou en terrine, célèbre dès le dix-huitième siècle, et les mentchikoffs, fins chocolats pralinés créés en 1893 au moment de l'alliance franco-russe. ■

De notre correspondant
Christian Houisse



Cotton blues

Suite de la page 13.

C'est un champ de coton, en face d'un bayou, au bord d'un chemin de terre. On entend s'agiter des chevaux. En fait de maison, il s'agit de quelques planches. Du cyprès. Quelques planches toujours debout qui regardent un arbre. J'ai calculé : 17 mètres carrés de mémoire. La vraie maison a été emportée par une tornade.

Au vrai, le plus grand des bluesmen a eu d'autres maisons. J'en connais une à Chicago. Mais il a vécu vingt-cinq ans dans celle-ci. C'était la maison de sa grand-mère, il y a enregistré son premier disque.

J'allais oublier de vous dire : la personne qui conserve précieusement ces ruines s'appelle Howard Stovall. Un blues aficionado. Respectueux descendant des anciens maîtres blancs de la plantation de coton.

Plus tard, au Fair's, je commande du poisson-chat et du pain de maïs. Le beau-père de Zsa Zsa - la serveuse, vingtaine riante, rêves de Paris - commente les résultats d'un match de boxe. L'un des deux types a remporté la victoire par K-O à je ne sais plus quel round. Dans l'arrière-cour du restaurant, la lune régit sur un remuement d'ombres.

Nous terminons la soirée chez Smitty. Les musiciens rémis dans l'après-midi par Bobby Little sont grandioses.

Il faut reprendre la 61, s'engager plus au sud, dans cette plaine alluviale, riche, bien drainée, avec dans les oreilles les bruits de la guerre du Golfe - les journaux ne parlent que de ça - s'enfoncer plus avant dans ce monde d'un système agraire où régnait encore le King Cotton.

Nous faisons halte sur une plantation à Shaw, quasiment au hasard. Vis du ruban gris de l'autoroute, les champs étaient vastes et blancs, la maison attirante, et vert l'horizon des bayous. Alors, pourquoi pas ? Un terrier baroque nous tient à distance, aboyant de terreur. Puis se calme, son maître s'est décidé à venir vers nous. L'homme est plutôt affable.

Il s'appelle Nello Gasparini. Il est né à Leland, dans le Mississippi. Il a soixante-quinze ans, 375 acres de terre, deux machines à coudre le coton, emploie une centaine de saisonniers par an. Il veut bien nous

faire visiter la propriété, nous embarquer dans son pick-up beige, la radio est branchée sur une station de country & western. Il résume l'histoire de ses terres en deux dates : 1908, arrivée de son père, d'Ancone, Italie ; 1946, lui, le fils, retour des îles Aléoutiennes où il fut mobilisé pendant la guerre, prend les affaires en main et entreprend d'agrandir le patrimoine. Dans un trailer sur le chemin boueux, perché sur une montagne de coton, les chevaux protégés par un bonnet de douche en plastique jaune, il y a Griffin, né voilà soixante et un ans à La Nouvelle-Orléans, depuis neuf ans à Shaw. Il travaille de sept à dix-sept heures par jour, suivant la période. Huit mois en tout par an (de mars à octobre). Sinon il reste auprès de sa famille en Louisiane. Il gagne exactement 3,85 dollars par heure. Griffin porte un tee-shirt à la gloire de l'équipe de base-ball de Shaw : les « 86 ». Il m'indiquait, Nello Gasparini s'étant éloigné vers le tracteur-navette, une bonne adresse pour le blues, quand l'autre est revenu.

Dans la maison, un cotonnier repiqué dans un pot de terre trône sur le téléviseur. Le chien - il s'appelle Boy, il a cinq ans - regarde sagement un feuillet. L'épouse du planteur, Mary, soixante-six ans, nous montre leur album de famille. Je feuillète. L'un des petits-enfants, Guy, vingt-quatre ans, est guitariste de rock, vit à Memphis et enregistre au Sun Studio, le label d'Elvis Presley et de Rufus Thomas. Elle nous montre également une étude généalogique intitulée *The Grinnetts of Virginia of the Revolutionary War and their descendants*, où il apparaît que sa famille, de droite originelle, possédait des terres et Virginia dès le milieu du dix-huitième siècle (400 acres répartis entre deux frères). Je hoche une tête pensive. Mary nous offre du Coca-Cola. Nello, des plants de coton. Pour la route.

Le meilleur du voyageur contemporain est d'avoir trop vu, trop vu, trop entendu, d'en redemander. Car enfin, qu'est-ce qui nous pousse, alors qu'on pourrait filer tout droit vers d'autres plaisirs, à nous inquiéter de la condition des travailleurs



du poisson-chat ? A maltraiter notre Ford rouge de location sur des chemins impossibles, dignes de *Déjà-vance*, si ce n'est de *Massacre à la tronçonneuse*, à la recherche d'un lieu improbable dénommé Bolivar, qui devrait nous rapprocher d'un fleuve introuvable ? A rêver de taquiner l'alligator sur son propre territoire, au lieu de lui faire sa fête tranquille, la fourchette intrépide, à une bonne table de restaurant ?

Réfléchir à ces interrogations métaphysiques, du côté de Greenville, déjà, est sans doute une noble activité pour l'esprit, mais peut causer des ennuis, car après coup, tel que vouloir visiter en douce les jardins de la villa de Hodding Carter, patron défunt du *Delta Defender Times*, et verrouiller les portes, alors qu'on a subtilisé les clés sur le siège, pour se retrouver quelques instants après, en compagnie d'un gentil pensionnaire de la ville, un centre métallique dans les mains, bricolant Dieu sait quoi sur la bagnole (point de vue policier) comme des voleurs.

Les esprits malicieux établiront sûrement un rapport entre ce qui

« Il faut reprendre la 61, s'engager plus au sud, dans cette plaine alluviale, riche, bien drainée, s'enfoncer plus avant dans ce monde d'un système agraire où régnait encore le King Cotton »

préside et la présence de deux bières mexicaines (Tecate et Corona) dans certains relais routiers et ailleurs. Faux. Allons-nous égarer, comme nous l'avons repris l'autoroute 61 vers la fin du delta, que les géographes s'accrochent à situer à Vicksburg le rattachement du soleil qui basculera à l'ouest sur les bayous, et les lumières bleues, à la lune levée, et les eaux noires du fleuve retrouvé, à Natchez ? Le bleu éternel, comme chacun sait, depuis le regrette Michel Leiris, « le bleu des yeux, que le ciel passe au crabe » ; et le noir, « le roi du soir, noyé par le néant » (6).

de notre envoyé spécial
Jean-Claude Charles

(6) Michel Leiris, *Mots sans mémoire*, Gallimard, 1969.

Guide

Blues
■ Un Français, Gérard Herzhaft, spécialiste du blues et des musiques du sud des États-Unis, a publié récemment une très utile *Encyclopédie du blues*, chez Seghers, 1990, 285 p., 175 F.

La bible des amateurs américains est le *Blues Who's Who*, un dictionnaire biographique des chanteurs de blues, par Sheldon Harris, Da Capo Press, 775 p., 18,95 dollars.

Guy-Claude Balmir a publié un remarquable essai de littérature sur le chant et la poésie populaires des Noirs américains, *Du chant au poème*, chez Payot, 1982, 376 p., 125 F.

Enfin, on lira avec profit *Deep Blues*, une histoire musicale et culturelle du delta du Mississippi (éclairant entre autres le thème du « mojo »), par Robert Palmer, 1982, Penguin Books, 310 p., 7,95 dollars.

Littérature
On peut, sans entrer dans les querelles de critères, mentionner

quatre bonnes clés pour pénétrer dans ce monde du Sud américain. Richard Wright, bien sûr ; Margaret Walker ; Flannery O'Connor ; et *Louans maintenant les grands hommes* (qui reste un chef-d'œuvre, le monde des petits Blancs pauvres existe encore), par James Agee et Walker Evans, chez Plon, coll. « Terre humaine ».

Il en existe beaucoup d'autres. S'installer une journée entière à la bibliothèque du Delta Blues Museum, à Clarksdale, est un excellent choix. Les Américains n'étant pas toujours « en réunion », on peut voir le directeur, M. Graves.

Pratique
L'office du tourisme (ambassade des États-Unis, 75382 Paris, Cedex 08, tél. : 42-60-57-15) fournit toutes sortes d'informations pratiques. Sur place, toujours les bureaux locaux d'information pour touristes. ■

LIVRES

Gautier et Maupassant sont à bord

JOLI travail en faveur de la littérature de voyage d'hier que celui accompli ces dernières années par un jeune et nouvel éditeur parisien d'origine kabyle, Ouahmi Ould-Brahim !

Isabelle Eberhardt, Alphonse Daudet, Jules Verne, Gustave Flaubert, Pierre Loti et d'autres bonnes plumes itinérantes nous ont déjà entraînés un peu partout en Méditerranée, grâce à des textes oubliés ou inédits, publiés par La Boîte à documents. Et, ce qui ne gâte rien, sur un papier crémeux qui nous change agréablement du support grisailleux souvent choisi par de grands éditeurs, ces derniers temps, pour nous emmener outre-mer...

Cette fois, nous embarquons pour la Russie avec Théophile Gautier. On en a pour son argent en attrapant le « vertige du Nord ». Le Kremlin, l'Opéra de Saint-Petersbourg, les violences de l'été russe et celles de l'hiver, le sacre d'Alexandre II, l'art russo-byzantin, les Moscovites à l'Exposition universelle de Paris en 1867, etc. Les tableaux tombent comme aux Folies-Bergère et ils en ont parfois aussi la lourdeur Second Empire : mais, précisément, la saveur de ces descriptions vient surtout du fait qu'elles « datent ».

A ce *Voyage en Russie*, on pourra préférer, du même auteur, *Constantinople et autres textes*

sur la Turquie. Les mémoires des derviches tourneurs ou hurlleurs (récupérés à notre époque par le Club Méditerranée) étaient le plat du jour des années romantiques, mais la peinture de la vie à Stamboul, où les femmes cachées, mais diablement présentes, fouillaient la libido des voyageurs européens, vaut son pesant de nougat turc. Les scènes de ramadan, de hammam, d'incendies, les virées aux files entre l'Europe et l'Asie nous ramènent à aujourd'hui, tant les comportements ont peu changé ; *idem* dans le chapitre sur « Les massacres de Syrie », si proche du Levant contemporain, auquel il manque seulement un émir Abdelkader, sauveur de vies chrétiennes, pour adoucir un peu le tableau.

« *Abdelkader et ses Algériens poursuivent les assassins...* La France a entendu l'appel des victimes : elle accourt. Son drapeau flotte comme un arc-en-ciel d'alliance (...) et le soleil brille sur les balonnets de ses intrépides soldats. » En 1991, les Français ne voient plus au secours de leur coreligionnaires en Orient, mais viennent essayer d'y partager les musulmans rivaux... Théophile Gautier y perdrait son français.

Comme Guy de Maupassant en « Afrique », nom qu'on appliquait alors à la seule Algérie. Et pourtant, dans ses *Lettres d'Afrique*, à côté de portraits coloniaux figés à jamais dans leur « étranger » par les retournements de la politique, que de scènes annonçant l'Algérie actuelle ! Avec sa fierté, sa patience, sa fougue, son désordre, son couple Arabes-Berbers, ses Mozabites méprisés, ses dévots « murmurant le Coran jusqu'au milieu des débauches »...

Certains de ces textes sont des reportages qui n'ont pas toujours les vertus littéraires attendues de Maupassant, mais la plupart nous font roborativement galoper parmi l'Histoire, la vie, les hommes affrontés.

Jean-Pierre Péroncel-Hingaz

► *Voyage en Russie*, de Théophile Gautier, texte intégral. Présentation et notes de Françoise-Dominique Liechtenhan. 565 p., 170 F.

► *Constantinople et autres textes sur la Turquie*, de Théophile Gautier, présentation et notes de Serge Moussa. 485 p., 180 F.

► *Lettres d'Afrique*, de Guy de Maupassant. Présentation et notes de Michèle Salinas. 365 p., 149 F.

Tous ces livres aux éditions La Boîte à documents, BP 701, 75 531 Paris Cedex 11.

COURRIER

Flots suisses

Les eaux de l'Engadine (« le Monde sans visa » du 22 décembre) ont ému certains de nos lecteurs. Ainsi, et sur la foi du raccourci abrupt qui assurait l'entrée en matière, M^{me} Antoinette Miéville, au Locle (Suisse), a pu penser que nous détournions subitement les cours du Danube et du Rhin pour les faire entrer dans la Confédération : la lecture du texte comme celle des cartes aurait dû la rassurer : il ne s'agissait bien sûr que de leurs affluents respectifs l'Inn et la Mera.

A Claudio Magris, que nous invoquons, et qui estimait, en s'appuyant sur l'*Hydrographia Helvetica* de Jacob Schenckler (page 30) que « l'Inn, à Passau, est plus large et plus profond que le Danube, avec un débit plus fort, et même derrière lui un parcours plus long », et qui en concluait : « donc le Danube est un affluent de l'Inn, et Johann Strauss est l'auteur d'une valse intitulée le Bel In bleu... ». M. B. Vohl, de Poitiers (Nièvre), nous oppose « un débit moyen du Danube supérieur à celui de son affluent » et suppose, pour notre défense, que nous avons

pu voir le confluent « au plus fort de la crue de printemps, lorsque les neiges suisses encore à fondre relâtent celles du bassin supérieur du Danube ». Vieille de deux siècles, l'*Hydrographia Helvetica* ne prenait évidemment pas en compte les barrages édifiés depuis.

M. Henri Rougier (Institut de géographie alpine de Grenoble) s'alarme à raison de voir sur la petite carte de localisation « les eaux du lac de Neuchâtel s'écouler vers... le lac Léman » et souhaite « souffler au lecteur l'idée de visiter La Pont Charmuesch, Zuoz, Ardez ou Fium et de sortir des sentiers battus pour parcourir la petite route de Guarda à Boscha... signaler [qu'il existe] tout à l'aval de l'Inn, dans un angle mort du canton et du pays, l'incroyable zone franche de Samnaun... » et aurait aimé qu'il soit bien plus question « des maisons avec leurs incomparables oriels, leurs petites fenêtres et leur entrée (sûlér)... »

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Rue du Temple

La rue du Temple, à Paris, est une rue très ancienne, qui a été créée au XIII^e siècle. Elle a été nommée ainsi parce qu'elle était bordée de temples. Elle a été l'une des premières rues à être pavée en France. Elle a été l'une des premières rues à être éclairée à l'électricité. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de trottoirs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de poubelles. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de bancs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de fontaines. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de lampadaires. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de fleurs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de statues. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de monuments. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de jardins. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de parcs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de forêts. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de montagnes. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de rivières. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de lacs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de mers. Elle a été l'une des premières rues à être bordées d'océans. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de continents. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de planètes. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de galaxies. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de l'univers.

La rue du Temple, à Paris, est une rue très ancienne, qui a été créée au XIII^e siècle. Elle a été nommée ainsi parce qu'elle était bordée de temples. Elle a été l'une des premières rues à être pavée en France. Elle a été l'une des premières rues à être éclairée à l'électricité. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de trottoirs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de poubelles. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de bancs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de fontaines. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de lampadaires. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de fleurs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de statues. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de monuments. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de jardins. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de parcs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de forêts. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de montagnes. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de rivières. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de lacs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de mers. Elle a été l'une des premières rues à être bordées d'océans. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de continents. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de planètes. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de galaxies. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de l'univers.

La rue du Temple, à Paris, est une rue très ancienne, qui a été créée au XIII^e siècle. Elle a été nommée ainsi parce qu'elle était bordée de temples. Elle a été l'une des premières rues à être pavée en France. Elle a été l'une des premières rues à être éclairée à l'électricité. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de trottoirs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de poubelles. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de bancs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de fontaines. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de lampadaires. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de fleurs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de statues. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de monuments. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de jardins. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de parcs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de forêts. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de montagnes. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de rivières. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de lacs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de mers. Elle a été l'une des premières rues à être bordées d'océans. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de continents. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de planètes. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de galaxies. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de l'univers.

La rue du Temple, à Paris, est une rue très ancienne, qui a été créée au XIII^e siècle. Elle a été nommée ainsi parce qu'elle était bordée de temples. Elle a été l'une des premières rues à être pavée en France. Elle a été l'une des premières rues à être éclairée à l'électricité. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de trottoirs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de poubelles. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de bancs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de fontaines. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de lampadaires. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de fleurs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de statues. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de monuments. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de jardins. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de parcs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de forêts. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de montagnes. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de rivières. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de lacs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de mers. Elle a été l'une des premières rues à être bordées d'océans. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de continents. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de planètes. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de galaxies. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de l'univers.

La rue du Temple, à Paris, est une rue très ancienne, qui a été créée au XIII^e siècle. Elle a été nommée ainsi parce qu'elle était bordée de temples. Elle a été l'une des premières rues à être pavée en France. Elle a été l'une des premières rues à être éclairée à l'électricité. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de trottoirs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de poubelles. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de bancs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de fontaines. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de lampadaires. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de fleurs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de statues. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de monuments. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de jardins. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de parcs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de forêts. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de montagnes. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de rivières. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de lacs. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de mers. Elle a été l'une des premières rues à être bordées d'océans. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de continents. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de planètes. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de galaxies. Elle a été l'une des premières rues à être bordées de l'univers.

Rue du Temple

C'est une rue anachronique, et à remonter ses 1135 mètres imparfaitement alignés dans l'axe nord-sud, on comprend mal pourquoi. De l'Hôtel de Ville à la place de la République, pas un indice, plutôt, carrefour après carrefour, la confirmation de l'énigme. De Philippe le Bel à Romain Bouteille, enquête rue du Temple.

LES immeubles se ressemblent, avec un remarquable sens du calque. Enfilades d'hôtels particuliers jamais rénovés, de porches peu avenants à la peinture écaillée, de façades jumelles. Répétition d'enseignes délavées, de boutiques malingres à donner le vertige.

Même le commerce intrigue, rue du Temple, par sa monotonie. Du bas en haut, trop de ganteries, de maroquineries, de cordonniers, d'échoppes de boutons ou de fournisseurs exclusifs de bretelles. Comment ses habitants gagnent-ils leur vie? Pas avec ces activités surannées, du demi-gros ou de détail, tout de même! Au prix du bouton de culotte! Les magasins paraissent vides, mal éclairés. Les entrepôts des premiers étages

prestigieux décor qui l'a placé en son centre.

Car la rue du Temple n'est pas n'importe où. Elle commence au cœur de la ville, contre sa mairie, à une encablure du fleuve et de Notre-Dame. Sur cette rive, il n'y a guère que la rue Saint-Denis à pouvoir revendiquer une présence historique. La rue de la prostitution fut longtemps chemin de sacre pour les rois de France, qui s'en revenaient de la basilique Saint-Denis. Même après Saint Louis, les filles, au passage des monarques, n'exhibaient alors que leurs mouchoirs.

Juste après, dans l'ordre, vint cette rue du Temple, lorsque Lutèce, sise en l'île de la Cité, se donna un autre port, sur la grève justement, où venait mouiller la ruelle. Lorsque le Royaume conféra, au treizième siècle, aux Parisiens leur premier droit de vote, les laissant élire leurs échelons, bien vite, le prévôt des marchands, ancêtre du maire, choisit cette place, dite de Grève (1), pour y dresser son Hôtel, organiser les réjouissances, y subir les révoltes de la populace et procéder aux exécutions capitales voulues par la loi.

La rue du Temple ne pouvait être mieux placée, pour le spectacle, et l'influence, pour se soumettre à l'édile local ou aux souverains, qui ne s'éloignèrent jamais beaucoup de son pavé, logant en Saint-Pierre, avant de Louvre. Curieusement, elle refusa tout, les loisirs et la soumission, et cela se sent encore aujourd'hui. Entrez à pied dans cette rue! A pied parce que, sur cinquante

de se faire chasser de Palestine, plus de neuf mille commanderies en Europe et au Proche-Orient. Il obtint de Saint Louis le droit de mettre son trésor et son grand prieur en lieu sûr près de Paris. Il choisit les marécages de la Seine, les assécha, mit donc le Marais, les Halles et la République sur la terre ferme, planta, récolta, plus riche que le roi de France.

Les Chevaliers entourèrent leur prieuré d'une muraille solide, haute de huit mètres, dans un périmètre qui s'étendait de l'actuelle place de la République jusqu'à la rue de Bretagne, longeant, bien sûr, la rue du Temple. Ils bâtirent leur église et leur gîte, de riches palais et des maisons de rapport, où beaucoup plus tard Mozart et Jean-Jacques Rousseau trouvèrent refuge. L'ordre devint un peu la Caisse des dépôts et consignations de l'époque. Contre son or, prêt au souverain, ses religieux brillaient et paillardaient obtinrent privilège de soustraire leurs protégés au régime commun. Des aristocrates, des bourgeois, des ouvriers ne payèrent ainsi point d'impôt. La rue du Temple, qui n'était encore qu'un chemin menant à l'enclos, choisit cet arrangement-là, et cela fit sa richesse en l'éloignant du règne fluvial.

Philippe le Bel, au début du quatorzième siècle, s'énerva de cette autonomie, et avec l'aide du pape organisa un procès truqué, pour débauche et dissidence, contre le grand prieur, qui fut brûlé dans l'îlot des Juifs (la place Dauphine). La commanderie dissoute, les biens et les gens des Templiers furent confiés à un autre ordre de Jérusalem, les Frères hospitaliers de Saint-Jean. Plutôt que de détruire l'enclos, ces derniers assurèrent sa prospérité, en totale impunité. Les rois leur devaient trop d'argent : le royaume s'éparpilla le ridicule d'un second procès. Ces frères de Malte furent même plus paillards que les Templiers. L'un de leurs grands prieurs, le prince Louis-François de Coët (1717-1776), se vanta même d'avoir honoré quatre mille jolies femmes en une seule vie. La sienne. A sa mort, on retrouva quatre mille bagues, traditionnels cadeaux des dames satisfaites. Mais le prince, assura l'enclos, avait rajouté lui-même des anneaux.

Il en alla ainsi jusqu'à la Révolution, de l'enclos et de cet octroi de privilèges. La rue du Temple devint une rue à part, qui n'avait pas à tirer orgueil de son commerce, ou de ses façades. Elle était l'allée des Templiers. Intouchable.

Elle l'est restée, méprisante du sort courant, même prestigieux, de la place, au sud, comme de ses côtés. Elle accueillit des étrangers, Polonais ou Allemands, des juifs bien avant la rue des Rosiers. Aujourd'hui, Chinois, Roumains ou Marocains doivent y sentir une atmosphère de tolérance. Hier, la rue autorisait des princes

à habiter ses étages, à charge, pour eux, de supporter l'impécunieux arrivé avant eux.

A notre époque, une rénovation d'immeuble est tolérée, à condition de ne pas trahir la grisaille ni emballer l'impôt. Les commerçants ne font pas fortune, dans la rue. Mais comme si l'influence modératrice des ordres avait perduré, les baux n'augmentent pas, ce qui vaut à cette artère de pouvoir vous vendre encore une douzaine de boutons pour le prix du pain. Allez donc chercher parille ailleurs, vers le Marais ou les Halles!

Ceux du Temple n'allèrent jamais voir, dit-on, tomber une tête devant l'Hôtel du Prévôt. Lorsque la police vidait une Cour des miracles, comme celles entourant la rue Montorgueil, les manants et les filles venaient se protéger dans les arrière-cours des annexes de l'enclos, astucieusement dissimulées tout au long de la rue. Une seule obligation : s'abstenir d'exercer leurs talents dans le périmètre, ou d'y cacher le butin de leurs larcins. Un grand prieur passé par le feu tuf-faisait. Curieusement, la toxicomanie des Halles n'a pas franchi la rue du Temple, et ses ruelles, de Saint-Merri ou des Blancs-Manteaux, protège plutôt l'alcool.

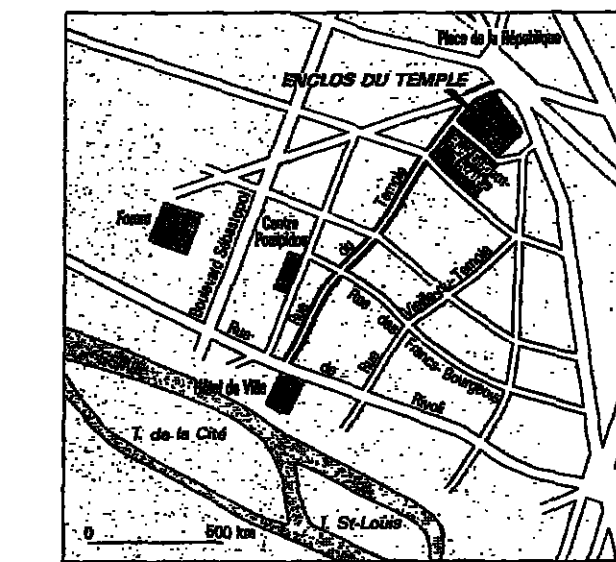
Les religieux appréciaient la fête, réservés à l'enclos lui-même, ou alors aux aubains, invisibles de la chaussée. Les tavernes sont demeurées pudiques. Le théâtre ne trouble pas la fausse somnolence des trottoirs, simplement encombrés des ballots de laine ou de cuir de l'import-export. Le théâtre s'est pourtant donné la meilleure place, une cour pavée, au 41 de la rue, l'ancienne Auberge de l'Aigle d'Or, dernière des têtes de lignes pour les diligences de la province.

En 1972, quittant le passage du Départ, dans Montparnasse, Romain Bouteille fit élire domicile à son Café de la Gare dans ce relais où l'on avait autant aimé les chevaux que les hommes. Rien sûr, le trublion de la société du spectacle et ses copains ne pouvaient finir que dans une enclave où la marginalité avait eu ses puissants protecteurs.

Près de vingt ans plus tard, ce fameux numéro 41 a la même allure de cour des miracles obstinée à prêter sa différence. L'ancienne auberge, aux façades classées, attend, comme plus bas la maison de Du Guesclin (au 17), ou celle du marquis de Maisonfort (au 22), ou, plus haut, l'ancien hôtel de Savoie (au 72), une improbable rénovation. Mais ce serait probablement condamner les salimbanques à l'expulsion. Alors, ne le souhaitons pas. L'escalier qui conduisait les chevaux à leurs écuries souterraines est toujours là. Tous les étages sont occupés par des cours de danse, de jeu, de claquettes. Le Centre de danse du Marais cotoie le Café de la Gare. Un restaurant, Le

Studio, nourrit tous ces efforts physiques ou cérébraux. L'été, les tables et les parasols occupent la moitié de la cour.

Dans le bistrot d'en face, côté des numéros pairs, des dizaines de jeunes comédiennes, de danseuses débutantes, rêvent de gloire devant des eaux minérales. Le Café de la Gare, lui, a toujours privilégié le « rouge » modeste qui va bien à la rue. Les vieux hôtels particuliers, aux alentours, sont couverts d'affiches de spectacles fauchés, de pièces en sous-sol, de concerts ou de ballets sans subventions. La rue du Temple, cette réfractaire, ne comprend sans



41, rue du Temple, passage du Café de la Gare et du Centre de danse du Marais

ce n'est quelques mètres de vie et de commerces alimentaires, au croisement de la rue Rambuteau. Le joli passage Saint-Avoise. La rue du Temple se resserre à nouveau, entrevoit les tuyaux bleus de Beaubourg à quelques carrefours, puis débouche sur son berceau. L'enclos.

Il n'en reste rien. Le square du Temple signale son souvenir, comme la mairie du 3^e arrondissement ou le Carreau du marché. C'était là, tout autour. On voyait le donjon carré de loin, et son toit conique. Le 10 août 1792, on y conduisit Louis XVI et la famille royale. Les Hospitaliers, avec l'accord de la commune, lui servirent un repas digne de son rang. Selon la tradition de l'ordre, des bourgeois, des indigents de la rue du Temple, dînèrent en sa compagnie. Puis on l'installa du mieux qu'on le put, dans les appartements du donjon. Six mois plus tard, Louis XVI fit un grand tour dans Paris vers l'échafaud, escorté par les artisans de la rue, qui furent les seuls à ne pas insulter le condamné. Non par conviction politique, le Temple adopta la Révolution, comme Paris. Par dédain de l'assassinat.

Marie-Antoinette vécut une année dans l'enclos, entourée de la sympathie des protégés du Temple, avant d'être enfermée à la Conciergerie. Les révolutionnaires ne savaient plus très bien s'il fallait liquider toute l'auguste famille. La rue donna son avis. Négatif. On sait que le dauphin fut déclaré décapité, de maladie, à

doute pas grand-chose à l'art, aucune salle, jamais, ne s'y implanta. Mais l'auberge espagnole du 41 est acceptée, aimée, comme jadis on assumait l'étranger, par la volonté des Templiers.

Ce n'est décidément pas, sauf pour plaisir à Romain Bouteille, une rue d'animation. En aval, au numéro 20, l'ancien hôtel de la Gabelle, façade déprimée lui aussi, protège un cinéma d'art et d'essai, Le Latina, et un restaurant en étage, le Bistrot latin. A droite, dans la rue Saint-Merri, la librairie de la Fondation Maeght. Au 24, l'Association des Chinois résidant en France, le siège des Lettres françaises et des Editions Maurice Nadeau. Pas si mal, vraiment. Mais sur 50 mètres. Au temps des splendeurs du café-théâtre, vers le milieu des années 70, on comptait aussi la veuve Pichard, dans une ruelle, les Blancs-Manteaux, un peu plus haut. Encore l'influence de Bouteille. Le théâtre a refusé, s'est replié sur sa cour. Rien ne dépasse.

Rien ne dépasse plus, pratiquement, jusqu'en haut de la rue du Temple. Deux hôtels particuliers, restaurés, et propriété de la Ville de Paris, dont l'hôtel de Saint-Aignan, bâti par Le Mouet, au 71, siège de la septième municipalité de 1795 à 1800. Rien d'autre, si

une date inexacte : un gamin de la rue, mourant, lui fut substitué, peut-être avec l'accord de Paul Barras, en tout cas avec la complicité de l'enclos et de ses sujets. Louis XVII vécut sans doute plusieurs mois à l'abri du silence des amis des Templiers, avant de mourir, lui aussi, sans doute, de maladie. Une longue enquête commença, jamais achevée, non concluante. On dénombra jusqu'à quarante-trois dauphins possibles. De toute cette longue histoire, c'est la seule fantaisie que s'offrit la rue du Temple. Son secret.

L'empire de l'ordre fit encore fonction quelque temps de prison. Notamment pour Toussaint Louverture, le rebelle de Saint-Domingue. Puis Napoléon trouva que, même réduit à l'état de gèble, ce royaume réfractaire ne cessait d'être embarrassant. On détruisit tout. Mais on oublia de raser la rue.

Philippe Boggio

1) Les ouvriers sans emploi se réunissaient sur la place. D'où l'expression : se mettre en grève. (Paris, Guides bleus-Pa-riscope. Hachette)

2) La plupart des informations de cet article, concernant l'enclos des Templiers, sont extraites du remarquable ouvrage de Jacques Hillier, *Dictionnaire historique des rues de Paris*. Editions de Minuit, 7^e édition, 1963.

Flots suisses

Bridge

n° 1417

DÉFENSE À LONGUE PORTÉE
Savoir découvrir où se trouve la seule chance de chute exige de savoir raisonner et de prévoir comment le coup pourrait se dérouler. Au championnat d'Europe junior de 1988, la défense du Polonais Jassem a été primée. Mettez-vous à sa place en Ouest.

♠ R 8
♥ 9 4
♦ R 10 8 5
♣ 7 6 3 2

♠ 9 3 2
♥ V 10 2
♦ V 7
♣ R 10 9 8 4

♠ D 7 6 4
♥ D 7
♦ A 4 2
♣ A D V

Ann. : E. don. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Jassem Séban Klanczi Lila
3♥ contre passe 1♠
passe 4♠ passe...

(1♠ : fort et artificiel.)
Ouest a attaqué l'As de Cœur, puis le Roi de Cœur (sur lequel est tombée la Dame de Cœur seconde de Sud), comment Jassem a-t-il ensuite joué pour faire chuter QUATRE PIQUES ?

RÉPONSE

Où Ouest peut-il espérer faire encore une levée (en plus de l'As d'atout) alors qu'il sait que son partenaire ne peut guère avoir que la Dame de Carreau ou le Roi de Trèfle (qui seront capturés par Sud) ? En revanche, si Est a le 9 d'atout, il suffit, comme Jassem, de continuer Cœur (dans coupe et défausse) afin d'ouvrir la coupe du partenaire en vue d'un quatrième tour à Cœur !

Le déclarant coupe le troisième coup de Cœur avec le 8 de Pique, puis il fit l'impassé au Roi de Trèfle et joua atout. Ouest se précipita sur son As de Pique et régla Cœur. Le déclarant coupe de sa main (car le Roi de Pique était sec au mort), mais Est, qui avait compris la défense de Jassem, coupa avec le 9 de Pique, Sud surcoupa avec la Dame, mais il ne put empêcher Ouest de faire chuter le contrat avec le 10 de Pique qui était encore second.

On notera que, si le déclarant avait coupé le troisième tour à Cœur avec le 4 de Pique de sa main, il aurait été réduit à trois atouts. Cependant, pour la chute, la défense doit être encore plus vigilante, et Ouest devra laisser passer deux fois avec son As si le déclarant

joue deux fois atout. Ensuite, il devra refuser de couper quand les quatre joueurs auront un atout chacun. Finalement, précise l'Anglais Patrick Jourdain, « Ouest devra retenu cinq fois son As d'atout ! »

HONNEUR SUR HONNEUR

La règle « honneur sur honneur » que l'on enseigne dans les manuels est connue de tous les bridgeurs, mais le corollaire qui vient d'être tiré le fameux champion pakistanais Mahmood Zia est certainement moins évident. Il l'a choisi comme sujet de base de l'article qu'il a écrit en 1989 pour le concours organisé tous les deux ans par Bols, la marque hollandaise de liqueur. Il a remporté cette compétition avec une nette avance grâce au conseil suivant : « Quand un joueur ne couvre pas un honneur, c'est qu'il ne l'a pas ». Et voici comment, en partant de cette idée, on peut gagner des contrats que la plupart des déclarants chuteront.

L'exemple suivant est typique. Cachez les mains d'Est-Ouest pour mieux comprendre le rôle de ce conseil.

♠ D 2
♥ 5 3
♦ 10 9 4
♣ A R 10 7 2

♠ 9 8 5 4
♥ D V 7 6
♦ V 8 2
♣ V

♠ A V 10
♥ R 2
♦ A R D 3
♣ D 6 5 3

Ouest ayant entamé le 8 de Trèfle pour l'As du mort et le Valet de Trèfle d'Est. Comment Sud doit-il jouer ce PETIT CHELEM À TRÈFLE ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES
Sud, qui a ouvert de « 1 Trèfle » (probablement artificiel et fort), est arrivé au contrat de « 6 Trèfles » joué de la « bonne main » (puisque le Roi de Cœur est protégé contre l'entame à Cœur).

COURRIER DES LECTEURS
« Quand aura lieu le prochain championnat du monde par équipes de quatre ? » demande un lecteur.

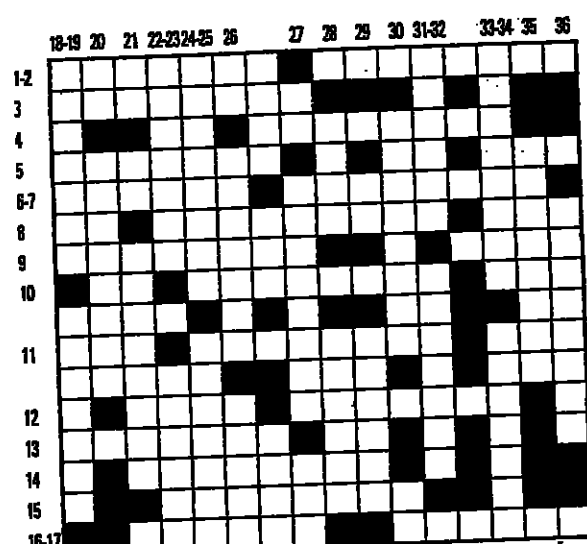
La Bermuda Bowl opposera huit équipes représentant huit régions mondiales pendant deux semaines, du 29 septembre au 11 octobre 1991, au Japon à Yokohama.

Philippe Bragnon



Anacroisés

n° 648



HORIZONTALEMENT

1. ACCOINT. - 2. EFFIMRTU. - 3. EHLNRT. - 4. ABINTTU. - 5. INNOPT. - 6. AACNR. - 7. ELNPTTU. - 8. EGIUNRTU. - 9. ABEELSTU. - 10. AEGUNRTU. - 11. AEFMRRS (+ 2). - 12. AAINRTU (+ 1). - 13. EBLNTU. - 14. DEEGORSU (+ 1). - 15. CESSUU. - 16. DEESS. - 17. EELNXX.

VERTICALEMENT

18. CCEHNO (+ 2). - 19. DEOSTTU. - 20. AINOPTT (+ 2). - 21. AEEINNR. - 22. ABLNRT (+ 3). - 23. EOSTTU (+ 1). - 24. AENRTTU. - 25. AEFMRRS (+ 2). - 26. AEGUNRTU. - 27. AEGUNRTU. - 28. ADELNS (+ 1). - 29. AELFPU. - 30. ABLNRTU. - 31. AELFPU. - 32. EBLNTU. - 33. EBLNRT. - 34. AELSTU. - 35. AELNOST. - 36. CCEHLS.

SOLUTION DU N° 647

1. ASTROIDE (ADROITES DOSE-RAIT DOTAIRAS). - 2. AGRIFIE (GREFFAI). - 3. RHIZOIDE. - 4. ALUNERA, recouverte d'aluminium.

5. OISELAI. - 6. GASCONNA. - 7. URBAINS (BURINAS). - 8. RELIERS (LISEREE REELISE). - 9. MOUSSEUX. - 10. URINEES (SURINEE RUINEES REUNIES). - 11. EQUIVALU. - 12. ETIREUR. - 13. CINSES, réactions à une stimulation (SCIENSES). - 14. ROBOTISE. - 15. PAREOS (APEROS OPERAS POSERA REPOSA). - 16. SIBERIEN (IBERIENS BINERIES). - 17. RINCIEZ. - 18. ALTESSE (LESATTS SALETES). - 19. REPIER. - 20. AMALGAME. - 21. BRASSER (BARREES ABERRES). - 22. AQUOSITE (ESTOQUE). - 23. TOUSSEUR. - 24. SILICONE. - 25. OPERONS. - 26. EVITERAL. - 27. ANILINE. - 28. ANXIEUSE. - 29. AZOTURIE. - 30. ESSARTA (ASARETS...). - 31. REDENT (RENTEND TENDER TENDRE). - 32. RISIBLES. - 33. TRI-SOCS. - 34. FELAIENT. - 35. ETE-SIEN. - 36. EPIASSE (EPAISSE ASEPSIE). - 37. KREUTZER, ancienne monnaie allemande.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Echecs

n° 1419

Championnat de Leningrad, 1990.
Blancs : Polovodina.
Noirs : Maslov.
Défense Grünfeld.

1. d4 C6 17. Dxd2 Cxd1
2. e4 g6 18. Fg4 Rb8
3. Cc3 d5 19. Txd1 (0) Rf7 (0)
4. e5 Cc6 20. Fd7 Td8
5. f4 Cc3 21. Rb6 Td8 (0)
6. e3 Fg7 22. Ff7 (0) e5
7. Cc3 e4 23. Ff7 Td8
8. Ff3 e5 24. e5 Ff7
9. Td1 Cc6 25. Ff7 Td8
10. e4 d5 26. Ff7 Td8
11. Rf2 (0) Dxd2 27. e5 Ff7
12. e4 Cc6 28. Td2 Td8
13. Ff4 (0) Dxd2 29. Ff7 Td8
14. Cc6 (0) Ff7 30. e5 (0) b6 (0)
15. Cc6 (0) Cc7 31. Td1 a4 (0)
16. Td1 Cc7 (0)

NOTES

a) Ou 9... b6 ; 10. b4, Fg4 ; 11. Ff3, Cc6 ; 12. e5, Cc6 ; 13. Ff3, Ta-d8 ; 14. h5, Fd3 ; 15. Fd3, Ta-d8 ; 16. h5, Fd3 ; 17. Td1, (Vaisier-Mohr, San Bernardino, 1989) ou 9... b6 ; 10. Ff3, Fb7 ; 11. Cc6 ; 14. b4 (Vaisier-Sokolov, 1989) ou encore 9... Cc6 ; 10. d5, Cc6 (si 10... Ff3 ; 11. Fd2, Fd2 ; 12. Dxd2) ; 11. Cc6, Ff3 ; 12. Dd2, b6 ; 13. f4, Fg7 ; 14. c4, e5 ; 15. Fb2, Dd6 ; 16. 0-0.

b) Sacrifiant un pion afin d'obtenir l'initiative. 11. Dd2 reste jouable : 11... Dxd2 ; 12. Fd2, e6 (ou 12... Td8 ; 13. Ff3) ; 13. 0-0, b6 ; 14. Ff3, Fb7 ; 15. Fb4, Td8 ; 16. Fb2, Fd4 ; 17. Fd7.
c) Si 12... Fg4 ; 13. Fg5, Dd6 ; 14. d5, Dxd4 ; 15. Dd2, f6 (ou 15... a5 ; 16. Txb7, f6 ; 17. Ff3) ; 16. Ff3, a5 ; 17. Td1, Td8 ; 18. h3, Fd7 ; 19. Txb7, Ff3 ; 20. Fd3, Dd4 ; 21. Ff5, Dd7 ; 22. Dd2, Ff7 ; 23. Ff4, Rb8 ; 24. Td6, Cc6 ; 25. Fd4, Cc7 ; 26. Cc5, b6 ; 27. Dxd5, Rg8 ; 28. d6, e6 ; 29. dxc7 (Salazar-Buchanan, URSS, 1989) ou aussi 12... b6 ; 13. Dd1, f7 ; 14. Ff4, Dd4 ; 15. Ff5, Dd2 ; 16. Td1, Td8 ; 17. Dd1, e6 avec égalité. On a également essayé 12... Dd6 ; 13. Dd2, Dd6 ou Dd6.

d) Ou 13. Td1, Dd6 ; 14. Dd1 [Nemet-Kozul, Liechtenstein, 1989].
e) Mieux que 14. Fxg7, Td8 ; 15. Td1, Dd6 ; 16. Ff5, Dd7 ; 17. Cc5, Ff3 ; 18. Ff3, Fxh2 ; 19. Rxd2, Dd4 ; 20. Rg1, Cc7 ; 21. Fxg7, Cc6 ; 22. Dd1 (Vaisier-Kozul, 1989).

f) Si 14... Fd7 ou Ff6 ; 15. Fxg7, Td8 ; 16. Ff5, et si 14... Dd6 ; 15. f4, f5 ; 16. Ff5, l'échange 14... Ff6 est des deux : 15. dxc5, Dd6 ;

16. Dd4, Fd7 ; 17. f4, f5 ; 18. e5, Dd6 ; 19. Dd3.
g) Ou 15. Cc3, Dd7 ; 16. Dd1, Fd7 ; 17. Dd3, Td8 ; 18. Ff4, f5 ; 19. Td1, Dd6 ; 16. Ff4, f5 ; 17. e5, g5 ; 18. Ff3, Td8 avec égalité.
h) Plus fort que 16... Dd2 ; 17. Fxg7, Rb8 ; 18. Td1.
i) Une position intéressante, où la paire de F des Blancs est tellement active qu'elle compense, dans cette fin de partie, le pion sacrifié, et cela malgré la force des pions passés à et b.

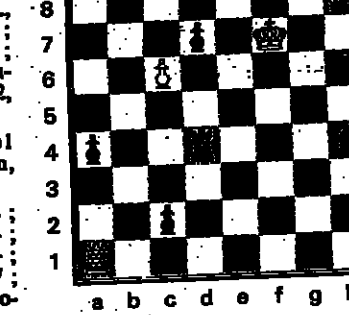
j) Si 19... a6 ; 20. f3 et si 19... Td8 ; 20. Fd7, Td8 ; 21. Ff3, Td8 ; 22. Td7, Dd7 ; 23. Fd7. k) Si 21... Td4 ; 22. Fd5, Ff6 ; 23. Fxg4, Fxg2 ; 24. Fd7, Td8 ; 25. Fc6 suivi de d5.
l) Ou 22. Fd5, Ff6 ; 23. Ff6, Td8 ; 24. d5, Fb5 ; 25. Td1.
m) Et non 25... Fd6 à cause de 26. Fd7 !
n) Si 27... Ff6 ; 28. Fb3, a4 ; 29. d5, Fb5 ; 30. d6 !
o) Les pions passés centraux sont irrésistibles.
p) Si 30... Td8 ; 31. Fb5, Td6 ; 32. Td6, Ff6 ; 33. dxc6, Td1+ ; 34. Rf2, Td2+ ; 35. Rf3 avec gain.
q) Si 31... Ff6 ; 32. Td2, Td8 ; 33. Txd3, Ff4 ; 34. Tg3 et les Blancs gagnent.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1418

V. IAKIMTCHIK (1934)
(Blancs : Ra4, Ta3, Fa6 et c5. Noirs : Rb7, Cd7, Fd6, Pd2, Nulle.)
1. g4+ Rxc6 ; 2. Td4+ Cc5+ ; 3. Txc5, Rxc5 ; 4. b7, h1+ (et non 4... h1=D à cause de 5. Fd4+ Rxd4 ; 6. b8-D, Dd1+ ; 7. Rb5, Dd2+ ; 8. Rg6, Dxd3, Pd3 ; 9. Fd1, Td4+ ; 6. Rg3, Fb3 ; 7. Fd3, b6 ; 8. h4-c4 nulle (et non 8. b8-D, Td4 mat).
Claude Lemoine

ÉTUDE N° 1419

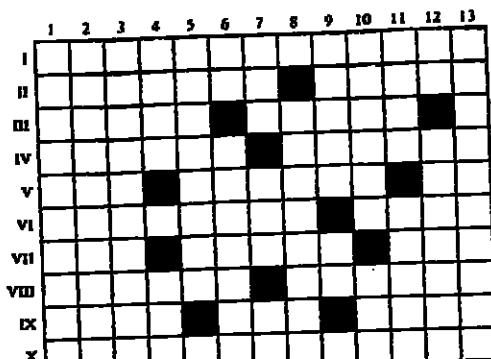
A. HERBSTMAN (1940)



Blancs (3) : R7, Ta1, P6.
Noirs (6) : Rb8, Td4, Pa4, c2, d7, h4.
Les Blancs jouent et font nulle.

Mots croisés

n° 646



HORIZONTALEMENT

1. Escalade ou met à l'abri l'escalade des mauvais jours. - 2. On se présente par intervalles. Tomberait juste. - 3. Certains leur tendraient volontiers les bras. - 4. Notre mère, dit-on. Une touche de gent. - 5. Saura. - 6. Pronom. Para la volaille. - 7. Direction. Sert pour la reliure. Pronom. - 8.

VERTICALEMENT

1. Conduite est le fait d'une minorité. - 2. On lui tend les bras. - 3. Certains leur tendraient volontiers les bras. - 4. Notre mère, dit-on. Une touche de gent. - 5. Saura. - 6. Pronom. Para la volaille. - 7. Direction. Sert pour la reliure. Pronom. - 8.

Gracient-ils ou craquent-ils ? - 9. Joint et sépare. Note inversée. - 10. Retireur. Le de l'assiette plutôt que de la bouche. La loi la protège. - 11. Fait une légère protection. A sa place. - 12. Conjonction. On va sans doute s'y habituer. - 13. S'abattent en bandes.

SOLUTION DU N° 645

Horizontalement

1. Chocolatiers. - 2. Ouragan. Nuage. - 3. Namur. Affluant. - 4. Frétille. Ale. Et. - 5. Id. Estimer. - 6. Arsenic. Ems. - 7. Entiers. Haras. - 8. VIII. Usés. Nubilité. - 9. Réclame. Grison. - 10. Stérilisateur.

Verticalement

1. Confiseurs. - 2. Huard. Net. - 3. Orme. Atèle. - 4. Cantériser. - 5. Ogresse. VI. - 6. La. Éternel. - 7. Ana. Insu. - 8. Fami. BGS. - 9. Infécher. - 10. Euler. Ait. - 11. Rau. Aérise. - 12. Egée. Malou. - 13. Scissureur.

François Dorlet

Dames

n° 397

SOUS ANESTHÉSIE

Championnat

des Pays-Bas, 1989.

Blancs : Lekkerkerker.

Noirs : docteur Goudt.

Ouverture : Raphaël.

1. 32-28 16-21 20. 41-37 28-29
2. 31-26 11-16 21. 34-23 18-29
3. 37-32 7-11 22. 33-24 12-18
4. 36-31 19-23 23. 38-33 18-33
5. 28-19 23-24 24. 33-28 9-14
6. 34-29 16-21 25. 38-34 13-18
7. 48-29 18-24 26. 34-29 14-18
8. 31-27 1-7 27. 46-41 15-20 12-12
9. 44-40 5-10 28. 26-24 7-12
10. 58-44 20-25 29. 42-22 17-28
11. 40-34 14-28 30. 26-17 11-31
12. 44-40 10-14 31. 37-26 28-42
13. 29-34 28-23 32. 34-30 25-34
14. 33-24 14-19 33. 40-37 24-11
15. 38-33 19-30 34. 40-34 11-17
16. 35-34 4-10 35. 44-40 16-21
17. 42-38 9-14 36. 43-38 16-21
18. 49-44 3-9 37. 43-38 21-27 0-0
19. 47-42 14-20 38. 43-38 21-27 0-0

NOTES

a) A ce premier carrefour, on retient aussi une variante majeure : 2... (18-22) ; 3. 37-32 (11-16) ; 4. 41-37, a1 (13-18) ; 5. 46-41 (6-11) ; 6. 28-23 (19-28) ; 7. 32-21 (18-29) ; 8. 34-23, les Blancs, par cette pro-

fonde percée au centre, refusant toute expectative, recherchent l'affrontement frontal dans la difficulté (Hooger-Zee, championnat des Pays-Bas, 1986).

a) Ou encore, parmi de multiples continuations immédiates : 4. 34-29 (20-24) ; 5. 29-20 (15-24) ; 6. 39-34 (13-18) ; 7. 44-39 (21-27) ; 8. 32-21 (16-27), les Noirs manifestent, avec ce pion taquin, leur volonté d'imposer leur jeu [Carron-Cazemier, championnat de Suisse, 1985].

b) Un autre type de violent et rapide affrontement au centre caractérise la variante 3... (18-22) ; 4. 41-37 (13-18) ; 5. 28-23 (19-28) ; 6. 32-23 (18-29) ; 7. 34-23 [Drost-Palmer, championnat des Pays-Bas, 1986].

c) Les Blancs semblent craindre, face au docteur Goudt, de subir le phénomène d'anesthésie et, par cet échange, se donnent donc un large espace vital tout en écartant les Noirs du centre. A connaître aussi, parmi tant d'autres, une variante qui constitue un premier pas vers la recherche de la nulle : 6. 33-28 (9-14) ; 7. 28-19 (14-23) ; 8. 31-27 (10-14) ; 9. 38-33 (23-28) ; 10. 32-23 (18-38) ; 11. 43-32 (5-10) ; 12. 39-33 (12-18) ; 13. 44-39 (4-9) [Dus-

seldorp-Jansen, Amsterdam, décembre 1985].

d) Un pion redoutable de fixation de l'aile droite, l'adversaire, dans cette position de début, se trouvant - momentanément tout au moins - handicapé par la présence de son éclaircir à 29.

e) Accentue le handicap. Voilà une stratégie de début à connaître... par cœur.

f) Réaction logique, saine et chargée de menaces tactiques.

g) Les Blancs réagissent toujours en parfaite logique et parviennent à faire jeu égal.

h) 17... (10-14) n'est pas à déconseiller.

i) Sur 19. 48-42, nous laissons aux lecteurs le soin de découvrir le coup de dame pour les Noirs et les suites.

j) Les Blancs s'efforcent d'activer le jeu.

k) Les Noirs contrôlent le centre.

l) La logique laisse supposer que les Blancs tentent de reprendre pied au centre.

m) Il faut vraiment succomber au phénomène d'anesthésie pour jouer, face au docteur Goudt, le seul coup perdant !

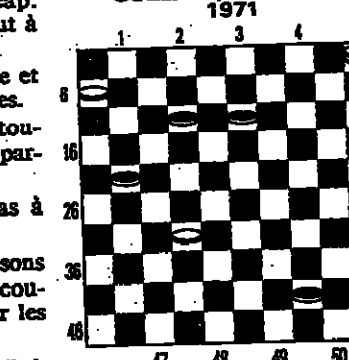
n) Comment expliquer autrement - et le conducteur des Blancs n'est pas la première victime de ce phénomène - le

fait de baisser nuque et échine sur une combinaison en cinq temps.

o) Ainsi s'évanouit le fol espoir du crochet par 38-32 pour prendre la dame.

PROBLÈME

COELHO (PORTUGAL) 1971



Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 5-28 !! et si :

1. (44-50) 28-17 (50x11) 6x19 ! etc., +.

2. (44-49) 6-1 (49x27) 1x31, +.

3. (21-27) 28x50 (27x38) 6-1 (12-17) 50-33 (38x29) 1x34, etc., +.

Jean Chaze

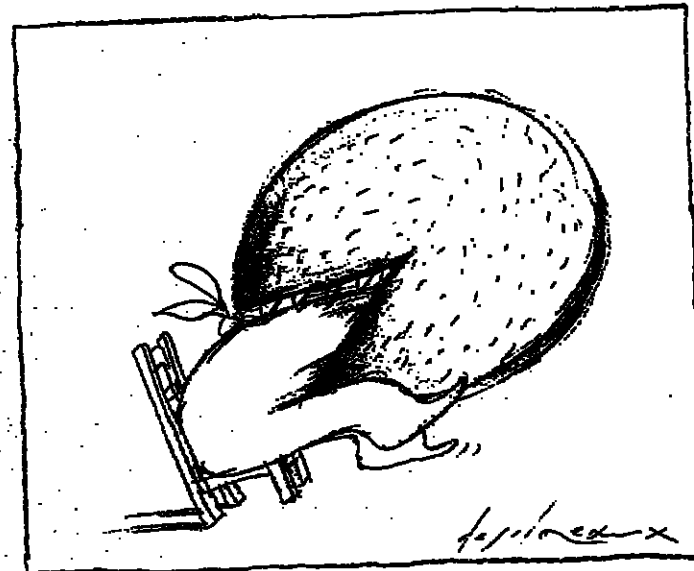
La tarte

Si l'on devait symboliser la cuisine des pays (voire des provinces) par un gâteau, ce pourrait être la tarte : tarte anglaise à la confiture, Sachertorte autrichienne, tarte au vin suisse... et, bien entendu, pour la Belgique, la tarte au riz.

J'ai découvert la tarte au riz en 1932, avec le commissaire Maigret qui enquêtait « chez les Flamands ». Plus tard, Simonon me raconta qu'enfant il avait une véritable passion pour la tarte au riz. Lorsqu'il était petit, sa mère le menait goûter chez une de ses tantes. La collation se composait invariablement d'un gâteau quatre-quarts qu'il n'appréciait guère, d'une tarte au riz et de tartes aux fruits. Alors, il échangeait ses portions de pâtisserie contre celles de tarte au riz de ses

cousins... et se régala. Wallonne ou flamande, la tarte au riz ? Je ne sais, sans doute les deux (le riz ayant dû pénétrer la Belgique par ses ports flamands). Mais il est à noter que ce riz ne servait longtemps qu'en dessert. Simonon ne mangea du riz-légume que plus tard, lorsque les locataires de sa mère, venus de Russie, de Pologne, voire de Turquie, lui apprirent à le considérer comme un légume.

C'est donc un solé frioleux de 1962 que la tarte au riz entra dans ma vie, dans ma gourmandise. Avec sérénité, d'un pas un peu paysan. Plus tard, ce dessert de « chez les Flamands » se révéla liégeois. Simonon devait me le confirmer en ajoutant : « C'est le côté Désiré » (son père). Je l'ai pourtant vainement cherchée à Liège,



dans les boutiques comme sur les cartes des restaurants.

En voici la recette classique : il faut d'abord faire une pâte brisée habituelle. Puis lever à grande eau (indispensable) 150 grammes de riz. Alors, après avoir porté un litre de lait à ébullition, on y ajoute une pincée de sel, une de

sucré et le riz égoutté. Laisser cuire doucement en remuant de temps en temps à la fourchette. Lorsque le riz a absorbé tout le lait, arrêter la cuisson (cela a été fait entre vingt et vingt-cinq minutes), laisser refroidir, puis y mélanger quatre jaunes d'œufs et une bonne pincée de cannelle en

au riz

poudre. Bien mélanger le tout. Battre en neige les blancs réservés des quatre œufs et les incorporer au mélange, ainsi que la poudre de deux macarons bien écrasés. Beurrer une tourtière. Y verser le riz et l'y étaler. Poudrer encore de deux macarons écrasés et mettre à cuire à four chaud.

Je regrette qu'il n'y ait point, à Paris, un restaurant de cuisine belge comme, avant-guerre, le Beulemans du boulevard Saint-Germain. Je ne me souviens point y avoir vu la tarte au riz, mais du moins les carbonnades flamandes, la tête de veau en tortue, le hochepot gantois, l'anguille au vert et le waterzooi figuraient à la carte. Ce ne sont pas les moules-frites qu'une succursale bruxelloise qui, aujourd'hui, doivent nous contenter. Je ne sais ce que le petit Georges buvait pour

« faire passer » ses portions copieuses de tarte au riz (« Chez les Simonon, on a toujours faim », disait déjà son père !), mais, servie entre les repas, on peut hésiter entre café et thé, pour se mettre d'accord sur un verre de genièvre. Si c'est le dessert du repas, un vin blanc d'Alsace, Flandre, et, en Wallonie, les bourgognes. Un sauternes conviendrait-il mieux qu'un bourgogne blanc ? Ou alors — et ce serait mon goût personnel — un anjou de beau millésime.

On ne s'étonnera pas de voir arriver ici la cannelle. Avec le chocolat, elle vint dans les bagages de l'occupation espagnole. Et notez encore que, du côté de Verviers, on a baptisé la tarte au riz la « doray ».

La Reynière

Nous, les « grands bourgeois »

ENTRE autres obsessions, les passionnés du vin nourrissent presque toujours celle, douloureuse, du classement. Sans doute conviendrait-il de ne pas prendre trop au sérieux ces hiérarchies canonicologiques, cette chiffrée de la plénitude mémorisée ou, plus tristement, banal reflet de l'ordre établi. Il est ici question de crus, de châteaux, de vignes, d'appellations et, bien sûr, de millésimes. Mais c'est aussi, faut-il le dire, avant tout affaire de subjectivité, d'auto-suggestion et d'effet placebo.

On connaît tous les systèmes cherchant le plus sérieusement du monde à étalonner les vins au moyen d'une palette plus ou moins riche d'impressions gustatives. Tous ou presque ont été dénoncés. Il est vrai que beaucoup de ces épreuves ne sont que de simples mises en scène financières ne respectant aucune des règles méthodologiques qu'impose ce type de comparaisons, à commencer par la dégustation « à l'aveugle ».

Il faut aussi compter avec quelques absurdités « concours » cherchant à démontrer que tel vin est « meilleur » que tel autre, réduisant ainsi l'humaine et la culture viticoles à une pauvre joute offensive et gustative, quand elle n'est pas commerciale. On trouve enfin quelques entreprises individuelles — britanniques ou américaines, le plus souvent — dont la valeur ne tient qu'à la célébrité de l'auteur, et donc au rapport de forces qu'il entre-

tient via le négoce avec les propriétaires. Comment, dès lors, s'y retrouver ?

Trop mal connue, l'aventure que conduit depuis quelques années M. Jacques Luxey, avec ses Dégustations du grand jury, mérite ici d'être citée. La rigueur de la méthodologie mise en œuvre, la qualité des dégustateurs (cent soixante au total parmi lesquels les meilleurs du monde), tout comme la volonté d'indépendance qui anime cet ancien ingénieur, font à l'évidence de son entreprise l'une des plus crédibles qui soit. Elles font aussi de chacune de ses publications un véritable événement, comme le dernier volume, numéro 7, qui pour la première fois propose une série de classements généraux des grands vins de Bordeaux millésimés de 1975 à 1985, synthèse de toutes les dégustations horizontales effectuées par ce grand jury depuis sa création.

Le plus original dans cette livraison concerne la hiérarchie établie dans le petit groupe des châteaux « grands bourgeois », cet ensemble hétéroclite et passionnant dont l'ambition affichée est de dépasser — en qualité comme en prix — le maximum de châteaux retenus par le classement de 1855. Premier sans contestation : le plus remarquable Château Haut-Marbuzet, de M. Henri Duboucq, suivi, d'assez loin et dans l'ordre, par les Châteaux de Pez, Sociando-Mallet, Chasse-Spleen, Meyney, et Maucaillou, Les Ormes-de-Pez, et Patache-d'Aux. Au rayon des

grands graves rouges, Haut-Brion étant de facto hors concours, la Mission Haut-Brion et le Domaine de Chevalier (dont les plans sont tout à fait remarquables) dominent sans surprise la scène. Mais il faut aussi compter avec un étonnant la Louvière, arrivant placé devant les Châteaux Fieuzal, Rochemaury, Haut-Bailly, Pape Clément et Malartic-Lagravière.

Les résultats synthétiques du médoo ne calmeront en rien les passions toujours très vives qui déchirent cette trop riche appellation. Les quatre « premiers » (Lafite et Mouton-Rothschild, Latour et Margaux) étant indiscutables, c'est le Château Pichon-Longueville, Comtesse de Lalande (M^{me} de Lencquesaing) qui arrive largement à la première place devant Palmer, Gruaud-Larose, Léoville-Las-Cases, la Lagune, Ducre, Beaucaillon, Grand-Puy Lacoste et Cos d'Estournel, Lynch-Bages et Montrose étant, quant à eux, discrètement et curieusement distancés.

Figeac et Canon à Saint-Emilion, Certan de May, Lafleur et Trotanoy à Pomerol, et, pour le Sauternais, Yquem, très loin devant tous les autres (Lafaurie-Peyrague, Fargues, Climens, Nairac et Raymond-Lafon) complètent ce nouveau paysage pour amateurs éclairés.

Ce même grand jury annonce aujourd'hui son intention de dépasser Bordeaux pour s'attaquer demain aux grands de la Bourgogne, des côtes du Rhône, de la Loire, et de l'Alsace. Juste à l'heure où le grand jury de l'opposition frileuse et incompréhensible de l'interprofession champenoise qui prend soin d'annoncer : « Lorsque des publications feront état d'un classement hiérarchique, les propriétaires des marques les mieux classées ou citées ne s'en serviront pas à titre promotionnel et s'appliqueront à rappeler le caractère subjectif et aléatoire de ces dégustations ».

« Le grand vin n'est pas destiné à éteindre la soif, répond de son côté M. Jacques Luxey. Il a pour objectif de procurer du plaisir. Or ce plaisir, faut-il le rappeler, est parfaitement quantifiable ».

Jean-Yves Nau

► Les Dégustations du grand jury. Tous les renseignements concernant cette publication peuvent être obtenus auprès de M. Jacques Luxey, 100 Elyssée 2, 78170 La Celle-Saint-Cloud. Tél. : (1) 39-68-88-86. ► Consacré aux vins trop méconnus des côtes de Bleys, le vingtième volume du Grand Bernard des vins de France vient de paraître (Jacques Legrand éditeur, 40, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris). Cette appellation vient par ailleurs de participer à l'édition d'un fort bel ouvrage de des vins consacrés au vin et réalisés par les Humoristes associés. Cet ouvrage est préfacé par Romain Bouteille et réunit, entre autres, MM. Barbe, Blichon, Bridenne, Fred, J.Y. Moise, Nicoulaud, Serré et Soulas (Le Vin, tome 2. Diffusion Glénat, BP 177, 38009 Grenoble Cedex).

Semaine gourmande

La Marée

Succéder à un restaurateur comme Marcel Tromprier, ce n'était pas, si l'on ose écrire, du « tout cuit ». En quelques années, encouragé certes par sa maman, secondé par le même excellent cuisinier qu'est Gérard Rouillard et par un bon personnel, Eric Tromprier a su prouver la valeur du dicton : « Tel père, tel fils ».

La Marée reste donc un des meilleurs restaurants de poissons de Paris. Avec les fruits de mer (et des belons au champagne), un foie gras (d'oie) à la gelée de sauternes, les classiques « maison » (turbot rôti ciboullette, bar vapeur d'algues, râble de lapereau aux senteurs provençales), mais aussi un pot-au-feu de la mer au sel de Guérande et, en temps de chasse, un râble de lièvre à la caladoise (mariné chez Dubois, pain de qualité et, au dessert, la fameuse « farandole des pâtisseries »).

Une des nouveautés chères à Eric est aussi, sur la carte des vins depuis longtemps considérée comme une des meilleures de Paris (et de prix honnêtes), son enrichissement en vins blancs de Bourgogne (une centaine !). Pour cette fête dans un cadre « douillet » agrémenté d'un service impeccable, compter de 500 francs à 700 francs.

► La Marée, 1, rue Daru, 75008 Paris ; tél. : 43-80-20-00. Fermé samedi et dimanche. Parking : 43, rue des Acacias. CB-AE-DE. Chiens acceptés.

Le Jardin du Royal-Monceau

Même en hiver, vous pouvez en profiter, au cœur de cette « bulle » dont le verre laisse apercevoir le feuillage du patio de ce grand palace.

Avec son nouveau et aimable directeur, Robert Bergé, le nouveau chef Marc-André Bayon (un Lyonnais qui s'initia chez Juliette, entre Saône et Rhône, avant de s'épanouir à l'ex-Sofitel Bourbon) s'entend à merveille, et sa carte, présentée par J.-P. Allais, directeur de salle, est attachante, avec des trouvailles comme l'œuf mollet aux grillons de saumon fumé beurre de paprika, le haddock poché au lait et sa purée au fromage de chèvre, la raie bouclée en potée de choux aux couennnes, l'estouffade de joue de bœuf au pied de veau, la gigue de lapereau au gratin de macarons, les noisettes d'agneau au jus d'olive intelligemment escortée d'une crêpe ardoise (pommes de terre sautées à cru en galette), etc.

Nombreux desserts à un prix raisonnable. Un menu déjeuner à 270 F : à la carte, compter 500-600 F.

► Le Jardin (Hôtel Royal-Monceau), 35, avenue Hoche, 75008 Paris ; tél. : 45-62-96-02. T.J.J. Voir aussi AE-DC-CB.

L'Introuvable

Pas si introuvable que ça depuis que, sous cette enseigne, officie le médiatique David Martin, fils de son père (!) mais aussi petit-fils d'un cuisinier du tsar et, gone 100 %, lié comme tel à la célèbre Mère Richard, la fromagère de Lyon.

Donc, dans un décor tout neuf, vous trouverez, outre un menu gourmand léger (à 180 F), une carte d'où j'ai choisi les cervelles lyonnaises chaudes au vin blanc et le poulet Père Lathuille (version un peu particulière, mais bonne, de ce plat introuvable !), regrettant de n'avoir qu'un estomac et de n'avoir point aussi choisi la terrine de daube froide au madiran et les médaillons d'andouille à la lyonnaise. Bu un gigondas Hautes Restanques à 147 F. A la carte, compter 350-400 F.

► L'Introuvable, 15, rue de l'Arc-de-Triomphe, 75017 Paris ; tél. : 47-54-00-28. Fermé dimanche. Parking : 43, rue des Acacias. CB-AE-DE. Chiens acceptés.

(1) On lira avec plaisir (en cuisine) Le Bonheur à table, recettes de David et Jacques Martin (Laffont éditeur).

Miraville

On a connu Gilles Epit dans un modeste local de la rue Saint-Honoré, puis, mieux mais petitement installé, sous cette enseigne, quai de la Tourneille. Le voici dans les meubles de l'ex-Quai des ormes transformé, embelli, « confortabilisé », enrichi du sourire de Muriel Epit.

Ainsi peut-il donner cours à son imagination et à son beau talent, qui m'ont enchanté avec son « saumon épais comme lui, à hareng » (et mariné comme lui, à l'huile, avec oignons en rouelles et pommes de terre). Mais les puristes préféreront peut-être la vinaigrette de homard, les langoustines marquées à la tapenade tomate, la queue de homard breton à la cannelle.

De même le rôti de veau au jus de pommes vertes au curry et le filet de chevreuil cèleri-noix enchanteront (mais, pour mon compte, l'agneau persillé aux cocos doucement pimentés me paraît plein de charmes, avant les fromages d'Alain Dubois et les desserts). Splendide tarte café fort - pure mait ! Bonne cave. Service impeccable. Un menu déjeuner à 150 F changeant chaque jour, un menu « quatre services » (280 F) : à la carte, compter 450-550 F.

► Miraville, 72, quai de l'Hôtel-de-Ville, 75004 Paris ; tél. : 42-74-72-22. Fermé samedi midi et dimanche. Voir aussi AE-DC-CB.

L. R.

GASTRONOMIE

POUR VOS INVITATIONS EN DÉBUT D'ANNÉE DIEP à l'Opéra

Une clientèle française, qui connait l'Asie... et aime s'y retrouver lors d'un repas, choisissez sans hésiter DIEP. Le plus grand des restaurants asiatiques de Paris, dans un décor somptueux de marbre et de laque. Demandez à DIEP de vous concocter votre repas, le choix est vaste comme le restaurant ! Voyager le temps d'un repas, vous serez transportés à Hong-Kong ! Pour les plus pressés un « MENU EXPRESS » à 72 F et 88 F à déjeuner. Cuisine à la vapeur servie sur chariot, en salle, plats thaïlandais ou chinois.

Possibilité de recevoir 350 couverts, espérons que vous aurez la chance de le découvrir !

28, rue Louis-le-Grand (2^e). - Tél. : 47-42-51-58 & 94-47

Ouvert tous les jours

Et aussi même famille doublement installée dans le 8^e arrondissement

DIEP, 55, rue Pierre-Charrois (8^e). - Tél. : 45-63-52-76

DIEP, 22, rue de Poonthien (8^e). - Tél. : 42-56-23-96

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

La Delizia. - On a connu

Germaine, cuisinière tout de charme italienne, au Tienpolo de la rue des Ecoles (aujourd'hui Les Pirates de Paris). Mais on la retrouvera dans l'un ou l'autre de ses deux magasins « La Delizia » (traiteur et produits d'Italie) au 19, rue Delambre ou au 20 de la rue Pierre-Leroux.

Saison des truffes. - Après les premières gelées le Périgord est

Miettes

« truffé ». A la carte de la Table d'Anvers (2, place d'Anvers) six plats « truffés » à la carte et truffes fraîches en bocal à emporter.

Sur France-Culture. - Deux excellentes émissions fin décembre et début janvier sur Fernand Point. En matière de cuisine, disait Sacha Guityr « Un Point c'est tout ! »

B P&F BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
• Domaine du Château de Beaune : 92 hectares dont 71 hectares de Premiers crus et Grands crus •
Documentation LM sur demande à Maison Bouchard Père et Fils au Château de Beaune 70-21283 BEAUNE CEDEX
Tél. 80-22-14-41 - Télex Bouchard 350030

A côté de la porte d'Auteuil dans un cadre rustique cuisine traditionnelle.

Formule à 120 francs. Carte 200 francs.

LE PETIT BOULOGNE
23, rue Gambetta, 92100 Boulogne
Tél. : 46-05-25-53

Versailles et le visiteur-roi

Louis XVI quitte Versailles le 6 octobre 1789, mais c'est un autre roi, Louis-Philippe, qui fait du château un musée de l'histoire de France. La République y reçoit volontiers, tandis qu'un public de plus en plus nombreux est attiré par la visite des appartements et la promenade dans un parc que la tempête de l'hiver dernier a rudement éprouvé et qui, de toute façon, en est arrivé au moment où l'on doit songer à le rénové, à le replanter.

NOMMÉ à Versailles en octobre 1989, Jean-Pierre Babelon est - révolution administrative - le premier à porter la double casquette de directeur du musée et du domaine national de Versailles et de Trianon, c'est-à-dire haut responsable des collections et de leur enrichissement, de l'accueil du public et de la gestion du personnel, de l'entretien des édifices et des jardins. Archiviste de formation, historien du Paris de l'Ancien Régime, Jean-Pierre Babelon a été nommé inspecteur général des Monuments historiques, Frédéric Didier pour le palais et Pierre-André Lablaude pour le parc, ont été désignés pour mener à bien les travaux nécessaires aménagements du vaste et prestigieux ensemble.

« Quel est l'état des lieux ? Quelles sont vos priorités ? Où en est le programme de restauration entamé grâce à la loi-programme de 1978 ? »

Sur le plan des bâtiments et des intérieurs, pas de souci majeur. C'est le parc, et la tempête de l'hiver dernier, qui retient notre attention. Mais notre première préoccupation a été, et est encore, l'accueil du public.

Quand je suis arrivé, le problème semblait insurmontable, terrifiant : la foule envahissait le château de façon dévorante, les groupes venaient quand ils voulaient, les visiteurs individuels étaient submergés, des queues s'allongeaient à travers la cour, pour une heure et demie, deux heures d'attente. Il faut savoir que les jours de pointe, le week-end, et à toutes les fêtes carillonnées, on compte jusqu'à dix-huit mille personnes.

« Quelle est la progression annuelle ? »

Depuis dix ans, c'est fabuleux : 2,8 millions de visiteurs en 1981, et une estimation pour 1990 de 4,2 millions de personnes.

« Votre objectif est-il d'attirer plus de visiteurs ou de les accueillir mieux ? »

Notre but n'est pas d'accroître la renommée de Versailles mais de mieux recevoir ses visiteurs. Pas question de banaliser l'endroit ni de créer un son et lumière pour attirer plus de monde. Nous voulons que Versailles conserve son caractère et que le public garde un meilleur souvenir de son passage. Tout en offrant à ceux qui reviennent une approche plus fine, plus diversifiée et un commentaire de qualité.

Pour mieux gérer les flux, deux mesures ont été prises dès l'été dernier : allongement des horaires de visites, 9 h à 19 h de mai à octobre ; en hiver, 9 h à 17 h 30, alors que autrefois l'horloge était la même toute l'année, 9 h à 45 à 17 h 30. Pour les groupes, qui représentent plus de la moitié des entrées, la réservation est désormais obligatoire.

Des études étaient en cours dans les services de la Réunion des musées nationaux : elles ont pu être appliquées à Versailles, nous sommes pour l'instant les seuls, et les résultats sont excellents. Les groupes sont tenus de réserver, pour tel jour de 300 F. Au début, les agences de tourisme ont protesté. Rapidement, elles ont constaté qu'on leur faisait gagner



beaucoup de temps puisque les groupes n'attendent plus.

Un conseil que l'on pourrait donner aux visiteurs individuels serait : venez en fin de journée, après 15 h 30.

« Il n'y a pas que des étrangers attirés par le renom universel de Versailles. Que faites-vous en direction de ceux qui voudraient apprendre à connaître différents aspects du domaine ? »

Les visites thématiques proposées depuis quelques années - les programmes varient - ont énormément de succès, au point que nous manquons de conférenciers.

L'action culturelle en direction des enfants, scolaires ou non, se développe de plus en plus, sous forme de visites à thème ou d'ateliers. On peut laisser les enfants aux ateliers de maquettes avant d'entreprendre la visite.

Des expositions temporaires, David l'an dernier, Charles Le Brun, actuellement, attirent un public nouveau. Nous comptons beaucoup aussi sur la musique, dans le château, dans le parc (parcours musicaux dans les bosquets, l'été), dans la chapelle et dans l'opéra lui-même. Peu utilisé car extrêmement fragile, avec des soieries et des bois dorés à portée des usagers, il a fait l'objet de travaux importants en 1990.

Le Centre de musique baroque présidé par Vincent Bernier de Lioncourt, qui assure à la fois recherche de partitions anciennes et formation de musiciens, contribue à l'animation musicale du château. Et la direction de la musique, à la demande de M. Lang, étudie la possibilité de proposer, sinon un festival, du moins une série d'événements annuels que l'on va inaugurer avec l'Année Mozart.

« Pour améliorer l'accueil, après cette première série de mesures, envisagez-vous de créer des espaces nouveaux, l'équivalent de la Pyramide du Louvre à Versailles ? »

Pas du tout. Notre idée, c'est de développer des lieux d'accueil dans le domaine et les bâtiments existants, c'est-à-dire d'étudier les espaces qui sont susceptibles d'accueillir le public de manière diversifiée, afin de proposer plusieurs entrées, d'inciter à la découverte, de faire du château un lieu vivant : non pas de visiter les appartements à la suite et parfois à l'envers mais de pouvoir emprunter tel escalier, telle antichambre, dans un par-

cours logique, de façon à redonner son sens à la visite.

Mais il est encore un peu tôt pour en parler : c'est une opération complexe, qui coûte cher, qui doit s'accompagner de mesures de recrutement. Nous avons à peine deux cent vingt agents de surveillance à Versailles et à Trianon, pour quatre millions de visiteurs, c'est peu. Encore doit-on noter dans le public, sauf exception, un certain respect des lieux, des objets, pratiquement pas de vandalisme. C'est contre l'usage que nous luttons, en protégeant les tentures, les rideaux de soie. Une épaule contre un chambranle doré, ce n'est rien, un million d'épaules, c'est terrible !

« Versailles ne s'est pas fait en un jour : plusieurs souverains, un siècle de travaux, pas un élément qui n'ait été modifié plusieurs fois. Quelle est aujourd'hui sa signification, son message historique ? »

Versailles est le château royal par excellence, le témoignage de l'habitat royal. C'est dans cet esprit que sont organisés les circuits de visite, libres (nous avons édité des brochures très simples décrivant les différents itinéraires) ou accompagnés, pour les petits appartements, notamment, du commentaire d'un guide.

Présenter Versailles vivant, c'était déjà l'idée de Louis-Philippe, né dans les dernières années du règne de Louis XV et qui s'était fixé à ses propres souvenirs (parfois déformés, comme pour le lit qu'il fit poser dans la chambre de Louis XIV), en organisant le musée dédié « A toutes les gloires de la France ».

Aujourd'hui encore, bien que l'essentiel du mobilier manquant soit connu et répertorié (dans les collections de la couronne américaine ou dans certains musées américains), nous avons parfois la chance de pouvoir acheter des pièces importantes : ainsi, le grand baronnet de Louis XV, livré à Louis XVI, ensemble en bois doré, véritable hymne aux vertus pacifiques de la monarchie, acheté en 1990 à un marchand parisien, que nous présentons maintenant là où il était, dans le cabinet de la pendule.

Nous allons aussi remettre en place, dans la galerie des Glaces, le buste de César qui avait disparu depuis la Révolution et que nous avons pu acheter à New York il y a deux mois, grâce aux crédits de la Réunion des musées nationaux abondés par la Versailles Foundation.

Nous voudrions délivrer un message pédagogique plus fourni, mais la foule elle-même est un empêchement : beaucoup de nos visiteurs n'ont qu'une idée, monter, voir rapidement les appartements, sortir, voir les jardins. Or nous ne pouvons pas prolonger la station d'un visiteur dans une pièce, sous peine de bloquer la circulation. Nous sommes tenus par la pendule. La pédagogie ne peut se faire que dans des pièces consacrées spécialement à cet usage.

« Où en sont les projets de récupération des annexes, notamment les écuries ? Qu'en est-il des locaux dévolus aux Assemblées, le Sénat et l'Assemblée nationale, dans le château même ? »

Oui, il y a toujours des projets. Des projets qui, pour le moment, cheminent. Des études, en tout cas.

L'Assemblée nationale et le Sénat, qui peuvent avoir à se réunir en congrès à Versailles, dans certaines circonstances constitutionnelles, disposent depuis 1870 dans les ailes du château de locaux administratifs, d'archives et de bureaux. Or les Assemblées sont souveraines, et il est délicat de proposer une modification de ces dispositions.

Quant aux écuries royales, elles font partie du domaine, elles ont été restaurées. Elles abritent, d'un côté, une unité d'enseignement d'architecture et les ateliers de restauration des Musées nationaux. De l'autre, l'armée, la bibliothèque centrale de prêt, les archives départementales, le service national des travaux.

Nous voudrions pouvoir ouvrir plus souvent la galerie des voitures, mais les locaux ne sont pas aménagés pour la visite : pas de billetterie, pas de chauffage, pas d'électricité, manque de personnel. Et, bien sûr, les galeries, qui n'ont pas été morcelées, espaces magnifiques, conviendraient fort bien à la présentation de la statuaire de plein air qui, pour certains de ses éléments, ne peut être maintenue dans le parc.

« La tempête de l'hiver dernier, le 3 février notamment, a montré qu'il était grand temps de réajuster le parc. Difficile pourtant de replanter Versailles sans décevoir les visiteurs et mécontenter les habitués. Quel est votre plan ? »

On savait bien avant la tempête que le parc était dans un état désastreux de vieillissement. Ce jour-là et les jours suivants, nous avons perdu mille cinq cents arbres, sur un total de soixante

mille environ, mais certains très précieux. Les arbres ne peuvent pas rester durant des siècles sans dans les bosquets : une bourrasque en arrache quelques-uns, expose les autres aux intempéries.

Un parc dessiné, maîtrisé, est un ensemble fragile, il faut l'entretenir, et celui-ci, comme les Tuileries, a été beaucoup négligé. Dès le dix-huitième siècle, on n'aimait plus beaucoup les grands jardins à la Française ; le dix-neuvième a manqué d'argent ; le vingtième est un siècle de guerres, ce qui n'est jamais bon pour les jardins, tant privés que publics. Puis on a donné la priorité aux bâtiments. Nous revenons de loin.

« Combien de représentations depuis Louis XIV ? »

Il y en a eu deux, la première dès 1774, la seconde, sur une vingtaine d'années dans les années 1860-1880, une par siècle.

« Y avait-il un plan, un projet ? »

Non, plutôt des réflexions, des constats, aucune évaluation. Maintenant, il nous faut prendre des décisions et en même temps arrêter une doctrine avec la direction du patrimoine et l'architecte en chef, Pierre-André Lablaude.

Il y a plusieurs parcs dans le parc : je viens de recevoir le projet de l'Office national des forêts pour les 446 hectares du « grand parc », de type quasi forestier, avec de grands alignements et perspectives. Il propose de mettre l'accent sur plusieurs variétés de chênes, que l'on préférera aux marronniers, très cassants quand ils vieillissent. Car nous devons passer à la sécurité : il peut y avoir vingt mille à trente mille personnes dans le parc. Visiteurs d'un jour, mais aussi joggeurs et promeneurs qui habitent les environs et viennent souvent. C'est miracle que nous n'ayons eu à déplorer aucun accident l'an dernier.

Nous devons donc être très attentifs, et l'oreille tendue vers la météo locale : dès qu'un avis de coup de vent à plus de 80 km/h est donné, nous fermons le parc, comme cela a dû être fait tout récemment, le lendemain de Noël.

« Combien de temps va durer la régénération ? »

Nous travaillerons par grands secteurs, sur dix-huit ou vingt ans. On ne peut pas, comme cela avait été tenté un moment, replanter de façon pointilliste, pour conserver visuellement les grandes masses de verdure. Les jeunes sujets ne se développent pas à l'ombre des plus grands.

Parallèlement à cette entreprise, urgente et indispensable,

mais dont nous savons qu'elle sera impopulaire, nous voulons mener très rapidement des actions positives, notamment la restauration de bosquets très délaissés, très endommagés, dans le petit parc, les 90 hectares les plus proches du château.

Exemple encourageant : la rénovation des bosquets du Grand Trianon, où les tilleuls ont tous été remplacés à partir de 1985, ce qui a d'abord indisposé le public, mais qui, aujourd'hui, est une réussite.

« Dès cette année ? »

Oui, nous voulons montrer qu'on peut faire du Louis XIV dehors et pas seulement dans les appartements. Les bosquets étaient composés comme des salons en plein air, et il ne subsiste pas grand-chose de leur architecture très complexe. Ainsi, nous envisageons de restaurer (budget : 12 millions de francs) l'Enceinte, seul bosquet datant des années 1670. La statue au centre du bassin est là, ce géant qui jette un dardier en contre-jour, mais le décor de treillage à disparu : un grand cloître octogonal avec des arcs de triomphe ornés de vases, de petites fontaines et de plantes grimpantes odoriférantes. Une grande maquette est présentée dans le vestibule du château.

En mai dernier, le ministre de la culture, qui s'intéresse beaucoup à Versailles, a inauguré la rénovation de la colonnade de marbre de Mansart. Elle était couverte d'algues vertes et noires, et on ne voyait plus les bas-reliefs. Elle a été nettoyée avec un procédé complètement nouveau et les laboratoires Ciba nous ont offert une copie de la statue de Proserpine, qui n'avait jamais été remise en place depuis la guerre.

« Quel peut être l'apport du mécénat ? »

Nous avons tout un catalogue de projets et sommes tout disposés à accueillir des financements venus du privé, soit directement, soit à travers la Société des Amis de Versailles, que préside Olivier de Rohan.

Le hameau de la reine, par exemple, est véritablement un chef-d'œuvre en péril : le pont a été brisé par la tempête, les toitures ont souffert. Les bâtiments ont été maltraités depuis longtemps et le public y a accès directement. La collection d'arbres constituée à partir de Louis XV dans le jardin anglais a été très touchée. Coût du projet : 11 millions de francs.

« Pour vous, historien, auteur d'une monumentale histoire du château français, que représente Versailles : un aboutissement, ou bien un modèle qui sera abandonné à l'étranger ? »

J'aime mieux considérer Versailles comme un unique plutôt que comme un modèle à répandre. Qu'il ait été copié, très bien. Mais, pour moi, sa véritable qualité réside dans cette autoconstruction prodigieuse dont les autres n'ont pu que copier l'image finale. Ce qui m'intéresse, c'est l'énergie perpétuelle qui naît du château de Louis XIII et qui se manifeste continuellement sous Louis XIV. Avec Gabriel, dont les projets figent le moule du château néoclassique colossal, la valeur originale de cette espèce de germination disparaît.

La vision extérieure de l'ensemble est en effet extraordinaire, avec la succession progressivement rétrécie des cours, côté ville, et l'ordonnance des grandes masses à forte saillie, côté jardin. Que tout cela ait survécu, que la ville se soit constituée sur les axes voulus par le roi, qu'on ait respecté les limitations de hauteur et les perspectives, cela aussi, c'est extraordinaire.

Propos recueillis par Michèle Champenois

Exposition sur « Le décor de l'escalier des Ambassadeurs », de Charles Le Brun, à l'occasion du tricentenaire de la mort du peintre, Château de Versailles, jusqu'au 10 février. Catalogue : 95 F.

Versailles, château de la France, orgueil des rois, de Claire Conetans, Gallimard, coll. « Découvertes », n° 61, 224 p., 75 F.

Le Château en France, sous la direction de J.-P. Babelon, Berger-Levrault, 420 p., 720 F.

Journal 150

22 Le budget des collectivités locales
- IBM au Brésil

22 Chômage technique chez Fiat
23 La nomination de M. Giulio à la tête d'Antenne 2

26 Marchés financiers
27 Bourse de Paris

L'intervention du premier ministre au Forum de l'Expansion

La dictature du court terme

S'adressant aux chefs d'entreprise au cours du Forum de l'Expansion, le premier ministre a déclaré qu'il refusait le pessimisme de l'heure, qu'il refusait la dictature du court terme, l'obsession des derniers décrets ou des derniers indices. Pour le premier ministre, beaucoup de forces sont en œuvre en cette dernière décennie du siècle, capables de relancer la croissance économique. La France doit donc investir pour être prête.

L'attitude de M. Rocard ne s'explique pas seulement - ne s'explique pas surtout - comme on pourrait le penser par le devoir qu'à tout chef de gouvernement de remonter le moral de la nation quand surviennent des moments difficiles. Ses propos volontaristes et finalement optimistes peuvent très bien être justifiés par les faits.

Le monde vient de connaître une longue période d'expansion économique. Cette phase s'est achevée l'année dernière dans presque tous les pays industrialisés, le Japon et l'Allemagne faisant exception. Mais la fin de ce cycle conjoncturel est un phénomène normal et habituel. A la phase basse du cycle succédera une reprise, qui pourrait se produire dans six mois, peut-être avant, peut-être après, mais qui se produira grâce notamment aux progrès de la technologie. Car nous sommes bel et bien sortis depuis longtemps de la crise structurelle grave qui avait frappé le monde entre 1975 et 1982 et avait paralysé les investissements.

Telle est l'analyse que font maintenant nombre d'économistes et que partage M. Rocard. Le premier ministre ajoute que l'économie française est une économie convalescente. Il a raison car la France est entrée en crise plus tard que les autres nations industrialisées (1982-1983), accomplissant donc avec retard réformes et changements de cap. Mais le plus dur a été fait, et le communisme international ne cesse maintenant de saluer les performances françaises, notamment la stabilité de sa monnaie.

Lorsque la reprise de la croissance économique se produira dans le monde, elle le fera d'autant plus fortement en Europe que les douze pays de la Communauté y préparent un marché unique qui va accélérer les échanges. M. Rocard insiste aussi sur la fin du monde bipolaire, c'est-à-dire la fin de la confrontation entre l'Ouest et l'URSS. Le résultat le plus immédiat en est le formidable effort de reconstruction et de développement dans lequel vient de s'engager l'Allemagne vis-à-vis de sa partie est. Le premier ministre n'a-t-il pas de solides raisons de dire que les inquiétudes du court terme ne doivent pas cacher les grandes promesses de cette fin de siècle ?

AL. V.

M. Rocard incite les chefs d'entreprise à faire preuve d'audace

Intervenant devant le Forum de l'Expansion, le jeudi 10 janvier, le premier ministre a appelé les chefs d'entreprise à se garder de tout pessimisme devant les menaces de récession aux États-Unis et à faire preuve d'audace dans leurs investissements.

« L'heure me paraît être à l'effort pour exploiter de réels et nombreux atouts plus qu'à la régression », a déclaré M. Rocard, jeudi 10 janvier au Forum de l'Expansion. « Nous abordons une période à tous égards difficile. L'incertitude et l'inquiétude se sont répandues à l'échelle mondiale (...), mais le pays en a pris conscience suffisamment tôt », estime le premier ministre. « Nous faisons mieux, aujourd'hui, que lors des chocs extérieurs qui se sont succédés depuis 1973, et, surtout, nous ferons mieux que la plupart de nos partenaires », a-t-il poursuivi en citant la récente étude de l'OCDE qui estime que le Japon, l'Allemagne et la France sont les pays « qui ont le mieux réussi dans la gestion à moyen terme de leur politique macro-économique et semblent les mieux placés pour résister à un climat économique moins dément ». « Le pessimisme sur la situation économique américaine

me paraît aussi exagéré qu'il a pu l'être en son temps l'optimisme, oh combien excessif ! suscité chez certains par la Reaganomics », a déclaré M. Rocard. Dans ce contexte, il demande aux industriels de maintenir leurs investissements. « L'essentiel est entre vos mains. a-t-il expliqué aux patrons. Prenez vos risques, mais faites preuve d'audace, car, vous le savez, la concurrence pour saisir les opportunités sera rude. »

Un livre blanc sur les régimes de retraite

Le gouvernement, de son côté, maintiendra le cap de la rigueur. Pour stimuler l'investissement, soutenir l'emploi et garantir la stabilité du franc, les trois objectifs de la politique gouvernementale, M. Rocard évoque, d'abord, « une gestion serrée des finances publiques (...). Les ajustements budgétaires appropriés seront effectués en fonction du contexte ». Ensuite, « le retour à la préservation de la modération salariale (...), qui est le meilleur moyen de tirer son épingle du jeu ». A propos des salaires, il « compte sur la maturité des partenaires sociaux pour éviter toute dérive ».

Enfin, il demande aux patrons de ne pas ajuster leurs effectifs en fonction des seuls « aléas conjoncturels », « ce qui est en général l'expression

d'une médiocre politique des ressources humaines ». Le gouvernement ne changera rien à sa politique d'emploi, qui vise à baisser le coût du travail par la réduction des charges sociales et fiscales. Le premier ministre estime à cet égard que l'impôt progressif sur les sociétés « mérite examen ». Une telle mesure avait été avancée par le ministre de l'Industrie.

M. Rocard a ensuite abordé la Sécurité sociale. Il a confirmé les 10 milliards d'économies qui seront arrêtées pour équilibrer « dès 1991 » l'assurance-maladie, et a précisé que les discussions ouvertes avec les professions de santé pour trouver des modalités de « régulation contractuelle des dépenses » devaient déboucher « dans un délai de six mois ».

Sur le problème des retraites, M. Rocard a estimé qu'il n'y avait pas de divergence entre M. Bérégovoy et M. Evin. Le ministre des finances, quand il a évoqué l'idée d'un système de retraite par capitalisation, « faisait son travail », qui est de s'inquiéter « de l'épargne longue dont notre économie a besoin ». M. Rocard estime que « rien ne commande la précipitation » sur ce sujet. Il a confirmé qu'il présentera un « Livre blanc sur l'avenir de l'ensemble des régimes de retraite » au Parlement et aux partenaires sociaux.

Accord entre les partis au pouvoir

L'Etat allemand adopte un programme d'économies pour financer la réunification

Les laborieuses négociations entre les partis de la coalition au pouvoir en Allemagne sur les aspects financiers de la réunification ont abouti jeudi 10 janvier à un accord pour réaliser 35 milliards de deutschemarks (119 milliards de francs) d'économies sur le budget de l'Etat fédéral, permettant ainsi à M. Theo Waigel, le ministre des finances, de contenir le déficit à moins de 70 milliards de DM en 1991. Par ailleurs, selon l'Office fédéral des statistiques allemand, l'Allemagne de l'Ouest a enregistré en 1990 un taux de croissance de 4,6 % contre 4 % en 1989.

Les trois partis (Unions chrétiennes CDU/CSU et parti libéral FDP) ont également décidé d'augmenter les cotisations d'assurance-chômage de deux points à 6,8 %, afin de financer les indemnités des chômeurs de l'ex-RDA. En contrepartie, les cotisations retraite seront abaissées d'un point.

Pas de régime fiscal de faveur pour l'ex-RDA

Le paquet d'économies de 35 milliards est constitué d'environ 15 milliards de DM de réductions de dépenses et de 20 milliards de DM de recettes supplémentaires. Quoi qu'il en soit, 1,6 milliard de DM seront économisés sur la défense, 0,5 milliard sur les aides financières et 2,3 milliards sur les services de l'Etat. En contrepartie, les cotisations retraite seront abaissées d'un point.

Du côté des recettes, 18,3 milliards seront prélevés sur la Sécurité sociale, 2,3 milliards sur les services du chômage, 2 milliards seront acquis grâce à la hausse des tarifs postaux et 0,5 milliard par des privatisations. Enfin, 1,5 milliard proviendra de la

suppression d'avantages fiscaux dont jouissaient Berlin et les anciennes régions frontalières du rideau de fer.

En revanche, la coalition n'a pas trouvé d'accord sur la proposition des libéraux d'accorder à l'ex-RDA un régime fiscal de faveur pour faciliter

sa reconstruction économique. M. Waigel a chiffré mercredi à 105 milliards de DM le montant des sommes que l'Etat fédéral devra dépenser dans l'ex-RDA en 1991. - (AFP)

Chute de l'excédent commercial de l'Allemagne unifiée en novembre

L'excédent commercial de l'Allemagne unifiée s'est réduit en novembre à 3,3 milliards de deutschemarks (11,2 milliards de francs), contre 8,4 milliards le mois précédent. Le solde de la balance des opérations courantes a également reculé à 1,3 milliard contre 6,7 milliards en octobre. En novembre, l'Allemagne a importé pour 55,079 milliards de deutschemarks de marchandises et a exporté pour 58,371 milliards. Par rapport au mois précédent, le montant des exportations a diminué de 6,6 %, mais celui des importations a gagné 1,7 %. Au mois de novembre 1989, l'excédent de la balance commerciale de la RFA, qui se limitait alors à la seule Allemagne

de l'Ouest, avait été de 9,9 milliards de deutschemarks.

De plus, les prix à la consommation en Allemagne de l'Ouest ont augmenté de 0,1 % en décembre par rapport au mois précédent (chiffre définitif). Sur douze mois, la hausse des prix est de 2,8 %. En novembre, les prix avaient reculé de 0,2 % en Allemagne de l'Ouest, première baisse depuis juillet 1989. Malgré l'unification allemande intervenue en octobre dernier, l'Office fédéral des statistiques publie encore séparément des chiffres pour les deux parties de l'Allemagne. Ceux de décembre dans l'ex-RDA n'ont pas encore été communiqués.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PROTECTION DE VOS PLACEMENTS A COURT TERME

VALREAL
SICAV

UNE GESTION DE RÉFÉRENCE

Organismes fondateurs :
Banque Paribas,
Groupe des banques populaires,
Caisse des dépôts et consignations.

Renseignements : 5, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Tél. : (1) 49 27 63 00

Un entretien avec M. Tapie

« Adidas vaut déjà 40 % de plus que lorsque je l'ai racheté »

Six mois après avoir racheté 80 % d'Adidas, M. Bernard Tapie est désormais soumis en Allemagne à de vives critiques. On lui reproche de ne pas avoir tenu ses engagements financiers à l'égard de la firme, et la presse souligne l'exaspération croissante des dirigeants d'Adidas, désarçonnés par les interventions intempestives prêtées au patron de l'OM. Le président du directoire, le Suisse René Jaeggi, est fréquemment donné

partant. M. Tapie, qui s'apprête à renforcer sa position dans la société, dément tout désaccord avec son manager. Dans l'entretien qu'il nous a accordé en présence de M. Jaeggi, le député de Marseille assure n'avoir aucune difficulté pour financer le développement d'Adidas dont le bénéfice avant impôt pour 1990 devrait s'établir entre 80 et 100 millions de DM (272 millions et 340 millions de francs).

« Le groupe de distribution allemand Metro a annoncé publiquement qu'il souhaitait se séparer de ses 10 % dans Adidas et de son option de 5 %. Vous vous déclarez immédiatement acheteur alors même qu'on voit mal l'intérêt pour vous d'accroître encore votre participation ? »

Rien n'est encore fait. L'hypothèse est pour le moment de voir si les exigences du vendeur sont compatibles avec mon évaluation d'acheteur. Reste qu'Adidas est une affaire qui se trouve en Allemagne où les relations entre actionnaires majoritaires et minoritaires sont un peu compliquées. C'est une affaire dans laquelle il va y avoir de grandes décisions stratégiques à prendre. Il peut s'agir d'acquisitions, des cessions ou des créations de filiales. On a donc intérêt à avoir un capital homogène et, en tout cas, un capital qui ne pose pas à l'intérieur de problèmes de choix.

« Vous rencontrez donc à l'heure actuelle des blocages du côté de Metro. »

Attendez, pour l'instant on n'a pas eu l'occasion de se trouver dans une telle configuration.

« Vous n'êtes pas très sûr de votre actionnaire minoritaire, qui était tout de même votre principal rival pour le rachat d'Adidas. »

En effet, je n'en suis pas très sûr parce qu'on ne se connaît pas bien. D'abord parce que je ne sais pas si les intérêts d'un actionnaire à 10 % sont les mêmes que ceux d'un actionnaire à 80 %. Il y a une disparité des rapports de forces qui gêne un peu tout le monde. Ensuite le groupe Metro souhaitait une place au conseil d'administration d'Adidas que je ne lui ai pas donnée. On ne peut pas en même temps refuser une place au conseil et ne pas offrir une porte de sortie. Moi, je suis prêt

à offrir à Metro 40 % de plus que l'estimation qui a été faite lorsque j'ai repris Adidas en août dernier (NDR : 1,6 milliard de francs pour acquérir 80 % du capital, soit environ 400 millions de francs pour une participation totale de 15 %).

« Pourquoi un tel effort ? »

Parce que je considère qu'Adidas vaut aujourd'hui 40 % de plus. Le directoire vient de me communiquer les résultats 1990. Je parle ici sous le contrôle de René Jaeggi, le président du directoire du groupe pour qu'on ne vienne pas dire que Tapie raconte n'importe quoi. On va finir l'année avec un chiffre d'affaires total (ventes directes et produits des licences) entre 4,8 et 5 milliards de marks contre 4,5 milliards l'année dernière. Par ailleurs, le bénéfice avant impôt va s'établir entre 80 et 100 millions de marks.

« Le réajustement semble quasi miraculeux après les 115 millions de marks de pertes essuyées en 1989 ? »

Mais c'est le résultat du travail engagé par l'équipe Jaeggi depuis une bonne année. Adidas a amélioré sa productivité et grâce à Peter Ueberroth (NDR : l'ancien président du comité des Jeux olympiques de Los Angeles responsable d'Adidas USA), les États-Unis sont parvenus à l'équilibre en 1990. Il reste néanmoins deux problèmes à résoudre : améliorer l'approvisionnement de nos clients ainsi que notre communication. Il faut faire savoir qu'on est capable, nous aussi, de faire de la chaussure de loisir.

Des capacités de crédit

« On voit mal comment vous allez payer l'achat de ces 10 %, voir 15 % supplémentaires alors que votre groupe, Bernard Tapie Finance, a déjà dû emprunter 1,6 milliard de francs l'été dernier pour acquérir 80 % d'Adidas. »

Bernard Tapie Finance est en effet endetté. Son emprunt est de 1,6 milliard de francs tout compris. En face de cela, il y a 600 millions de fonds propres qui vont être apportés par les actionnaires avant fin avril, en obligations convertibles et en augmentations de capital de BT Finance. Ensuite, le milliard restant est à échéance fin septembre 1992.

En contrepartie, il y a un ensemble d'entreprises dont la valeur totale est comprise entre 1,2 et 1,5 milliard de francs. Je donne des échéances : avant la fin des vacances d'été, plus de la moitié de ces actifs sera réalisée. En gros, je pense que Donny, La Vie Claire, soit Testat, soit Terrillon auront été vendus par BT Finance. Ensuite, donc éventuellement rembourser 400 millions. Mais on commettrait, à mon avis, l'erreur d'utiliser au maximum notre capacité de crédit.

« Reste que GBT (NDR : société en nom collectif totalement contrôlée par Bernard Tapie lui-même) qui détient 68 % de Bernard Tapie Finance ne doit pas un sou. GBT peut parfaitement emprunter 450 millions de francs sur un actif net évalué à plus de 1 milliard. Par ailleurs, la holding allemande GBT GmbH qui porte la participation de 80 % dans Adidas ne doit rien elle non plus. La aussi je ne parviens pas à emprunter 400 à 450 millions de francs sur 80 % d'Adidas, c'est que je suis le roi des imbéciles. »

« La presse allemande est de moins en moins tendre à votre égard. Elle souligne surtout que vous n'avez pas injecté les capitaux promis dans Adidas. »

En septembre 1990, lors de la réunion du conseil de surveillance et du conseil d'administration, je m'étais engagé personnellement à améliorer les fonds propres de la maison Adidas d'ici la fin 1990 de 60 millions de marks et d'à peu près autant, si ce n'est plus, en 1991. J'ai parlé de plusieurs moyens : la cession d'actifs inutiles, une augmentation de capital, ou un peu des deux à la fois. En bien, à la fin 1990, la cession des droits sur les marques Le Coq sportif et Arena sur l'Asie du Sud-Est et l'Extrême-Orient a rapporté un peu plus de 60 millions de marks. L'argent est rentré dans les caisses le 27 décembre très exactement. En 1991, on améliorera les fonds propres de 80 à 100 millions de marks. On a encore tout Poney, Le Coq Sportif et Anna hors Asie à vendre. On a déjà des repreneurs potentiels. Fin 1991, il ne restera plus que le noyau dur d'Adidas, c'est-à-dire notre marque, notre métier. »

Propos recueillis par CAROLINE MONNOT

ÉCONOMIE

COLLECTIVITÉS LOCALES

Présentation d'un avant-projet de loi

La réforme des aides de l'Etat aux communes « coûterait » 1 demi-milliard de francs à Paris

M. Philippe Marchand, ministre délégué aux collectivités locales, a présenté, jeudi 10 janvier, l'avant-projet de loi réformant les aides de l'Etat aux communes de plus de 10 000 habitants. Ce texte devrait être discuté par le Parlement à partir du 28 janvier. Ayant pour objectif de rétablir l'équilibre des ressources entre villes riches et villes pauvres, il prévoit deux dispositifs nouveaux, l'un national - une dotation de solidarité urbaine à l'intérieur de la dotation globale de fonctionnement - l'autre régional - un fonds de solidarité pour l'Île-de-France.

A peine plus d'un mois après que le chef de l'Etat et son premier ministre eurent affirmé solennellement, le 4 décembre dernier à Bron, leur intention de venir en aide aux banlieues défavorisées, le gouvernement - renforcé d'un nouveau ministre d'Etat chargé de ces questions, en l'occurrence M. Michel Delebarre - a déjà fourbi l'une des réformes qu'il compte mettre en œuvre. Il s'agit de modifier les ressources des villes moyennes des métropoles régionales et de la capitale, d'une part en créant pour l'Île-de-France un système de péréquation financière.

L'avant-projet de loi, actuellement examiné par le Conseil d'Etat, sera adopté par le conseil des ministres du mercredi 16 janvier, puis proposé à l'examen des parlementaires, à l'occasion de la session extraordinaire qui doit s'ouvrir le 28 janvier. « Le prési-

dent veut aller vite, a expliqué M. Philippe Marchand, ministre délégué aux collectivités locales, au cours d'une conférence de presse, jeudi 10 janvier à Paris. Il faut que la réforme soit lancée avant que les communes n'établissent leur budget, sinon nous prendrions un retard d'un an. »

N'est-on pas en train de confondre vitesse et précipitation ? Car l'avant-projet tel qu'il a été présenté pour avis ce même jeudi 10 janvier au Comité des finances locales ne peut manquer de soulever une véritable bourrasque politique. Le nouveau mécanisme imaginé par la direction générale des collectivités locales, au ministère de l'Intérieur, va modifier les ressources d'environ 380 villes de plus de 10 000 habitants. Si 240 d'entre elles - les plus pauvres - verront leur budget légèrement gonflé, 140 autres - les plus riches - enregistrent un manque à gagner parfois substantiel, notamment Paris.

On peut parier que les maires de ces villes-là, dont un certain nombre sont des personnalités politiques de l'opposition comme M. Jacques Chirac, ne laisseront pas amputer leurs moyens sans contre-offensive.

Une « dotation de solidarité urbaine »

L'avant-projet gouvernemental s'articule en deux volets. Le premier touche la structure même - fort complexe - de la dotation globale de fonctionnement (DGF, 66,6 milliards en 1990) que l'Etat accorde aux communes et qui représente en gros 13 % de leurs ressources. Elle comprend actuellement sept postes principaux. On leur adjoint une huitième rubri-

que intitulée « dotation de solidarité urbaine » (DSU) dont le montant serait de 400 millions de francs en 1991, 700 millions en 1992 et 1 milliard en 1993. Ces sommes seraient distribuées aux villes dont la richesse - le potentiel fiscal en langage administratif - est inférieure à la moyenne mais qui, en revanche, doivent supporter la charge de nombreux logements sociaux (plus de 11 % des logements existant sur la commune).

Où trouver ce futur milliard réparti entre 240 villes à problèmes ? En le prélevant sur un autre poste de la DGF qu'on appelle la garantie d'évolution et qui représente cette année 6,4 milliards de francs, soit moins de 10 % de la masse totale de la DGF. Cette garantie a, pour le gouvernement, l'inconvénient d'assurer à toutes les communes, qu'elles soient nantes ou non, une progression annuelle régulière des aides de l'Etat. Bref, elle ne corrige pas les inégalités. Les aides seraient donc à l'avenir plus ou moins bloquées ou réduites pour les villes où elles représentent plus de 10 % de la DGF, dont le potentiel fiscal est supérieur à la moyenne, où les administrés paient peu d'impôts et qui comptent peu de logements sociaux.

Une telle mesure de rééquilibrage a fait son chemin dans les esprits. Le Comité des finances locales, composé d'élus et présidé par M. Jean-Pierre Fourcade, maire UDF de Saint-Cloud et vice-président du conseil régional d'Île-de-France, en a pris acte tout en demandant à y réfléchir.

En revanche, le deuxième volet de l'avant-projet gouvernemental a suscité immédiatement une vive opposition. Il concerne exclusivement les communes de l'Île-de-

France entre lesquelles il propose de créer un fonds de solidarité.

Celui-ci serait alimenté par un prélèvement sur les impôts locaux des 50 villes ayant un potentiel fiscal supérieur à la moyenne et il serait distribué à celles - au nombre de 120 - qui hébergent un grand nombre de logements sociaux tout en ayant peu de richesses. Le transfert de ressources ainsi opéré porterait sur environ 500 millions de francs par an. Cette péréquation affecterait au premier chef la Ville de Paris qui, avec 5 190 francs par habitant, bénéficie du potentiel fiscal le plus élevé de France et supérieur de 166 % à la moyenne nationale. Comme les deux mesures proposées par le gouvernement - modification de la DGF et système de péréquation en Île-de-France - s'additionnent, la capitale pourrait enregistrer au total une diminution de ses ressources d'1 demi-milliard de francs, soit 2,7 % de son budget.

Une telle ponction ne pourrait aller sans un relèvement progressif des impôts locaux : exactement le contraire de ce que s'efforce de faire Jacques Chirac. Aussi a-t-il immédiatement réagi : « Après avoir essayé de mettre la main sur Paris par la voie électorale - ce qu'il n'a pas réussi - le gouvernement essaie maintenant par d'autres moyens », a-t-il dit.

En attendant que front les privilégiés de plus d'une centaine de maires appartenant pour la plupart à l'opposition et en plaçant Jacques Chirac à leur tête, les responsables de la nouvelle politique de la ville, notamment M. Michel Delebarre, frappent fort. Mais ils prennent aussi de gros risques.

MARC AMBROISE-RENDU

INDUSTRIE

Le recul du marché automobile

Fiat va mettre 65 000 salariés en chômage technique

Fiat va mettre 65 000 ouvriers et employés en chômage technique du 11 au 17 février. Le groupe italien avait déjà pris la même décision l'an passé à deux reprises, en août et en novembre, pour faire face à des inventaires. Cette fois, Fiat veut baisser sa production de quelque 40 000 voitures.

De janvier à octobre, le groupe a vu ses ventes en Europe chuter d'environ 5 %. En Italie, où le marché a reculé en 1990 pour la première fois depuis six ans, Fiat subit l'assaut redoublé des marques étrangères. Les importations ont crû de 11 % tandis que les ventes de Fiat ont reculé de près de 9 %. Les étrangers contrôlent

désormais 47 % du marché de la péninsule contre 42 % en 1989. Tous les constructeurs doivent faire face au recul de la demande et chacun dose à sa façon les mesures possibles. Si Peugeot a commencé par supprimer l'appel à des employés intérimaires, si Renault semble préférer les suppressions d'emplois, Fiat choisit le chômage partiel.

Le groupe italien croit à une reprise du marché et refuse de réduire ses capacités de production. Il va même les augmenter puisqu'il a annoncé récemment qu'il allait construire une nouvelle usine dans le Mezzogiorno (le Monde du 30 novembre).

Les relations entre Washington et Brasilia

IBM obtient des conditions très favorables pour un joint-venture au Brésil

Le gouvernement brésilien a fait un geste en faveur du géant informatique américain IBM. Infléchissant sérieusement leur politique protectionniste en matière d'investissements étrangers dans les hautes technologies, les autorités de Brasilia ont approuvé la création d'un joint-venture informatique - le premier du genre - entre l'entreprise brésilienne SID (groupe Mathias Machine) et IBM pour la production d'ordinateurs personnels PS2 au Brésil.

IBM apportera la technologie ainsi que 30 % de capital nécessaire au projet évalué à quelque 3,5 millions de dollars (17,5 milliards de francs), sans pour autant avoir l'obligation de transférer à son partenaire brésilien son savoir-faire technique.

L'assouplissement de la position de Brasilia est donc notable. Le Brésil n'est en effet pas insensible à une certaine bienveillance des Etats-Unis sur deux dossiers cruciaux pour son

économie : les discussions dans le cadre de l'Accord général sur le commerce et les tarifs (GATT) d'une part ; celles sur la restructuration de sa dette extérieure, qui s'élève à 116,9 milliards de dollars (environ 585 milliards de francs) d'autre part.

M. Serge Dassault condamné pour entrave au fonctionnement de comité d'entreprise. - La 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné M. Serge Dassault, PDG de la société des Avions Marcel Dassault-Breguet, aviation (AMDBA) pour « entrave au fonctionnement du comité d'entreprise » à 20 000 francs d'amende. Il devra également verser 3 000 francs de dommages et intérêts à la section syndicale CGT de dix établissements de la société. Le projet de nationalisation de l'entreprise, avait bien été présenté au comité d'entreprise, mais la justice considère que la consultation du CE a été formelle.

COMMUNICAT

LA RÉPUBLIQUE... par M. G...
Nouveaux...
10 janvier...
ministre de l'Intérieur...
ministre de la Justice...
ministre de l'Éducation nationale...
ministre de la Santé...
ministre de l'Économie...
ministre de l'Environnement...
ministre de l'Énergie...
ministre de l'Industrie...
ministre de l'Agriculture...
ministre de la Pêche...
ministre de la Culture...
ministre de la Communication...
ministre de la Fonction publique...
ministre de la Coopération internationale...
ministre de la Défense...
ministre de la Police...
ministre de la Sécurité...
ministre de la Justice...
ministre de l'Éducation nationale...
ministre de la Santé...
ministre de l'Économie...
ministre de l'Environnement...
ministre de l'Énergie...
ministre de l'Industrie...
ministre de l'Agriculture...
ministre de la Pêche...
ministre de la Culture...
ministre de la Communication...
ministre de la Fonction publique...
ministre de la Coopération internationale...
ministre de la Défense...
ministre de la Police...
ministre de la Sécurité...

Un procès hypoco

LA RÉPUBLIQUE...
Nouveaux...
10 janvier...
ministre de l'Intérieur...
ministre de la Justice...
ministre de l'Éducation nationale...
ministre de la Santé...
ministre de l'Économie...
ministre de l'Environnement...
ministre de l'Énergie...
ministre de l'Industrie...
ministre de l'Agriculture...
ministre de la Pêche...
ministre de la Culture...
ministre de la Communication...
ministre de la Fonction publique...
ministre de la Coopération internationale...
ministre de la Défense...
ministre de la Police...
ministre de la Sécurité...

LA RÉPUBLIQUE...
Nouveaux...
10 janvier...
ministre de l'Intérieur...
ministre de la Justice...
ministre de l'Éducation nationale...
ministre de la Santé...
ministre de l'Économie...
ministre de l'Environnement...
ministre de l'Énergie...
ministre de l'Industrie...
ministre de l'Agriculture...
ministre de la Pêche...
ministre de la Culture...
ministre de la Communication...
ministre de la Fonction publique...
ministre de la Coopération internationale...
ministre de la Défense...
ministre de la Police...
ministre de la Sécurité...

Crise de confiance à l'égard de la presse écrite et audiovisuelle...
LA RÉPUBLIQUE...
Nouveaux...
10 janvier...
ministre de l'Intérieur...
ministre de la Justice...
ministre de l'Éducation nationale...
ministre de la Santé...
ministre de l'Économie...
ministre de l'Environnement...
ministre de l'Énergie...
ministre de l'Industrie...
ministre de l'Agriculture...
ministre de la Pêche...
ministre de la Culture...
ministre de la Communication...
ministre de la Fonction publique...
ministre de la Coopération internationale...
ministre de la Défense...
ministre de la Police...
ministre de la Sécurité...

S'OFFRIR DES NUITS CHAUDES
N'ENTRAÎNE PAS FORCÉMENT DE GRANDS FRAIS.



OFFRES EXCEPTIONNELLES
AU DÉPART DE PARIS.

MADRID 1490^FAR
SEVILLE 1600^FAR

LE VOYAGE DOIT ÊTRE EFFECTUÉ ENTRE LE 14 JANVIER ET LE 17 MARS 1991. TARIFS SOUMIS À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE ET DE TRANSPORT. PRIX SUSCEPTIBLES DE MODIFICATIONS EN FONCTION DE LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR. RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE AGENCE AIR FRANCE OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGES.

AIR FRANCE Vacances

* AUTRES TARIFS AU DÉPART DE LA PROVINCE.

COMMUNICATION

Le remplacement de M. Gaillard par M. Guily à la tête d'Antenne 2

Nommé directeur général d'Antenne 2, le 10 janvier, par le conseil d'administration sur proposition de M. Hervé Bourges, M. Eric Guily a confirmé son intention de mener un audit sur le déficit de la chaîne et un autre sur ses structures. Le nouveau directeur a également précisé que la commercialisation du stock de programmes, décidée par son prédécesseur, M. Jean-Michel Gaillard, était suspendue pour « un examen très atten-

tif ». Enfin M. Guily a déclaré à l'AFP qu'il faudra deux ans pour enrayer la chute de l'audience et la faire remonter.

En présentant ses vœux à la presse, M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a souhaité « bonne chance » à M. Hervé Bourges et à sa nouvelle équipe en précisant : « Comme nous l'avons fait pour ses prédécesseurs, nous ne ménagerons pas notre peine pour le soutenir dans sa rénovation du service public ».

Un procès hypocrite

par Jean-François Lagan

JEAN-MICHEL GAILLARD n'a pas revu Hervé Bourges depuis la passation de pouvoir du 20 décembre. C'est par un simple coup de téléphone d'un conseiller du nouveau président des chaînes publiques que le directeur général a appris qu'il devait quitter son bureau avant le 9 janvier au soir pour laisser la place

à son successeur. Les mœurs de l'audiovisuel public n'ont jamais brillé par leur courtoisie, mais le procès fait aujourd'hui à M. Gaillard atteint des sommets d'hypocrisie. On reproche pêle-mêle à l'ancien directeur général d'avoir compromis l'audience de la chaîne, cassé le moral des troupes et creusé le déficit. La presse se fait

l'écho des rumeurs les plus folles sur le montant du « trou » d'Antenne 2. On distille une à une les informations sur les erreurs de gestion de M. Gaillard, et ses successeurs s'emparent de commander un audit et de suspendre toutes ses initiatives.

C'est oublier un peu vite que la crise d'Antenne 2 date de 1988. Avant la privatisation de la Une, la chaîne publique avait 39 % de part d'audience et fait jeu égal avec sa grande concurrente. Un an plus tard, sous la présidence de M. Claude Contamine, la part d'audience est tombée à 31 %. Le décrochage ne cessera de s'aggraver et, en 1989, M. Gaillard trouva la chaîne à 23 %. Une part d'audience qu'il s'est promis de stabiliser puis de remonter en quinze mois, sans y parvenir réellement puisque les derniers chiffres disponibles montrent que, sur l'année 1990, A2 a perdu environ 1 %.

Le déficit de la chaîne, lui, est bien réel, supérieur sans doute aux estimations de M. Gaillard, et seul le futur audit pourra en évaluer l'importance. Mais M. Gaillard n'en est pas le seul responsable. Il faut rappeler que le directeur général n'a jamais eu la maîtrise de ses recettes publicitaires et de sa régie. Et ne pas oublier que le gouvernement reconnaît lui-même s'être lourdement trompé sur l'appréciation des recettes d'Antenne 2 en 1989, budgétisant des rentrées publicitaires largement supérieures à la réalité du marché.

M. Gaillard a espéré sortir de l'impasse en dopant ses programmes par un déficit budgétaire. Une recette qui avait bien réussi à M. Hervé Bourges lorsqu'il présidait aux destinées de la Une avant la privatisation. Mais, à la différence de M. Bourges, M. Gaillard avait face à lui une rude concurrence des télévisions privées. Handicapé par sa méconnaissance du milieu, entraîné par la surcote sur les achats de programmes ou les contrats proposés aux annonceurs, il n'a pas maîtrisé les dépenses engagées pour amener à A2 des collaborateurs de talent et doter la chaîne d'une brillante politique de production.

Le dérapage économique est grave, mais il mériterait d'être jugé à l'aune des réalisations qu'il a eues, le plus souvent, en l'absence de moyens. Dans un ou deux ans, c'est l'histoire de la chaîne qui sera jugée. C'est l'histoire d'une gestion qui n'a pas obtenu le temps et les moyens d'aller jusqu'au bout de son pari. Le premier péché de M. Jean-Michel Gaillard, ancien conseiller de M. François Mitterrand à l'Elysée, reste d'avoir accepté un poste proposé par M. Philippe Guillaume, nommé par le CSA président des chaînes publiques en opposition de la volonté du président de la République. Un péché que le pouvoir ne lui a jamais pardonné.

Canal Plus et le Crédit national actionnaires de Communication-Développement

Canal Plus vient d'acquiescer 3 % de Communication-Développement, la filiale d'exploitation de réseaux câblés de la Caisse des dépôts. Pour la chaîne cryptée, cette opération de franc est la suite logique de son investissement dans le câble, qui l'a vu prendre il y a un an 5 % de CGV-Téléservice (filiale câblée du groupe Générale des eaux) et fédérer autour d'Elipse les nouvelles chaînes thématiques du câble (le Monde du 15 décembre).

Pour la Caisse des dépôts, l'entrée de Canal Plus et celle du Crédit national, qui prend 7,5 % de Communication-Développement, concrétisent l'intention affichée de longue date d'ouvrir ce capital et d'ainsi diminuer les risques du groupe dans la communication. L'Américain Bell South et RPIC (filiale de Philips) détiennent déjà respectivement 17 % et 7 % de Communication-Développement.

Énarque gestionnaire

A presque trente-neuf ans, le cheveu s'est raccourci, la coupe s'est assagie, mais Eric Guily garde un abord presque juvénile. Les lunettes et le débit mesuré ont beau cadrer avec son profil de major de l'ENA en 1978 (promotion « Pierre Mendès France »), c'est d'abord cette jeunesse qui surprend lorsque Gaston Defferre, dont il fut conseiller à partir de 1981, le nomma directeur général des collectivités locales en 1982. Intrus dans ce bastion de travail, ce bouillonnant de travail, il mettra en musique la décentralisation, avec le maire de Marseille puis avec M. Pierre Joxe. Le juriste pond des textes : trente-cinq lois, deux cents décrets, d'innombrables circulaires... Le négociateur posé secoue les baronnies locales en faisant rentrer ces textes dans les faits.

L'alternance sera brutale pour Eric Guily, auquel Charles Pasqua n'offre qu'un ticket de retour au Conseil d'Etat. Le président de la République, selon la rumeur, lui conseille d'attendre des jours meilleurs et les besoins de l'Etat. Rassurer, c'est bouillir de travail, il épurera de service public, l'expérience de faire, en attendant, l'expérience du privé. Au groupe Chargeurs, connu pour la rigueur de sa gestion, Eric Guily s'occupe un temps de diversification, puis prend le volant de Causse Walon, la filiale de transport routier.

Le haut fonctionnaire habitué à « l'obligation de moyens », celle de traduire en décrets une volonté politique, découvre « l'obligation de résultats » et la simplicité, voire la cruauté, des comptes d'exploitation. Ses galons de gestionnaire, il les

gagne dans l'Europe du transport routier où tout est nouveau pour ce natif d'Alger.

Aussi a-t-il par contraste l'impression de retrouver « beaucoup de têtes connues » quand il intègre en octobre dernier le microcosme audiovisuel parisien comme directeur général de Chargeurs Communications. Les séquelles de la Cinq, l'aventure britannique du satellite BS2 conclue par une fusion avec le concurrent Sky, la gestation laborieuse de la télévision sportive Sports 2/3, l'intégration de Pathé-Cinéma, sont autant de dossiers vite digérés. Directeur général de Pathé, le voici prêtant le service public, avec l'approbation de M. Jérôme Seydoux.

Le nouveau directeur général d'Antenne 2 ne se prétend nullement omniscient en matière de programmes, et souligne la préséance d'Hervé Bourges, qu'il ne connaissait pas avant d'être présenté par « des amis communs ». Avec son homologue de FR 3, M. Dominique Alduy, une ancienne du cabinet Mauroy et de la Caisse des dépôts qu'il apprécie, il compte jouer la complémentarité.

Politique ? Gaston Defferre ne l'avait interrogé sur ses opinions qu'après six mois de travail commun, affirme le nouveau patron d'A2, qui ajoute : « Je cesse de me définir politiquement à partir du moment où je dirige une entreprise publique. » Tout au plus Eric Guily s'affiche-t-il civique : il a voté à toutes les élections depuis qu'il en a l'âge...

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Les Français et les médias

Crise de confiance à l'égard de la presse écrite et audiovisuelle

La confiance qu'ont les Français dans les médias s'est encore affaiblie en 1990, révèle un sondage effectué pour la quatrième année par la SOFRES pour la Croix du 10 janvier et la vingt et unième livraison de la revue *Médiaspouvoirs* (1). Le « châtiment » de l'ensemble des médias s'est trompé, ainsi que les mises en scène de magazines d'information orchestrées par la Cinq et TF1 ne sont sans doute pas étrangères à cette crise de confiance.

Si les Français sont d'ailleurs de plus en plus sceptiques à l'égard de l'ensemble des médias (44 % des sondés admettent que « les choses se passent vraiment comme le journal, la radio et la télévision les racontent », contre 55 % en 1989), la cote de confiance a chuté la première place à la radio dans l'ordre de la crédibilité : 53 % des Français croient en celle-ci, tandis qu'ils sont 52 % à accorder crédit aux informations de la télévision et 44 % à la presse écrite. France-Inter pour la radio et TF1 pour la télévision sont toutefois jugés les plus crédibles.

Autre point noir souligné par le sondage, 59 % des sondés jugent que les médias se préoccupent peu de ce que pense et vit le public. L'information « de proximité » ainsi que le traitement des problèmes touchant

au quotidien ont un bel avenir devant eux.

Plus grave est le peu de confiance qu'accordent les Français aux journalistes : 61 % des Français estiment qu'ils ne sont pas indépendants. Ils sont aussi catégoriques sur les méthodes de travail de la presse, 67 % estimant « pas normal » que les journalistes fassent état de leur opinion personnelle sur des événements, 82 % sont farouchement contre l'utilisation de figurants dans les reportages et 73 % s'opposent à la divulgation d'informations confidentielles mettant en cause une entreprise, alliant sans doute dans cette double opposition une volonté morale et une crainte du chômage.

Concernant la crise du Golfe, les Français sont opposés à 45 % à la diffusion d'entretiens avec l'ambassadeur d'Irak, à 47 % avec Saddam Hussein (contre 41 % et 44 % d'opinions favorables) mais jugent utiles les interviews d'otages, mettant ainsi l'accent sur les difficultés du métier de journaliste. Un léger baume au cœur...

Y.-M. L.

(1) Sondage réalisé du 6 au 10 octobre 1990 sur un échantillon de 1 000 personnes représentant l'ensemble de la population de dix-huit ans et plus.

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

3^e arrdt
M^e ARTS-et-MIETIERS
Imm. luxueux. Appart. En duplex, grand living dble + 1 chambre, 4 s. de bains. Tél. : 46-22-03-80 ou 43-59-88-04 p. 22.

4^e arrdt

PLACE DES VOSGES
Imm. luxueux. Appart. env. 100 m². Entrée, living + 2 ch., 2 s. de bain, parq. Tél. : 46-22-03-80 ou 43-59-88-04 p. 22.

11^e arrdt

ILE SAINT-LOUIS
Imm. luxueux. Appart. env. 45 m². Living avec pré-massonerie + cuisine, cuis., 4 s. de bain. Murs, pierres apparentes, cheminée pierre XV^e s. 3,30 m sous poutres, terrasses anciennes. Tél. : 46-22-03-80 ou 43-59-88-04 p. 22.

5^e arrdt

RARE
Près MAUBERT, NEUF. Jumeaux. Immeuble. Imm. luxueux. Appart. env. 115 m². Entrée, living + 2 ch., 2 s. de bain, parq. Tél. : 46-22-03-80 ou 43-59-88-04 p. 22.

8^e arrdt

STYLE VISCONTI
280 m². Grand récept. 4 chambres + STUDIO. S/places samedi de 14 h à 17 h ; 11, rue de la République. Tél. : 46-22-03-80 ou 43-59-88-04 p. 22.

16^e arrdt

16^e NORD
Imm. KLEBER. RARE. Imm. récent, env. 100 m². Entrée, living + 2 ch., 2 s. de bain, parq. Tél. : 46-22-03-80 ou 43-59-88-04 p. 22.

EXCEPTIONNEL

10^e N. proche Etoile. 8^e et Solli. Imm. env. 115 m². Entrée, living + 2 ch., 2 s. de bain, parq. Tél. : 46-22-03-80 ou 43-59-88-04 p. 22.

17^e arrdt

BONNE AFFAIRE
Porte Maillot (proche). Sect. L. 115 m². Entrée, living + 2 ch., 2 s. de bain, parq. Tél. : 46-22-03-80 ou 43-59-88-04 p. 22.

92

Hauts-de-Seine
S.P. 110 m² env. état neuf. Sect. L. 115 m². Entrée, living + 2 ch., 2 s. de bain, parq. Tél. : 46-22-03-80 ou 43-59-88-04 p. 22.

bureaux

Ventes
LOFT CCIAL 105 m² ETOILE. 4 800 000 F. Tél. : 46-22-03-80 ou 43-59-88-04 p. 22.

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS
salles de réunions, tous services, confortables, CRÉATION IMMÉDIATE des entreprises. Serv. personnel : courrier, téléphone, fax.

GRUPE ASPAC

1^{er} RÉSEAU NATIONAL DE CENTRE D'AFFAIRES
ETOILE 10^e 47-23-81-88
GRENELLE 15^e 47-23-81-81
ST-LAZARE 9^e 42-53-50-54
LA FAYETTE 9^e 47-23-81-81
BOULOGNE 92 48-20-22-25
VERSAILLES 78 30-21-49-49
+ 20 centres en France.

VOTRE SIEGE SOCIAL

DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

locaux commerciaux

Ventes
A SAISIR. Local idéal 240 m². Paris 9^e. Tél. : 43-80-44-76.

A SAISIR. Locaux colaux 850 m². 9 500 F le m². Pas de PER. Fortissimo-Belle. Tél. : 43-80-44-76.

Rest. 80 pl. Très bel agenc. Paris 2^e. 1 800 000 F. Tél. : 43-80-44-76.

Imm. idéal, env. 100 m². 18 500 000 F. Tél. : 43-80-44-76.

L'AGENDA

Vacances
Provence. Part. tous beaux sites, plus, parq. 49 91. 20 000 F/m. Tél. : 69-22-08-64.

appartements achats

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 8^e. Recherche de toute urgence. Tél. : 46-22-03-80 ou 43-59-88-04 p. 22.

BEAUX APPT DE STANDING

Permet et grandes surfaces. ÉVALUATION GRATUITE sur demande. 46-22-03-80 ou 43-59-88-04 p. 22.

hotels particuliers

PRÈS AVENUE FOCH
Vole privée très belle maison qd jardin env. Imm. Urie 46-59-17-77

locations meublées offres

Province
SUPERDÉVELOP
App. 4/5 pers., batic. Sud. Accès pises direct. Dispo. de 9 au 16/2/91 ou du 9 au 16/3/91. 2 000 F/m. Tél. : (16-1) 46-67-85-44.

immeubles

RER ST-MAUR 94
Proche vend imm. récent de bureaux 1000 m². RARE. 18 pers. 43-45-00-75.

hotels particuliers

PRÈS AVENUE FOCH
Vole privée. Très belle maison. Grand jardin. RARE. INTER URBIS : 46-63-17-77.

ASSOCIATIONS

Appel

L'Association « Aide humanitaire à la Bulgarie » a été créée à l'initiative de médecins français. Le Pr. Boyan Christovitch et le Dr. Elena Kourkova. Elle a pour but de fournir des médicaments, du matériel médical de l'assistance humanitaire à l'enfance, ainsi, qu'à promouvoir toute aide humanitaire en faveur de la Bulgarie. Elle assure le meilleur emploi des dons et cotisations d'adhésion qui lui seront adressés. « Aide humanitaire à la Bulgarie », 8, rue d'Aumale 75008 Paris. Tél. : 44-07-04-25. Compte bancaire n° 79512H. Cédex Lyautey, agence 8994.

Session et stage

ABC DES LANGUES : cours de langues sur mesure pour particuliers et entreprises cours privés, petits groupes téléphone 16-11-42-28-50.

SÉJOUR LINGUISTIQUES

A LONDON ÈTE 1991
PARIS-LONDON en car : 15 h de cours/semaine ; logement DS, résidence au cœur de London (Kensington) ; Jachette 2 semaines, 3 380 F TT. comp. Planchard, Language Centre, 37, av. Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : (1) 43-59-83-01 (+ cours d'Anglais à Paris).

RHÔNE-POULENC

vous invite à assister à sa tribune :

“Un groupe de 94 000 entrepreneurs : l'éthique Rhône-Poulenc dans le management des ressources humaines”

SLIGOS

vous invite à assister à sa tribune :

“Les HOMMES : facteur de succès d'une société de service performante et innovatrice”

Price Waterhouse

vous invite à assister à sa tribune :

“Quelle Europe dans la gestion des hommes ?”

Jeudi 11.50

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à évaluer ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 11 janvier

TF 1

20.45 Variétés : Tous à la Une. Hommage à Daniel Balavoine. Avec Serge Lama, Basia, Véronique Sanson, Frédéric François, Nana Mouskouri, Tennessee...
22.45 Magazine : Grand reportage. Les femmes de fleur.
23.45 Feuilletton : La Mafia 2 (1^{er} épisode, rediff.).
0.45 Au trot.

A 2

20.45 Série : Profession comique. D'André Halimi. Pierre Dac et Francis Blanche. Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Les caractères du mois. Invités : Tahar Ben Jelloun (Les Yeux baissés), Alain Duhamel (De Gaulle/Mitterrand), la Marquise et la Tracé ; Jean Vautrin et Dan Franck (Boro, reporter photographique, tome 2 - la Tempête des carottes) ; Jean-Louis Esne de Vénétienne et autres nouvelles, de Vladimir Nabokov, François Ducout (Avis, mémoires, d'Ava Gardner).
23.25 Journal et Météo.
23.45 Cinéma : Le cirque. ■■■ Film américain de Charles Chaplin (1928) (muet).

FR 3

20.40 Magazine : Thalassa. La caviar, trésor de la Caspienne, d'Arnaud Mandegar et Claude-Marie Vadrot.
Série : Napoléon et l'Europe.

Le 18 Brumaire, de Jean Guéant et Pierre Lary, avec Jean-François Stévenin, Bératrice Agenin.
22.30 Journal et Météo.
22.50 Court métrage : La lampe.
23.00 ► Documentaire : Traverses. La bombe, de Dimitri Bar-chevski (1^{er} partie).
23.55 Magazine : Mille Bravo.
0.50 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Danger en eaux troubles.
22.00 ► Documentaire : Gosses de Rio. De Thierry Michel.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Big. ■ Film américain de Penny Marshall (1987).
0.40 Mary Poppins. ■ Film américain de Robert Stevenson (1964) (v.o.).

LA 5

20.40 Téléfilm : L'arme de Schimanski.
22.20 Rallye : Paris-Dakar.
22.55 Série : L'inspecteur Derrick.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Un ours pas comme les autres (rediff.).

M 6

20.35 Téléfilm : L'affaire Chrysler.
22.25 Série : Brigade de nuit.

23.20 Magazine : La 6^e dimension.
23.50 Capital.
23.55 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Téléfilm : Faux frère. De Vincent B. Martorana.
22.45 Documentaire : Enfance (2).
23.10 Danse : La mort de l'empereur.
0.00 Documentaire : L'aventure du monde par les sons.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. 1872-1890, un panorama d'après-guerre et de la fin de siècle.
21.30 Musique : Black and blue. Le style de Art Blakey.
22.40 Les nuits magnétiques. Un secret mal gardé : le journal intime.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Gros noir.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie n° 22 en sol majeur K 318, Concerto pour piano et orchestre n° 27 en si bémol majeur K 595, Symphonie n° 40 en sol mineur K 550, de Mozart, par l'Orchestre national de France.
23.07 Poussières d'étoiles.

Samedi 12 janvier

TF 1

14.30 La Une est à vous (suite).
15.15 Tiroc à Vincennes.
15.25 La Une est à vous (suite).
16.00 Série : Formule 1.
17.25 Divertissement : Mondo dingo.
Magazine : Trente millions d'années. Jeu : Une famille en or.
18.50 Série : Marc et Sophie.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
20.50 Variétés : Sébastien, c'est fou !
22.40 Magazine : Ushuaïa.
23.40 Formule sport.
0.35 Au trot.
0.40 Journal et Météo.

A 2

13.55 Magazine : Animalia. Spécial bélines et éléphants de mer en Patagonie ; La chien de la semaine.
15.00 Magazine : Sport passion. Basket-ball.
16.40 Club sandwich.
17.50 Magazine : Télé-zèbre.
18.55 INC.
19.00 Série : Les deux font la paire.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : Duplex. De Michel Lang, avec Alain Douray, Elsa Sarrail. Drôle d'aventure pour une ethnologue et un journaliste. Comédie à rebondissement.
22.20 Magazine : Bouillon de culture. De Bernard Pivot. Invité : Gérard Depardieu ; Débat : Les honnêtes et les profs ; Reportages : Chroniques. Culture et société... un nouveau magazine pour notre Pivot national.
23.45 Journal et Météo.
0.05 Divertissement : Les drôles de têtes en liberté.

FR 3

14.00 Magazine : Rencontres.
De 15.00 à 19.00 la SEPT.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
De 20.00 à 0.00 la SEPT.
0.00 Almanach des adresses des demoiselles de Paris.
0.30 Magazine : L'heure du golf.

CANAL PLUS

15.05 Sport : Athlétisme.

Le retour de Ben John-son.
16.05 ► Série : Les inventions de la vie. 2. L'école de l'amaque.
16.35 ► Jeu : V.O.
17.05 Les superstars du catch.
En clair jusqu'à 20.30
18.00 Dessins animés : Décade pas Bunny.
19.05 Dessin animé : Les Simpson.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Téléfilm : Les belles Américaines. De Carol Wiseman, avec Joanna Cassidy, Guy Marchand.
20.30 La même ament pour la mère et la fille.
21.50 Les Nuls... l'émission.
22.40 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Bloody mama. ■ Film américain de Roger Corman (1970). Avec Shirley Winters, Pat Hingle, Don Stroud.
0.30 Cinéma : Vanille fraise. ■■ Film français de Gérard Oury (1989). Avec Pierre Arditi, Sabine Azéma, Isach de Bankolé.

LA 5

14.25 Série : La belle et la bête.
15.20 Série : K 2000.
16.25 Série : Galactica.
17.15 Série : Superkid.
17.45 Série : TV 101.
18.35 Rallye : Paris-Dakar.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.45 Téléfilm : Les sept cascadeurs. De John Peyser, avec Eike Sommer, Patrick McNoe. Chantage sur un tournage.
22.20 Rallye : Paris-Dakar.
22.52 Mission sans retour. D'Anthony Mahera, avec Richard Norton, Dick Wei. Quand le Vietnam ressurgit.
Journal de minuit.
0.10 Mission sans retour (suite).
0.05 Clair de nuit.
0.35 Série : Salut champion

M 6

13.55 Série : L'homme au katana.
14.45 Série : Laramie.
15.30 Série : Les espions.
16.20 Série : Poigne de fer.
16.50 Série : La sainte.
17.40 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Les têtes brûlées.
19.25 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Pour la vie d'un enfant. De John Herzfeld, avec Jules Haas, Judith Light. Un hérophile atteint du sida.
22.15 Téléfilm : Adieu Alcatraz. De Paul Wendkos, avec David Carradine, Richard Dysart (rediff.).
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Musique : Rapline.
1.00 Musique : Boulevard des clips.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

13.20 Téléfilm : Faux frère. De Vincent B. Martorana.
15.00 Magazine : Dynamo.
15.30 Documentaire : Ici et là-bas.
16.30 Documentaire : Enfance (2).
17.00 Magazine : Anicroches.
18.00 Magazine : Mégamix.
19.00 Documentaire : Un siècle de chansons (3).
20.00 Le dessous des cartes.
20.05 Histoire parallèle.
21.00 Téléfilm : Blanche est la nuit.
22.30 Soir 3.
22.45 Documentaire : Famille fatiguée ou le pouvoir de l'image.
23.40 Court métrage : Fary l'énase.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Marie Etienne, écrivain et poète.
20.45 Dramatique. Les mots indigènes, de Dominique Roland.
22.35 Musique : Opus. Un week-end en Théâtre à la découverte de la musique d'Eustache du Courroy.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Opéra (donné le 6 décembre 1990 à Vienne) : Kermus um St Stephan, de Franz, par le Bushorchester der Bundes-theater, dir. Peter Kuschel ; sol : Herbert Lippert, Rudolf Mazzola, Peter Jelenc, Lotte Leitner, Hans Helm, Gottfried Hornik, Heinz Zednik, Dalia Schagochtar, Renate Holm, Aldred Werner, Jaroslav Stajnc, Heinz Holcek, Hans Christian.

Dimanche 13 janvier

TF 1

10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.17 La minute du trotteur.
11.20 Magazine : Auto-moto.
11.50 Jeu : Tournez... manège.
12.25 Jeu : La juste prix.
12.55 Météo et Journal.
13.20 Série : Hooker.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Tiroc à Vincennes.
15.20 Série : Agence tous risques.
16.15 Divertissement : Vidéo gag.
16.45 Dessins animés : Disney parade.
18.05 Magazine : Téléfoot.
19.00 Loto sportif.
19.05 Magazine : 7 sur 7.
19.55 Loto sportif.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : Souvenirs souvenirs. ■ Film français d'Alain Zalkoun (1984). Avec les Charlots, Malovoy, Gabrielle Lazure.
22.55 Magazine : Ciné dimanche.
23.00 Cinéma : La grande bazar. ■ Film français de Claude Zidi (1973). Avec les Charlots, Michel Galabru, Michel Serrault.
0.30 Au trot.
0.35 Journal et Météo.

A 2

11.00 Messe. Célébrée en l'église paroissiale de Jarville. Prédicateur : Père Pierre Turgeon.
12.05 Dimanche Martin. Aïné font, font, font...
13.00 Journal et Météo.
13.20 Dimanche Martin (suite). La monde est à vous, avec Adamo.
14.55 Série : Mac Gyver.
15.45 Dimanche Martin (suite).
16.35 Série : Les morts ne voyagent pas.
17.50 L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde. Les dragons des Galapagos.
Magazine : Stade 2.
18.25 Dimanche Martin. Football : Hockey sur glace ; Netball ; Rugby ; Ski alpin ; Volley-ball ; Cyclo cross.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.45 ► Téléfilm : Poison d'amour. De Hugues de Laugardière, avec Frédéric Van den Driessche, Catherine Wilkington.
22.20 Magazine : Plastic. Portrait : César. Dossier : artistes tchèques et slovaques ; La découverte : art et pionnier.
23.20 Journal et Météo.
23.40 Série : Le Saint.

FR 3

10.30 Magazine : Mascarnes.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. Magazine : Musicales. Tchikovsky, Rives d'hiver. Symphonie de la Radio de Berlin, dir. Riccardo Chailly.
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Netball : Athlétisme : Cyclisme.
17.30 Magazine : Montagne. L'été éternel, de F. Rey et J. Arlaud.
18.00 Amuse 3.
19.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 Série : Benny Hill.
20.40 Spectacle : Le cirque du soleil ou le cirque réinventé. De Guy Lalabre.
22.00 Magazine : Le divan.

Invité : Philippe Tesson, directeur du Quotidien de Paris.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Cinéma : The romance of Rosy Ridge. ■■ Film américain de Roy Rowland (1947) (v.o.).
Magazine : Belles et belles.
0.50 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

10.45 Cinéma : Big. ■ Film américain de Penny Marshall (1987). Avec Tom Hanks, Elisabeth Perkins, Robert Loggia.
En clair jusqu'à 14.00
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Mon zénith à moi (rediff.). Invité : Estelle Hallyday.
13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : L'homme au double visage. De Claude Guillemin, avec Xavier Deluc, Michel Duchausoy. Comment tuer l'ami de sa femme...
15.30 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.25 Magazine : Exploits.
16.40 Dessin animé : Les Simpson (5^e épisode). Les Nuls... l'émission (rediff.).
17.05 Cinéma : Quatre bassets pour un danois. ■ Film américain de Norman Tokar (1986). Avec Dean Cain, Suzanne Pisarcha, Charlie Ruggles.
En clair jusqu'à 20.33
19.30 Flash d'informations.
19.35 Dessins animés : Ce cartoon.
20.30 Magazine : L'équipe du dimanche.
20.33 Cinéma : L'adieu au roi. ■■ Film américain de John Milius (1988). Avec Nick Nolte, Nigel Havers, James Fox.
22.25 Flash d'informations.
22.30 Magazine : L'équipe du dimanche.
Cinéma : L'ironie du sort. ■■ Film français d'Edouard Molinaro (1973). Avec Pierre Clémenti, Marie-Hélène Breillet, Jacques Spiesser.

LA 5

11.10 Série : Bonanza.
11.57 Série : Wonder Woman.
12.45 Journal.
13.15 Série : Deux filles à Miami.
14.05 Série : Simon et Simon.
14.55 Série : Seracen.
16.00 Série : Lou Grant.
17.45 Sport : Football.
17.50 Série : La loi de Los Angeles.
18.35 Rallye : Paris-Dakar.
19.00 Série : L'enfer du devoir.
20.00 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.45 Cinéma : Ténés passions. ■■ Film américain de James L. Brooks (1983). Avec Shirley MacLaine, Dora Wingar, Jack Nicholson.
23.10 Rallye : Paris-Dakar.
23.45 Ciné Cinq.
0.00 Le journal de minuit.
0.10 Série : Salut champion (et à 3.35).

M 6

10.55 Série : Commando du désert.
11.20 Magazine : La 6^e dimension (rediff.).
11.50 Magazine : Sport 6 première. Informations : M6 express.
12.05 Série : Murphy Brown.
12.30 Série : Ma sorcière bien-aimée.

12.55 Série : Dis-donc, papa.
13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
13.50 Série : La famille Ramdam.
14.15 Téléfilm : Scandale au pénitencier. De Mel Damski, avec Paul Michael Glasser, Linda Kesley. Deux journalistes locaux enquêtent.
16.00 Série : L'ami des bêtes.
16.45 Série : Roseanna.
17.15 Série : Poigne de fer et séduction.
17.45 Série : L'homme de fer.
18.35 Série : Les routes du paradis.
19.25 Magazine : Culture pub. Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : Le détournement du vol 847. De Paul Wendkos, avec Lindsay Wagner, El Danter. Parole à bord.
22.20 M6 express.
22.25 Capital.
Cinéma : Emmanuelle 4. ■ Film français de François Leroi et Iris Letans (1984).
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT

12.30 Documentaire : L'âge d'or du cinéma (2).
13.00 Documentaire : Ici bat la vie (Les oiseaux aquatiques).
13.25 Documentaire : Histoire parallèle.
14.20 Documentaire : Les temps du pouvoir. D'Elaine de Lator.
15.45 Cinéma d'animation : Images.
15.50 Documentaire : De singe en singe (9 et 10).
16.50 Danse : La mort de l'empereur.
17.35 Documentaire : L'aventure du monde par les sons.
17.45 Théâtre : Le baladin du monde occidental.
20.00 Magazine : Le Monde-Le Sept.
20.30 Cinéma : Wend Kuini. Le don de Dieu. ■■ Film burundais de Gaston Kaboro (1983).
21.40 Courts métrages.
22.30 Cinéma : Chocolat. ■■ Film français de Claire Denis (1987).

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radio-phonique. Les jeux de la comtesse Dolinguen de Gratz.
22.35 Musique : Le concert. Musique du Kowelt (concert enregistré le 8 décembre 1987 à l'auditorium 105 de Radio-France).
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 2 décembre 1990 à Tokyo) : Symphonie n° 9 en mi mineur op. 95, de Dvorak ; Symphonie fantastique op. 14, de Berlioz, par l'Orchestre national de France, dir. Lorin Maazel.
23.05 Poussières d'étoiles. Les éditions Robert Zank à Berlin : dernières parutions. Œuvres de Lachenmann, Nono, Rodulescu.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration de « Le Monde ».

Audience TV du 10 janvier 1991 Le Monde / SOFRES/NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	58,3	Roue fortune 17,7	McGyver 10,4	19-20 23,3	Nulle part 2,6	Arnold... 2,1	Magnum 2,7
19 h 45	62,8	Roue fortune 29,2	McGyver 11,0	19-20 14,7	Nulle part 2,0	Tot père... 2,0	Magnum 3,5
20 h 18	75,8	Journal 32,7	Journal 19,2	La classe 9,9	Nulle part 2,9	Journal 5,6	M-est servie 5,1
20 h 55	74,2	Pub 25,0	Pub 24,5	Les hommes 11,6	Qu bid... 1,6	Pub 5,2	Taille men... 6,2
22 h 08	69,5	Nouvelles 28,0	Pub 10,2	Les hommes 10,9	Flash 0,8	Max... 6,6	Taille men... 5,9
22 h 44	38,1	Ex-Libris 6,6	Ceyenne... 9,1	Sol 3 7,8	Mosquito 0,3	Max... 8,9	Taille men... 6,6

PARIS

BOURSE DU 11 JANVIER

Cours relevés à 13 h 48

Règlement mensuel

Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
3870	CARTEL	3760	3780	3740	-0.24	Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Composant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	210	Estimote Kodak	204.47	205	205	+0.27
910	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	910	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	910	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	21	East Rand	47	28	28	-0.23
963	Cheney T.P.	1210	1210	1210	...	963</																	

COMPTANT (sélection)

VALEURS			% du coupon		VALEURS		Cours princ.		Dernier cours		VALEURS		Cours princ.		Dernier cours		VALEURS		Cours princ.		Dernier cours	
Obligations										Etrangères												
Emp. État 5,95/77	121 30	5 61	Colmar	356	....	Huguenot	600	....	A.E.S.	780	702	a										
Emp. État 7,39/79	39 90	7 91	Cy. Lyonn. Alimont	374	10	Ind. Delayet	570	520	Alcan Inc. (Can.)	220	....										
10,85/95 79/94	100 95	3 81	Comp. Ind.	454	405	Mor.	380	....	Alcan Inc. (U.S.)	37	37											
Emp. État 13,25/90	100 01	13 59	Comp. Ind.	3710	3700	Navigation (M.)	212	220	American Brands	176	176											
Emp. État 19/92	100 01	15 95	Cy. Lyonn. Alimont	374	10	Oping	380	....	Arbel	427	438											
Emp. État 14,55/83	100 48	12 98	Comp. Ind.	305	300	Orlé. (C.)	248	238	Asarum Mines	145	140											
Emp. État 13,45/83	107 98	8 77	Cy. Lyonn. Alimont	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Can. Pacific Exp.	435	455											
Emp. État 12,25/94	102 95	3 72	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Can. Pacific	3180	3180											
Emp. État 11/95	105 45	8 77	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
10,25/95 88/...	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific	101	96											
Emp. État 10/95	100 30	8 57	Comp. Ind.	374	10	Orlé. (D.)	350	....	Cay. Pacific													

SICAV (sélection)[illegible]

	Marché li
--	------------------

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS
	préc.	11/1	achat	vente				préc.	11/1
Bons-Uns (1 unit.)	8 184	5 208	4 956	5 400			
Allemagne (100 m.)	339 150	339 200	338 500	348 500	Or fin (500 en barre)	65000	65100
Bélgique (100 francs)	330 500	333 200	330 500	340 500	Or fin (en lingot)	65900	65900
Canada (100 francs)	330 840	16 480	330 500	311	Napoleon (200 francs)	470	478
Danemark (100 couronnes)	508		291	300	Pièces Fr (10 fr.)	420	
France (100 francs)	508		54	92	Pièces Suédois (20 fr.)	428	486
Grèce (1000 francs)	9 801	9 800	10 300	10 300	Pièces Liras (20 fr.)	365	385
Grèce (100 francs)	223	34 050	4 050	4 050	Pièces Liras (20 fr.)	385	455
Italie (100 francs)	223	34 050	4 050	4 050	Pièces Liras (20 fr.)	2600	2600
Portugal (100 escudos)	98 770	98 770	98 500	94 500	Pièces 10 dollars	1700	1232
Espagne (100 pesetas)	45 208	63	63 750	69 500	Pièces 5 dollars	730	
Portugal (100 esc.)	3 781	5 050	5 050	5 050	Pièces 50 pesetas	2616	2620
Espagne (100 pesetas)	3 781	4 540	4 540	4 540	Pièces 10 florins	410	396
Japon (100 yens)	3 839	3 880	3 880	3 880			

Marché libre de l'or

Diary...	335	....
H2	335	....
Lectures de Monia	335	....
Nicola	925	900
Paternalité RD	1380	....
Particip. Penser	388	386
Quadrice	240	....
Rovato R.V.	180 30	180 80
St-Gabriel-Emballage	2001	2181 d
Sans Mère	218	....
S.E.P.	1522	....
S.P.R. act. R.	300	324 d
Ulfner	380	....
Watersham	1500	1380 a

Hors-cote

Bign Hydro Energy...	251	.....
Bombardier	315	.....
Calphalon	150	150
C & H Coprocessor	57	58
C. Osoff, Forestville	.....	.....
Chamberlain RM	978	.....
Cochery Bourdin	350	.....
Copcon	580	580
Danost Assicurazioni	367	.....
El Anting	1400	.....
Europ. Account	64	.....
Gadot S.A.	70 50	67 10
George Emmerson	87	79 504
Harbin Electric Co.	1431	.....
Huabo Paper Co.	210	.....
Hongkong	287	.....
IN2	335	.....
Lectura de Mondo	235	.....
Nichols	625	900
Palmer H2	1380	.....
Patterson	380	386
Quindoo	240	.....
Romato N.V.	180 30	180 30
St-Gabriel-Embrallage	2001	2181 d
Sams Mate	218	.....
SLEP.R	1522	.....
S.P.J. art. R.	300	324 d
Usher	350	.....
Wettersma	1500	1580 e

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - a : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

Le Parti socialiste et la crise du Golfe

M. Mitterrand a demandé à M. Chevènement de rester à son poste

M. Pierre Mauroy a expliqué, jeudi 10 janvier, après la réunion du bureau exécutif du PS, qu'il sera « en droit d'exiger le rassemblement et la mobilisation de tous les socialistes derrière le président de la République » si la guerre éclate dans le Golfe. Dans ce

cas, le comité directeur serait convoqué dans l'après-midi du 16 janvier, afin d'arrêter la position que les parlementaires devraient adopter lors de la session extraordinaire annoncée, le 9 janvier, par le président de la République. Les députés du cou-

rant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement - à qui M. François Mitterrand a demandé de rester à son poste de ministre de la Défense - devraient, dans cette hypothèse, respecter la discipline du groupe.

Les dirigeants socialistes sont conscients de la difficulté que présente, pour leur parti et leurs militants, l'éventuel engagement de la France dans une guerre contre l'Irak. Si la condamnation de l'annexion du Koweït et de la menace que M. Saddam Hussein fait peser sur la région et sur la paix dans le monde ne font pas de doute, en général, parmi les socialistes, il n'est pas moins malaisé, pour une partie d'entre eux, d'envisager une solution militaire du conflit dans laquelle les États-Unis auraient le premier rôle et qui pourrait être res-

sentie dans le tiers-monde comme une pure et simple agression occidentale. L'hostilité à la guerre, depuis les origines du mouvement socialiste, le refus de l'hégémonie américaine, depuis les années 60, ont façonné une culture socialiste qui se rebelle devant le déclenchement des hostilités dans le Golfe, tandis que d'autres, au contraire, au sein du parti, adhèrent sans réserve à la défense du droit face à l'agression, à celle des démocraties face à un régime dictatorial et, même, à celle des ressources pétrolières contre la tentative d'un pays pour en contrôler une trop grande part.

MM. Gallo et Chevesson contre la guerre

M. Mauroy s'efforce, depuis le début de la crise, de rallier l'ensemble des socialistes à l'idée de sécurité collective, qui est l'article fondamental de leur credo en matière internationale depuis les lendemains de la première guerre mondiale. Le 9 janvier, présentant ses vœux à la presse, le premier secrétaire a rappelé que la volonté de paix et de règlement négocié des conflits, dont se réclament depuis toujours les socialistes, suppose la fermeté envers les agresseurs et le refus de la « déviation pacifiste », qui s'était manifestée, à la fin des années 30, face à l'Allemagne hitlérienne et qui avait « conduit à la défaite ». Il a mis en garde les membres du courant Socialisme et République contre le risque de « se laisser tenter par cette déviation », en soulignant qu'« ils en ont d'autant moins le droit que l'un des leurs exerce une responsabilité éminente comme ministre de la Défense ».

Plusieurs députés du courant Socialisme et République, réunis à déjeuner, jeudi, autour de M. Chevènement, ont discuté de ce qui devrait être alors leur attitude. Le ministre de la Défense, qui a été reçu par M. François Mitterrand le 7 janvier, après la publication d'une déclaration de son courant affirmant que « la France ne saurait se résigner à une logique de guerre » (Le Monde du 5 janvier), estime légitime de se demander pourquoi la position française est passée de la stratégie de l'embargo, affirmée dans les premières semaines, à celle de l'ultimatum, à laquelle le chef de l'Etat s'est rangé fin novembre.

Pour autant, M. Mitterrand lui ayant demandé de rester à son poste, le ministre de la Défense entend s'y tenir. Il se refuse toujours à « faire la police de la pensée » parmi ses amis et estime que ceux-ci doivent prendre leurs responsabilités. A ses yeux, cependant, la

République - et c'est heureux - ne saurait s'accommoder d'une division du groupe parlementaire qui soutient le président et le gouvernement sur une question telle que la guerre.

Les députés du courant Socialisme et République devraient, par conséquent, voter le texte qui sera soumis, le cas échéant, à l'Assemblée nationale, même s'ils accompagnent leur vote d'un communiqué indiquant qu'ils ne l'émettent que par respect de la discipline et même si, la veille, au comité directeur, leur courant avait exprimé ses réserves sur la politique suivie. Quant à M. Max Gallo, député européen, ancien ministre, qui a publié jeudi une déclaration appelant aux manifestations du 12 janvier contre la guerre, c'est un « citoyen » qui bénéficie, comme tout un chacun, de la liberté d'expression, au même titre - observent les membres de Socialisme et République - que M. Claude Chevesson, lui aussi ancien ministre, fabiusien, qui a signé un appel similaire.

PATRICK JARREAU

Le Rénouveau consacré au Golfe à l'Élysée. - Le président Mitterrand a réuni inopinément, vendredi matin 11 janvier, le premier ministre Michel Rocard, le ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement, ainsi que son chef d'état-major particulier, le vice-amiral Jacques Lanxade, et le chef d'état-major de l'armée, le général Maurice Schmitt. Cette réunion informelle, qui n'a pas revêtu la forme d'un conseil de défense, a été consacrée aux problèmes du Golfe, s-on appris de bonne source.

Les suites de l'affaire Médéric

Le directeur de Nice-Opéra est inculpé et écroué

A la suite d'une double information judiciaire ouverte, jeudi 10 janvier, par le parquet de Nice, M. François Boisseau, doyen des juges d'instruction de cette ville, a inculpé et placé en détention, le même jour, pour abus de biens sociaux, M. Lucien Salles, soixante et un ans, gérant de la société Europe-Show et directeur de Nice-Opéra. Il a également lancé deux mandats d'arrêt visant, d'une part, une collaboratrice de M. Salles, M^{me} Eli-

zabeth Arnulf, vingt-huit ans - qui serait aux États-Unis - pour complicité d'abus de biens sociaux et, d'autre part, M. Jean Oltra, quarante-deux ans, ancien directeur de Nice-Communication et du comité des fêtes, pour abus de confiance. M. Oltra, actuellement en Uruguay - où se trouve également l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médéric, - a fait savoir qu'il se présenterait devant la justice le 8 février.

NICE

de notre correspondant régional

L'inculpation, attendue, de M. Lucien Salles fait suite à une dénonciation, auprès des autorités judiciaires, de la direction nationale des vérifications des situations fiscales, en juin 1990, concernant les activités de la société d'entreprise de spectacles Europe-Show dont il est le gérant. Installée à Fréjus (Var), cette SARL avait, jusqu'ici, son siège effectif dans les locaux de Nice-Opéra. En épluchant ses comptes, les enquêteurs du fisc avaient notamment constaté la sortie d'importantes sommes d'argent - au total 1 358 155 F au cours des années 1986 et 1987 - versées à l'étranger sur la base de factures fictives établies par une société anglaise de façade, Westcard United, faisant partie de la nébuleuse de sociétés créées dans les affaires financières de M. Jacques Médéric.

Ils avaient également établi qu'Europe-Show avait réglé à l'association Club SUDD (Service universitaire de diffusion), dirigée par M^{me} Elizabeth Arnulf, quatre factures de « publicité » d'un montant de 220 000 F. Or Club

SUDD, société unipersonnelle qui s'était constituée, à la même époque, dans l'affaire de la renégociation de la dette de la ville de Nice, moyennant une commission de 5 300 000 F, n'avait « aucune existence réelle ». De plus, une partie des fonds, soit 170 000 F, avait abouti par un moyen ignoré, sur le compte personnel de M. Salles.

Autres irrégularités mises au jour : un virement sur le compte de M^{me} Salles, d'une somme de 156 500 F, censée avoir été réglée par Europe-Show à deux fournisseurs de complaisance et le remboursement sur les deniers de cette société d'une dette de 19 200 dollars que M. Salles aurait contractée à l'égard de sa fille domiciliée aux États-Unis, Europe-Show avait, enfin, acquitté le loyer d'un luxueux appartement à Nice (156 000 F par an), officiellement mis à la disposition d'artistes de passage sur la Côte d'Azur mais occupé, en fait, par M. Salles, de février à novembre 1988. Le parquet de Nice avait ordonné une enquête préliminaire de police sur ces irrégularités, en octobre, et M. Salles avait été placé en garde à vue, pendant qua-

rante-huit heures, puis laissé libre.

L'autre information judiciaire ouverte par le procureur de la République de Nice, M. Louis Aumérat, contre M. Oltra, résulte de la découverte de deux comptes courants débiteurs, de 500 000 F chacun, dans les associations Nice-Communication et comité des fêtes, toutes les deux dirigées par son principal collaborateur de M. Jacques Médéric. Ces sommes auraient été transférées, en plusieurs versements, d'août 1989 à septembre 1990, sur le compte personnel de M. Oltra.

Dans une déclaration faite à Nice-Matin, depuis Punta-del-Este (Uruguay), où il se serait rendu pour « réfléchir du travail », M. Oltra s'est vivement défendu des accusations portées contre lui et d'avoir voulu se soustraire à la justice. Il a expliqué qu'il avait été en contact avec les enquêteurs, avant son départ, et qu'il leur avait fait parvenir, mercredi soir, une lettre pour justifier son absence. Il a indiqué qu'il se présenterait devant eux, à son retour, le 8 février prochain.

Homme clef du système Médéric, M. Oltra, un pied-oir originaire de Saouli (Algérie), ancien militant du mouvement d'extrême droite Occident, s'était mis au service de l'ancien maire de Nice, en 1973, comme directeur du service des relations publiques de la ville. Il avait créé l'association Nice-Communication dont il était devenu le directeur général - au salaire mensuel brut de 103 000 F - jusqu'à la dissolution de cette association, le 9 novembre dernier, en cumulant cette fonction avec celles de directeur du comité des fêtes, de Radio Baie des Anges, de la télévision municipale Canal 40 et de rédacteur en chef du mensuel médériciste l'Action Nice-Côte d'Azur.

GUY PORTE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Le divan de Bagdad

Et vous, qu'est-ce que vous en pensez? C'est un malade mental, un fou furieux ou quoi, Saddam? Non, je vous demande ça parce que les Américains, très inquiets pour sa santé, consultent frénétiquement des tapées de psy et de profs d'université, dont les diagnostics s'étalent à longueur de colonnes dans la presse.

C'est le self-service. Pour alimenter les conversations, suffit de remplir son Caddy des symptômes les plus variés : délire d'interprétation, tendance suicidaire, instabilité, intelligence diabolique, erreurs de jugement, paranoïa, ruse maniaque, syndrome de la roulette russe, surmoi prégnant, brutalité animale, mégalo-manie, instinct de mort, instinct de vie...

Enfin, plein de trucs et de machins qui font l'impression d'une question-réponse toute bête proposée ce matin à ses lecteurs par le *Herald Tribune*. Pourquoi lui bat pas en retraite, Saddam? Parce qu'il n'en a pas envie. Voilà. Une réflexion de bon sens, enfin.

Une! Je me l'étais faite il y a belle lurette, mais je la gardais pour moi, j'avais peur de me faire taper sur les doigts. Ou'est-ce que ça signifie? Qu'il le veut, la guerre? Ben, oui. Pour quelles raisons? Des tas : depuis qu'il a dit pouce à l'Irak, il s'ennuie, il adore jouer aux petits soldats. Même si on lui en fauche un certain nombre, il s'en fout. Les Irakiens lui en refileront d'autres. Il a un faible pour Clint Eastwood et il espère décrocher la vedette dans un remake du *Bon, le brute* et le truand. Israël le dérange, il a besoin de poil à gratter. Arafaat, au fond, il l'aime pas tant que ça. Il va quand même pas lâcher le Koweït pour ses beaux yeux ornés et sa barbe de trois jours.

Je vous entends d'ici : T'as pas bientôt fini de plaisanter sur un sujet pareil? Désolé, je plaisante pas. C'est marqué dans le journal. Je me suis contentée de traduire. A ma façon. Et ne venez pas paraphraser Molière : Ah! qu'en termes peu galants ces choses-là sont mises... noir sur blanc.

La mort de Rémy Montagne

« Le tombeau de Mendès »

M. Rémy Montagne, avocat et ancien ministre, fondateur du groupe de presse Ampère, est décédé le jeudi 10 janvier à Louviers (Eure) à l'âge de soixante-trois ans.

Né le 9 janvier 1917 à Mirabeau, dans le Vaucluse, Rémy Montagne était docteur en droit et avocat. Pendant la seconde guerre mondiale, il combattait dans un régiment de chars et perdit un œil durant la campagne de France. Responsable de mouvements de jeunesse chrétien (ACJF) en 1940, il participa à la Résistance, diffusa les premiers numéros clandestins du journal *Témoignage chrétien* et rejoignit les FFI. En 1945, il épousa Geneviève Michelin.

C'est en 1946 qu'il entame sa carrière d'avocat à la cour d'appel de Paris. Parallèlement, sa carrière politique le conduit à affilier, et à battre, aux législatives de 1958, dans la circonscription de Lou-

viers, l'ancien président du conseil Pierre Mendès France ce qui lui vaudra le surnom de « tombeau de Mendès ». Constamment réélu jusqu'en 1968, il est aussi maire de Louviers. En 1973, il retrouve son siège de député sous l'étiquette des réformateurs et le conserve en 1978 sous la bannière de l'UDF. Nommé secrétaire d'Etat à la santé de 1980 à 1981 dans le gouvernement Barre, il abandonne la politique après l'élection de M. Mitterrand.

Cet Européen convaincu - il est adhérent du Mouvement européen et a présidé plusieurs congrès de la jeunesse européenne dans les années 50 - est aussi un chrétien sensible aux traditions de l'Eglise catholique. Il fonde en 1985 le groupe Ampère, creuset du groupe de presse et d'édition Média-Participations (Dargaud, Lombard, Odeit, éditions Fleury, Desclee, le Sarmant-Fayard, etc.).

Lancement d'une campagne d'information

Le crédit formation est étendu aux adultes

A partir du 14 janvier, le secrétariat d'Etat chargé de la formation professionnelle va lancer une campagne d'information de 14 millions de francs, à l'occasion de l'extension du dispositif de crédit formation individualisé (CFI) aux adultes, salariés d'entreprise ou demandeurs d'emploi. Un spot publicitaire sera diffusé à la télévision et des brochures distribuées.

Mis en place pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans en septembre 1989, le CFI compte actuellement 185 000 bénéficiaires en cours de formation. Basée sur l'idée de la « deuxième chance », pour amener 80 % de la population active au niveau du CAP d'ici à l'an 2000, la formule permet s'appliquer aux salariés adultes dans le cadre du congé individuel de formation, depuis l'accord du 28 mars 1990 entre M. Laligot, secrétaire d'Etat, et les partenaires sociaux.

complété par la loi du 4 juillet dernier.

Après acceptation des mêmes partenaires sociaux, gestionnaires du régime paritaire d'assurance chômage, et publication du texte réglementaire nécessaire, elle s'applique également aux chômeurs.

M. Michel Vauzelle invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Michel Vauzelle, député socialiste des Bouches-du-Rhône, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 13 janvier, de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Vauzelle, ancien porte-parole du président de la République, et qui s'est récemment entretenu à Bagdad avec M. Saddam Hussein, répondra aux questions d'André Passeron et de Jacques Amalric du Monde, de Pierre-Marie Christian et d'Isabelle Dath de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mezerelle.

TRÉCA cad
à commande automatique

permet de relever la tête et les jambes SANS AUCUN EFFORT (toutes dimensions)

CAPELOU

37 AV. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 45.12.45.55 MEYRUE PARMENTIER

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**
« La crise du Golfe », par Hubert de Beaufort, Jean Cardonnel, René Dumont et Gérard Benhamou... 2
La crise du Golfe... 3 à 6
M. Fauroux à Taïwan
Protestation mesurée à Pékin... 6
Les combats au Tchad
Forces gouvernementales contre éléments libyens dans le Tibesti... 7
Manifestations en Grèce
Quatre morts dans l'incendie d'un immeuble... 7
Journal d'un amateur
« Embargo », par Philippe Boucher... 8

SECTION B

- La réforme de l'orthographe**
Une « période probatoire » de trois à cinq ans pourrait être décidée... 9
Environnement
Des déchets industriels sans entrepôts... 9
Banque industrielle de Monaco
La princesse Isabelle de Bourbon-Parme inculpée d'escroquerie... 10
« Milena » de Vera Belmont
Valérie Kaprisky incarne l'amie de Kafka... 11

SECTION C

SANS VISA

- Cotton blues • Notre-Dame de la Baucce • A Paris : rue du Temple • Versailles et le visiteur-roi... 13 à 20

SECTION D

- M. Rocard et l'avenir de l'économie française**
Contre la dictature du court terme... 21
M. Bernard Tapie et Adidas
Un entretien avec le nouveau président du fabricant de chaussures de loisirs... 21
Le financement de l'unification allemande
Un accord pour limiter le déficit budgétaire... 21

Services

- Abonnements... 10
Annonces classées... 23
Cartes... 24
Jeux... 18
Loto... 10
Marchés financiers... 26-27
Météorologie... 24
Radio-Télévision... 25
Philatélie... 24
Spectacles... 12

La télématique du Monde : 3615 LÉMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 11 janvier 1991 a été tiré à 586 371 exemplaires.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-53-12-66

MINITEL 35.15 CODE A3T puis OSP

Vie s/ass. Pal. de just. PARIS, JEUDI 24 JANVIER 1991 à 14 h 30.
APARTEMENT à PARIS-15^e
17 à 23, rue Demours - Bât. D - 3 Res Palais
S. de bus - w.c. - Bât. C - Escalier C - Rdc-ch. - UNE CAVÈ
MISE A PRIX: 400 000 F Sd. M. Charles PERRETIERE, avocat.
4 PARIS-15, 3, rue de la Paix, Tél. : 42-61-44-44.
Visite sur place, Le 15 février 1991 à 11 heures.

L'armée soviétique

Ne pas se voiler la face

Les unités de l'armée soviétique sont en train de se préparer à une éventuelle intervention en Iran. Les unités de l'armée soviétique sont en train de se préparer à une éventuelle intervention en Iran.

Les unités de l'armée soviétique sont en train de se préparer à une éventuelle intervention en Iran. Les unités de l'armée soviétique sont en train de se préparer à une éventuelle intervention en Iran.

M. Mitterrand l'envoi

Le président de la République a envoyé un message de condoléances à l'occasion du décès de Rémy Montagne. Le président de la République a envoyé un message de condoléances à l'occasion du décès de Rémy Montagne.

La tr

Le président de la République a envoyé un message de condoléances à l'occasion du décès de Rémy Montagne. Le président de la République a envoyé un message de condoléances à l'occasion du décès de Rémy Montagne.